

TITRE XI

DES CORPS MUNICIPAUX, SOCIÉTÉS ET CLUBS

CHAPITRE PREMIER

DES CORPORATIONS DE VILLE

NOTE.—*Les amendements postérieurs aux Statuts refondus de 1888 et antérieurs à la refonte de 1909, sont refondus dans la présente reproduction de la loi des clauses générales des corporations de ville qui est encore applicable à certaines municipalités. —Voir S. R., 1909, art. 5884.*

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

4178. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à toute municipalité ou corporation de ville, établie par la Législature de cette province, et, à moins de modification ou d'exception expresse, font partie de la charte.

Elles peuvent aussi s'appliquer aux corporations de cité, et, dans ce cas, le mot "ville" est remplacé par le mot "cité," chaque fois que le sens de ce chapitre, ainsi rendu applicable, le requiert. 40 V., c. 29, ss. 1 et 441.

4179. Pour empêcher l'incorporation de quelques articles du présent chapitre dans la charte, elle doit les en exclure expressément en les désignant par leurs numéros d'ordre. 40 V., c. 29, s. 2.

4180. A moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont, dans le présent chapitre, le sens, la signification et l'application respectives que leur attribue le présent article :

1. Le terme "charte" désigne toute loi de la Législature de cette province établissant une municipalité ou une corporation de ville ;
2. Le mot "municipalité" désigne le territoire érigé en ville par la charte ;
3. Le mot "district" signifie un district judiciaire établi par la loi et nommé le district dans lequel est située la ville ;

- "Cour de circuit du comté" ou "de comté;" 4. Les termes "Cour de circuit du comté" ou "de comté" désignent la Cour de circuit dans et pour le comté; et s'il y a plus d'une Cour de circuit établie dans le comté, ils les comprennent toutes;
- "Cour de magistrat" ou "Cour de comté;" 5. Les termes "Cour de magistrat" ou "Cour de magistrat du comté" désignent la Cour de magistrat établie dans le comté par proclamation du lieutenant-gouverneur et présidée par le magistrat de district;
- "Membre du conseil;" 6. Le terme "membre du conseil" désigne et comprend le maire et tout conseiller de ville;
- "Charge municipale;" 7. Le terme "charge municipale" désigne toutes les charges ou toutes les fonctions que remplissent les membres et les officiers du conseil;
- "Juge de paix;" 8. Le terme "juge de paix" comprend également le maire et tout conseiller agissant *ex officio* comme juge de paix en vertu de l'article 4210;
- "Session;" 9. Le mot "session," employé seul, désigne indistinctement une session ordinaire ou générale et une session spéciale du conseil;
- "Jour suivant." 10. L'expression "jour suivant" ne signifie ni ne comprend les jours de fête, excepté que l'acte dont il est question puisse être fait un jour de fête. 40 V., c. 29, s. 3.

Terrains compris dans la ville. **4180a.** Lorsque la description du territoire compris dans une ville, donnée dans la charte, consiste dans l'énumération des numéros de cadastre, tous les terrains situés entre les lots désignés par ces numéros sont censés faire partie de la ville. 63 V., c. 29, s. 1.

Sens des mots, "savoir lire et écrire." **4181.** Ne savoir que lire l'imprimé ou signer son nom ou être seulement capable des deux, ne constitue pas la qualité requise par une disposition du présent chapitre ou de la charte, exigeant que pour être habile à l'exercice d'une charge municipale il faille savoir lire et écrire. 40 V., c. 29, s. 4.

Manière de signer en certains cas. **4182.** Quiconque est, par les dispositions du présent chapitre, de la charte ou d'un règlement du conseil, tenu de signer son nom sur un document et ne peut le faire, doit y apposer sa marque, en présence d'un témoin qui y signe. 40 V., c. 29, s. 5.

Application de l'article précédent. **4183.** L'article précédent ne s'applique cependant pas aux membres du conseil, ni aux officiers qui, aux termes de ce chapitre, doivent savoir lire et écrire. 40 V., c. 29, s. 6.

Allégations **4184** Les allégations ou expressions inutiles, qui peuvent se rencontrer dans quelque disposition relative à des

matières municipales, n'en affectent en aucune manière la validité, si l'ensemble de la disposition interprétée dans son sens naturel est suffisant pour en rendre l'intention. 40 V., c. 29, s. 7. ^{les actes municipaux.}

4185. L'erreur ou l'insuffisance de la désignation d'une corporation ou municipalité dans un acte municipal fait par le conseil, ses officiers ou toute autre personne, ou de l'énonciation des qualités de tel officier ou de telle personne, ne peut entacher cet acte de nullité, pourvu qu'il n'en résulte ni surprise ni injustice. 40 V., c. 29, s. 8. ^{Erreurs ou insuffisances de désignation.}

4186. Nulle objection faite à la forme ou fondée sur l'omission de formalités même impératives n'est recevable sur une action, poursuite ou procédure, concernant des matières municipales, à moins qu'une injustice réelle ne résulte du rejet de cette objection, ou à moins que, d'après les dispositions du présent chapitre, l'omission de ces formalités ne frappe de nullité les procédés ou autres actes municipaux qui doivent en être revêtus. 40 V., c. 29, s. 9. ^{Objection à la forme.}

4187. Tout serment requis par ce chapitre ou par la charte peut être prêté devant le maire, le secrétaire-trésorier ou un juge de paix. ^{Prestation des serments.}

Toute personne devant laquelle un serment peut être prêté, est autorisée et tenue, chaque fois qu'elle en est requise, d'administrer ce serment et de délivrer sans honoraire un certificat de sa prestation à la partie qui l'a prêté. 40 V., c. 29, s. 10. ^{Devoirs de celui qui le fait prêter.}

4188. Dans toute instance où les droits d'une corporation municipale sont en question, la qualité d'électeur ou de contribuable de la municipalité, ou le fait qu'il appartient au conseil, ne rend pas un témoin incompetent. 40 V., c. 29, s. 11. ^{Témoins compétents.}

4189. Chaque fois que, de la part de la corporation, il est nécessaire de donner une déposition ou une information sous serment, cette déposition ou information peut être donnée par l'un des membres ou l'un des officiers du conseil. 40 V., c. 29, s. 12. ^{Dépositions de la part des corporations.}

4190. Tout juge de paix et toute personne refusant ou négligeant, sans motif raisonnable, d'accomplir un acte ou un devoir qu'il leur est imposé par quelque disposition de ce chapitre ou de la charte, ou qui est requis d'eux en vertu de ces dispositions, encourt, outre les dommages causés, une amende de pas moins de quatre piastres ni de plus de vingt piastres, sauf les cas au sujet desquels il est autrement disposé. 40 V., c. 29, s. 13. ^{Pénalité pour certains refus ou certaines négligences.}

SECTION II

DE L'ORGANISATION DE LA CORPORATION

§ 1.—*Des pouvoirs généraux de la corporation*

Corporation constituée.

4191. Les habitants et les contribuables de toute municipalité de ville et leurs successeurs, sont une corporation ou corps politique connu sous le nom désigné dans la charte. 40 V., c. 29, s. 14.

Pouvoirs généraux.

4192. Cette corporation a, sous son nom propre, succession perpétuelle et peut :

1. Acquérir tous biens meubles ou immeubles par achat, donations, legs ou autrement, les posséder, en jouir et les aliéner ;

2. Contracter, transiger, s'obliger et obliger les autres envers elle dans les limites de ses attributions ;

3. Ester en justice dans toute cause et devant tout tribunal judiciaire ;

4. En un mot, exercer tous les pouvoirs qui lui sont accordés, ou qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement de ses devoirs. 40 V., c. 29, s. 15.

§ 2.—*Du conseil de la corporation*

Qui représente la corporation.

4193. La corporation est représentée par son conseil. Ses droits sont exercés et ses devoirs sont remplis par ce conseil et ses officiers. 40 V., c. 29, s. 16.

Comment composé.

4194. Le conseil municipal est composé d'un maire et d'un nombre de conseillers déterminé par la charte, élus en la manière ci-après prescrite. 40 V., c. 29, s. 17.

Durée de la charge.

4195. Le maire est élu pour une année ; les conseillers le sont pour le temps déterminé par la charte. 40 V., c. 29, s. 18.

Expiration de la charge de maire.

4196. Le terme de la charge de maire expire à l'ouverture de la première session générale ou spéciale du conseil tenue après les élections générales annuelles.

Application de cette règle aux conseillers.

La même règle s'applique aux conseillers sortant de charge à l'époque de ces élections. 40 V., c. 29, s. 19.

Durée de charge des remplaçants.

4197. Le maire ou un conseiller élu en remplacement d'un autre, ne demeure en charge que le reste du temps pour lequel son prédécesseur était élu. 40 V., c. 29, s. 20.

Serment d'office.

4198. Tout membre du conseil, aussitôt après sa nomination, prête serment de remplir bien et fidèlement les devoirs de sa charge.

Le serment d'office des conseillers et du maire peut être ^{Devant qui} prêté devant un juge de paix, ou devant le maire alors en ^{prêté.} fonction ; et une entrée en est faite dans le livre des délibérations du conseil.

L'entrée en fonction d'un membre du conseil n'est opérée ^{Entrée en} que par la prestation du serment d'office. 40 V., c. 29, s. 21. ^{fonctions.}

4199. L'omission, pendant quinze jours, de la part d'un ^{Omission de} membre du conseil, de prêter le serment d'office à la charge ^{prêter ser-} pour laquelle il a été nommé, constitue un refus d'accepter ^{ment.} cette charge et le rend sujet aux pénalités prescrites. 40 V., c. 29, s. 22.

4200. Les conseillers ne reçoivent, pour leurs services, ^{Services gra-} ni salaire, ni profit, ni indemnité sous quelque forme que ce ^{tuits.} soit. 40 V., c. 29, s. 23.

4201. Les membres du conseil sont incapables d'occuper ^{Incapacités} des emplois subordonnés sous le conseil, et ne peuvent être ^{résultant de} cautions pour l'accomplissement des devoirs attachés à ces ^{la charge.} emplois. 40 V., c. 29, s. 24.

4202. Quiconque est nommé à la charge de maire ou de ^{Refus d'exer-} conseiller, et refuse illégalement d'accepter ou de continuer ^{cer charge.} à exercer cette charge, encourt une pénalité de trente piastres pour la charge de maire, et de vingt piastres pour celle de conseiller. 40 V., c. 29, s. 25.

4203. Un membre du conseil est censé refuser de continue ^{Quand refus} à exercer sa charge quand il refuse ou néglige, sans motif ^{existe.} raisonnable, ainsi jugé par le conseil, d'en remplir les devoirs pendant deux mois consécutifs. 40 V., c. 29, s. 26.

4204. Pourvu qu'il en soit encore capable, et sans pré- ^{Reprise de} judice des frais des procédés judiciaires institués contre lui, ^{fonctions.} un membre qui a ainsi refusé d'accepter ou de continuer à exercer la charge à laquelle il a été nommé dans le conseil, ou qui n'a pu exercer cette charge pendant trois mois consécutifs, par absence, maladie, infirmité ou autrement, peut toujours, si la vacance créée par son refus ou son impossibilité d'agir n'a pas été remplie, reprendre ses fonctions et les exercer. 40 V., c. 29, s. 27.

4205. Nul vote donné par une personne qui occupe illé- ^{Validité de} galement la charge de membre du conseil, et nul acte auquel ^{certain votes} elle a participé en cette qualité, ne peuvent être invalidés ^{et actes.} par le seul fait de l'exercice illégal de cette charge. 40 V., c. 29, s. 28.

Surveillance et suggestions du maire. **4206.** Le maire exerce le droit de surveillance sur tous les officiers de la municipalité, veille à l'accomplissement fidèle et impartial des ordonnances et des règlements municipaux, et communique au conseil les informations et les questions qu'il croit convenables dans l'intérêt de la municipalité ou de ses habitants. 40 V., c. 29, s. 29.

Signature des bons, etc. **4207.** Il signe, scelle et exécute au nom du conseil, les bons, contrats, conventions ou actes faits et passés par la corporation, s'il n'en est pas autrement réglé par le conseil. 40 V., c. 29, s. 30.

Lecture des circulaires du lt. gouv., etc. **4208.** Il est tenu de lire, au conseil en séance, toute circulaire ou communication adressée, soit à lui soit au conseil, par le lieutenant-gouverneur ou par le secrétaire de la province, et, s'il en est requis par le conseil ou par le lieutenant-gouverneur de les rendre publiques dans la municipalité, en la manière prescrite pour les avis publics. 40 V., c. 29, s. 31.

Informations fournies. **4209.** Il est également tenu de fournir au lieutenant-gouverneur, sur sa demande, tout renseignement sur l'exécution de la loi municipale, et toute autre information qu'il est en son pouvoir de donner avec le concours du conseil. 40 V., c. 29, s. 32.

Maire et conseillers sont juges de paix. **4210.** Sans autre qualité et sans être tenus de prêter les serments requis pour cet office, le maire et les conseillers sont *ex officio* juges de paix pendant l'exercice de leur charge, dans les limites de la municipalité.

Leur juridiction. Ils sont compétents à entendre et décider toutes les causes dans lesquelles la corporation ou ses officiers sont parties intéressées. 40 V., c. 29, s. 33.

SECTION III

DES PERSONNES HABILES ET INHABILES AUX CHARGES MUNICIPALES, OU EXEMPTES DE LES EXERCER

§ 1.—*Des personnes habiles aux charges municipales*

Habiletés générales. **4211.** Est habile à exercer une charge municipale tout habitant mâle et majeur de la municipalité qui n'en est pas déclaré incapable par une disposition du présent chapitre. 40 V., c. 29, s. 34.

Exercice des charges, obligatoire. **4212.** Quiconque est habile à exercer une charge municipale dans la municipalité et n'en est pas exempt, est tenu

d'exercer cette charge, s'il y est nommé et d'en remplir toutes les fonctions, sous les pénalités prescrites par la loi.

Néanmoins, nul n'est tenu d'accepter la charge de secrétaire-trece- Proviso. taire-trésorier ou d'en continuer l'exercice. 40 V., c. 29, s. 35.

§ 2.—*Des personnes inhabiles aux charges municipales*

4213. Ne peuvent être nommés aux charges municipales Incapacités ni les occuper : générales.

1. Les mineurs ;
2. Les personnes dans les ordres sacrés et les ministres de toute croyance religieuse ;
3. Les membres du Conseil privé ;
4. Les juges de la Cour suprême, de la Cour du banc de la reine, de la Cour supérieure, et de la Cour de vice-amirauté, les magistrats de districts ou de police et les shérifs ;
5. Les officiers en pleine paye de l'armée ou de la marine de Sa Majesté, et les officiers ou hommes de corps de police, provinciale ou locale ;
6. Les aubergistes, hôteliers ou maîtres de maisons d'entretien public, l'étant ou qui l'ont été dans les douze mois précédents. 40 V., c. 29, s. 36.

4214. Quiconque n'a pas son domicile ou sa place d'affaires Etrangers. dans une ville, est inhabile à exercer les charges municipales de cette ville. 40 V., c. 29, s. 37.

4215. Quiconque reçoit des deniers ou autres considérations de la corporation pour ses services, ou a, directement ou indirectement, par lui-même ou par son associé, un contrat ou un intérêt dans un contrat avec la corporation, ne peut être nommé membre du conseil de cette corporation, ni agir comme tel. ^{Contracteurs.}

Néanmoins, un actionnaire dans une compagnie légalement constituée qui a un contrat ou une convention avec une corporation n'est pas inhabile à agir comme membre du conseil de cette corporation. ^{Exception.}

Le mot "contrat", employé dans le premier alinéa du précédent article, ne s'étend pas au bail, ni à la vente ou à l'achat de terrains, ni à un emprunt d'argent, ni à une convention se rapportant à l'un de ses actes. ^{Interprétation du mot "contrat".} 40 V., c. 29, s. 38.

4216. Nul ne peut être élu maire ou conseiller ni occuper l'une de ces charges, à moins : ^{Eligibilité.}

1. Qu'il ne soit du sexe masculin, majeur et sujet né ou naturalisé de Sa Majesté ;
2. Qu'il ne sache lire et écrire ;
3. Qu'il n'ait eu son domicile ou son lieu d'affaires dans les limites de la ville, pendant l'année précédant l'élection ;

4. Qu'il n'y possède depuis au moins douze mois, comme propriétaire en son propre nom ou au nom de sa femme, des biens immeubles valant mille piastres en sus de toutes charges et hypothèques grevant iceux, pour l'office de maire, et quatre cents piastres pour celui de conseiller. 40 V., c. 29, s. 39, et 50 V., c. 54, s. 1.

Incapacité
pour être
maire, etc.

4217. Quiconque préside de fait une élection municipale ne peut être élu comme maire ou conseiller à cette élection. 40 V., c. 29, s. 40.

Incapacité
pour être
conseiller.

4218. Nul, ayant été caution d'un secrétaire-trésorier, ne peut être membre du conseil dont ce secrétaire-trésorier était l'officier, avant d'être déchargé de toute obligation provenant de son acte de cautionnement envers la corporation. 40 V., c. 29, s. 41.

Autres inca-
pacités.

4219. D'autres incapacités, relativement à certaines charges municipales, sont prescrites aux dispositions de ce chapitre qui se rapportent à ces charges. 40 V., c. 29, s. 42.

Avis requis.

4220. Quiconque a été nommé à une charge municipale et en devient incapable pendant qu'il l'exerce, doit donner, sans délai, au bureau du conseil, un avis contenant les raisons de son incapacité et offrant sa démission.

Continuation
des charges
avant l'avis.

Jusqu'à ce que l'avis soit donné, il est censé avoir continué à exercer sa charge, et est sujet à toute pénalité, poursuite et autre droit d'action énoncés dans le présent chapitre. 40 V., c. 29, s. 43.

Incapacités
notoires.

4221. Si l'incapacité de la personne nommée à une charge municipale ou l'occupant, est notoire ou suffisamment constatée, le conseil peut, par résolution, déclarer la charge de cette personne vacante, sauf tout recours de la part de la personne nommée.

Vacances
remplies.

Le conseil remplit ensuite la vacance, en la manière ordinaire et dans le délai prescrit. 40 V., c. 29, s. 44.

§ 3.—*Des personnes exemptes des charges municipales*

Exemptions
générales.

4222. Sont exempts des charges municipales :

1. Les membres du Sénat, des Communes, du Conseil exécutif et de la Législature provinciale ;

2. Tous les fonctionnaires civils, les employés du Parlement fédéral, ceux de la Législature provinciale, et les officiers de l'état-major de la milice ;

3. Les avocats, les notaires, les arpenteurs provinciaux,

les médecins, les dentistes, les pharmaciens et les instituteurs, pendant qu'ils exercent leur profession ;

4. Les pilotes munis d'une licence, les navigateurs de profession et les meuniers ;

5. Les personnes âgées de plus de soixante ans ;

6. Les geôliers et les gardiens de maisons de détention, de correction ou de réforme ;

7. Toutes les personnes préposées aux services des chemins de fer. 40 V., c. 29, s. 45, et 46 V., c. 34, s. 23.

4223. Quiconque a rempli une charge du conseil pendant les deux années immédiatement précédentes, peut refuser d'accepter une charge quelconque de ce conseil, pendant les deux ans qui suivent son service. 40 V., c. 29, s. 46. Services pas-
sés.

4224. Quiconque occupe déjà un emploi sous le conseil, peut, pendant qu'il exerce cet emploi, refuser d'accepter toute autre charge sous le même conseil. 40 V., c. 29, s. 47. Emploi sous
le conseil.

4225. Quiconque a payé l'amende pour refus d'accepter une des charges du conseil, est exempt de remplir une autre charge sous le même conseil, pendant le temps pour lequel il avait été nommé. 40 V., c. 29, s. 48. Personnes
qui ont payé
l'amende.

4226. Quiconque a été nommé à une charge municipale dont il est exempt, ou qui, pendant qu'il occupe une charge en devient exempt, et veut profiter de l'exemption, doit signifier au bureau du conseil un avis spécial à cet effet, dans les quinze jours qui suivent la notification de sa nomination, ou le jour qu'il devient exempt de la charge qu'il occupe. Avis requis
pour exemp-
tion de
charge.

A défaut de ce faire, il n'est plus reçu à réclamer son exemption. 40 V., c. 29, s. 49. Défaut de le
faire.

SECTION IV

DES ÉLECTEURS MUNICIPAUX

§ 1.—Des personnes habiles à être électeurs

4227. Est électeur municipal, et comme tel a le droit de voter à l'élection du maire et des conseillers, et d'exercer tous les droits et privilèges conférés aux électeurs municipaux par les dispositions de ce chapitre ou de la charte, tout individu qui possède, au moment de l'exercice de ses droits ou privilèges, les conditions suivantes :

1. Être majeur et sujet de Sa Majesté ;
2. Posséder, depuis six mois, dans la municipalité, en son nom ou au nom et pour le profit de sa femme, tel qu'il appert du rôle d'évaluation en vigueur, soit comme propriétaire, un

terrain de la valeur réelle d'au moins deux cents piastres, soit comme locataire, résidant à ferme ou à loyer, ou, comme occupant à un titre quelconque, un terrain d'une valeur annuelle d'au moins vingt piastres ;

3. Avoir payé toutes les taxes municipales et scolaires dues lors de l'exercice du droit de l'électeur ;

4. Être inscrit comme propriétaire, locataire ou comme occupant, sur le rôle d'évaluation en vigueur de la municipalité, ou être inscrit sur la liste des électeurs municipaux, s'il y en a une. 40 V., c. 29, s. 50.

§ 2.—Des pénalités pour voter sans y avoir droit

Usurpation
des droits
d'électeurs.

4228. Quiconque vote à une élection municipale, ou exerce quelque droit ou privilège conféré à un électeur municipal par ce chapitre ou par la charte, sans avoir, au moment de voter ou d'exercer tel droit ou privilège, les qualités requises d'un électeur municipal, encourt une amende de vingt piastres. 40 V., c. 29, s. 51.

SECTION V

DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU MAIRE ET DES CONSEILLERS

§ 1.—De l'époque des élections

Epoque des
élections.

4229. Les élections générales ont lieu, annuellement, durant le mois de janvier.

Nomination.

La nomination a lieu à dix heures du matin, le second lundi de janvier ; et les bureaux de votation, lorsqu'ils sont nécessaires, sont tenus le troisième lundi du même mois. 40 V., c. 29, s. 52.

1ère élection
dans une ville
nouvelle.

4230. Dans une ville nouvellement érigée, la première élection générale a lieu aux jour, heure et lieu indiqués par la charte.

Elections
suivantes.

Les élections générales suivantes ont ensuite lieu à l'époque fixée par l'article précédent. 40 V., c. 29, s. 53.

Nombre de
personnes à
élire.

4231. A chaque telle élection il est élu un maire et autant de conseillers que la charte le requiert s'il s'agit de la première élection, ou qu'il en sort de charge, s'il s'agit des élections générales suivantes. 40 V., c. 29, s. 54.

§ 2.—De la convocation des électeurs

Avis avant
l'élection.

4232. Huit jours avant chaque élection générale, il est donné un avis public par le secrétaire-trésorier ou par le maire, annonçant cette élection et convoquant les électeurs

de la municipalité en assemblée générale, pour la nomination, à l'époque et au lieu indiqués.

S'il s'agit de la première élection générale, l'avis est donné Si c'est la par la personne qui doit présider l'élection. 40 V., c. 29, 1^{ère} élection. s. 55.

4233. L'omission de cet avis public n'empêche pas la tenue de l'assemblée des électeurs municipaux pour l'élection ; mais les personnes qui ont négligé de le donner dans les délais prescrits, encourent une pénalité de pas moins de cinq ni de plus de vingt piastres chacune. 40 V., c. 29, s. 56.

§ 3.—*Des officiers d'élection*

4234. L'assemblée des électeurs municipaux, pour la nomination du maire et des conseillers, est tenue à l'hôtel de ville, et est ouverte à dix heures du matin du jour fixé à cet effet. 40 V., c. 29, s. 59.

4235. 1. Le secrétaire-trésorier du conseil est *ex officio* président de l'élection du maire et des conseillers.

2. Dans une ville nouvellement érigée, l'élection du maire et des conseillers est présidée par le secrétaire-trésorier de la municipalité dont le territoire de la ville a été détaché, à moins que la charte n'ait désigné quelque autre personne pour présider à cette élection ;

3. Dans tous les cas, le président de l'élection se nomme un clerc d'élection, pour l'aider dans l'exécution de ses devoirs relatifs aux élections ;

4. En cas d'absence ou d'incapacité du secrétaire-trésorier, le clerc d'élection remplit, sous les mêmes pénalités que lui, tous les devoirs de ce dernier. 40 V., c. 29, s. 57.

4236. Si, pour une raison quelconque, le secrétaire-trésorier devient incapable d'agir avant de s'être nommé un clerc, le maire en fonctions peut nommer une autre personne pour présider l'élection ; et la personne ainsi nommée possède, à cet égard, tous les pouvoirs et remplit tous les devoirs du secrétaire-trésorier. 40 V., c. 29, s. 58.

4237. Après avoir ouvert l'assemblée, le président doit mettre en nomination toutes les personnes présentées par écrit par au moins sept électeurs municipaux.

S'il s'agit d'une élection de conseillers, la présentation doit être faite par des électeurs du quartier. 40 V., c. 29, s. 60.

4238. Si, une heure après l'ouverture de l'assemblée, il n'a été mis qu'une seule personne en nomination à la charge de maire, le président proclame cette personne élue maire. 40 V., c. 29, s. 61.

Proclamation des conseillers. **4239.** Si, après le même espace de temps, il n'a été mis en nomination comme conseillers de quelque quartier qu'autant de personnes qu'il y a de conseillers à élire, le président doit proclamer ces personnes élues conseillers pour le quartier. 40 V., c. 29, s. 62.

Bureau de votation pour l'élection des conseillers. **4240.** Si, une heure après l'ouverture de l'assemblée, il a été mis et il reste en nomination, pour la charge de conseillers, dans un ou plusieurs quartiers, plus de personnes qu'il n'y a de conseillers à élire, il est du devoir du président d'élection d'accorder pour le quartier un bureau de votation, qui doit être tenu le lundi suivant, à l'hôtel de ville. 40 V., c. 29, s. 63.

Pour l'élection du maire. **4241.** Si, après le même espace de temps, il a été mis et il reste en nomination plus d'une personne pour la charge de maire, le président doit accorder un bureau de votation.

Tenue du bureau de votation. Ce bureau de votation doit être aussi tenu le lundi suivant, à l'hôtel de ville, pour chaque quartier de la ville et en même temps que le bureau de votation pour l'élection des conseillers, s'il en doit être tenu un pour cette dernière charge. 40 V., c. 29, s. 64.

Sous-président. **4242.** Il est du devoir du président de nommer pour chaque quartier, où un bureau de votation doit être tenu conformément aux deux articles précédents, un sous-président, qui est chargé de la tenue de ce bureau. 40 V., c. 29, s. 65.

Comment le bureau de votation est tenu. **4243.** Au temps indiqué, le bureau de votation est ouvert pour chaque quartier, par le sous-président, lequel doit entrer ou faire entrer, dans un livre tenu dans les conditions ci-après prescrites, les votes des électeurs, en y inscrivant les noms et qualités de chacun d'eux.

Heures de la votation. Le bureau de votation est ouvert à neuf heures du matin et clos à cinq heures de l'après-midi du même jour. 40 V., c. 29, s. 66.

Livre du bureau de votation. **4244.** Chaque livre de bureau de votation doit contenir, en tête de colonnes distinctes, les noms et prénoms de chacun des candidats, à la charge de maire et de conseiller mis en nomination.

Mode de le tenir. Les pages de chaque livre de bureau de votation doivent être numérotées en toutes lettres et paraphées par le sous-président du bureau de votation. 40 V., c. 29, s. 67.

Votation. **4245.** A chaque bureau de votation ainsi tenu, les électeurs habiles à voter peuvent le faire pour l'un des candidats à la charge de maire et pour chacun des candidats qui restent à élire à la charge de conseiller, si ces fonctionnaires

n'ont pas été déclarés élus le jour de la nomination. 40 V., c. 29, s. 68.

4246. Les électeurs ne peuvent voter qu'au bureau de votation du quartier dans lequel ils sont habiles à le faire. Où ils peuvent voter.

Tout électeur habile à voter dans plus d'un quartier, peut voter pour l'élection des conseillers dans chaque quartier où il est ainsi habile; mais pour l'élection du maire, il ne peut voter que dans le quartier de sa résidence. 40 V., c. 29, s. 69. S'ils sont habiles à voter dans plusieurs quartiers.

4247. Un propriétaire ne possédant, dans la municipalité, que des terrains dont la valeur ne s'élève pas à deux cents piastres chacun et situés dans différents quartiers, peut, pourvu que la valeur totale de ces terrains réunis soit d'aux moins deux cents piastres, voter dans le quartier de sa résidence, pour l'élection du maire et pour l'élection des conseillers de ce dernier quartier. 40 V., c. 29, s. 70. Terrains réunis qui peuvent donner droit de vote.

4248. Sous peine d'une amende de vingt piastres ou d'un emprisonnement de deux mois, nul ne peut voter qu'une fois pour l'élection du maire et pour l'élection des conseillers de chaque quartier où il est habile à voter. 40 V., c. 29, s. 71. Vote unique.

4249. Le rôle d'évaluation en vigueur, ou la liste des électeurs municipaux, s'il y en a une, fait foi du cens électoral. 40 V., c. 29, s. 72. Ce qui fait foi du cens électoral.

4250. Le sous-président de chaque bureau de votation ou son clerc peut, et doit, sur demande d'un candidat, ou de son représentant, ou d'un électeur, faire prêter à quiconque se présente pour voter, le serment ou l'affirmation qui suit : Serment du voteur.

“ Vous jurez ou affirmez :

“ Que vous êtes sujet de Sa Majesté ;

“ Que votre nom est le même que celui inscrit sur le rôle d'évaluation ou sur la liste à vous maintenant exhibée, s'il y a une liste des électeurs municipaux ;

“ Que vous avez droit de voter à cette élection ;

“ Que toutes vos cotisations, taxes et redevances municipales et scolaires exigibles sont payées ;

“ Que vous n'avez rien reçu et qu'il ne vous a été rien promis, directement, ni indirectement, pour voter à cette élection ; et

“ Que vous n'avez pas déjà voté à cette élection (du maire ou des conseillers de ce quartier, selon le cas) : Ainsi, que Dieu vous soit en aide.” 40 V., c. 29, s. 73.

Mention au
livre de vota-
tion.

4251. Si un électeur prête le serment requis, ou s'il refuse de le prêter, ou si objection est faite à son vote, mention de chacun de ces faits est faite dans le livre de votation, dans les termes suivants :—" assermenté " — " refusé " — " objecté," selon le cas. 40 V., c. 29, s. 74.

Nomination
d'un inter-
prête.

4252. Lorsque le sous-président, ou son clerc, s'il en a un, ne comprend pas la langue parlée par un ou plusieurs électeurs, il est nommé un interprète qui, avant d'agir, prête devant le sous-président, le serment ou l'affirmation qui suit :

" Je jure *ou* j'affirme que je traduirai fidèlement les serments, déclarations, affirmations, questions et réponses que " le sous-président m'enjoindra de traduire, concernant cette " élection ; Ainsi que Dieu me soit en aide." 40 V., c. 29, " s. 75.

Décompte
des votes.

4253. A la clôture de la votation, chaque sous-président compte en présence de deux témoins et certifie, sous sa signature, sur le livre de votation, le nombre total des noms inscrits sur ce livre depuis le premier inscrit jusqu'au dernier, ainsi que le nombre total des votes donnés en faveur de chacun des candidats à la charge de maire et à celle de conseillers. 40 V., c. 29, s. 76.

Vote prépon-
dérant du
sous-prési-
dent.

4254. Au cas de partage égal des votes en faveur de ceux ou de plusieurs candidats à la charge de conseiller, le sous-président du quartier doit, sous une pénalité de pas moins de vingt ni de plus de cinquante piastres, donner, sans délai, son vote, quand même il ne serait pas électeur municipal. 40 V., c. 29, s. 77.

Proclama-
tion des con-
seillers élus.

4255. Le président proclame ensuite élus conseillers du quartier les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de votes. 40 V., c. 29, s. 78.

Rapport du
sous-prés.

4256. S'il y a tenue de bureaux de votation pour l'élection du maire, le sous-président de chacun des bureaux de votation ainsi tenus doit, pendant l'heure qui suit la clôture de la votation, transmettre au président de l'élection une copie de son certificat, tel qu'inscrit sur le livre, énonçant le nombre de votes donnés à chacun des candidats à la charge de maire. 40 V., c. 29, s. 79.

Proclamation
du maire élu.

4257. Le président de l'élection, après avoir reçu le certificats mentionnés en l'article précédent pour tous le quartiers de la ville, et avoir constaté lui-même le nombre total des votes donnés à chaque candidat, proclame élu maire celui qui a obtenu le plus grand nombre de votes. 40 V., c. 29, s. 80.

4258. Au cas de partage égal des votes en faveur de deux ou de plusieurs candidats à la mairie, le président est, sous peine d'une amende de cinquante piastres, tenu de donner, sans délai, son vote prépondérant en faveur du candidat qu'il juge à propos, et de le proclamer élu maire. 40 V., c. 29, s. 81. Vote prépondérant du président.

4259. Il est du devoir du président de l'élection d'être présent à l'hôtel de ville, durant tout le temps de la tenue du bureau de votation. 40 V., c. 29, s. 82. Présence du président de l'élection à l'hôtel de ville.

4260. Dans les trois jours qui suivent la clôture de l'élection, le président de l'élection donne à chacun des candidats élus maire ou conseillers, un avis écrit de son élection. 40 V., c. 29, s. 83. Avis aux candidats élus.

4261. Dans les huit jours de la clôture de l'élection, le président doit faire un rapport fidèle de ses procédés, et le remettre au bureau du conseil, ainsi que l'original de l'avis donné aux candidats élus, les certificats, livres de votation et autres papiers qui ont été en sa possession comme président d'élection. Rapport du président.

Ces divers documents sont par lui certifiés comme exacts et font partie des archives du conseil. Authentication.

Le président de la première élection dans une ville nouvellement érigée, garde ces documents jusqu'à la nomination du secrétaire-trésorier de la ville, et les remet à cet officier aussitôt après son entrée en fonction. 40 V., c. 29, s. 84. Président de la 1ère élection.

4262. Le président de l'élection et les sous-présidents ne peuvent voter qu'aux cas des articles 4254 et 4258. 40 V., c. 29, s. 85. Votes des prés. et sous-prés.

4263. Dans une municipalité qui n'est pas divisée en quartiers, l'élection des conseillers se fait, pour toute la municipalité, en la manière prescrite pour celle des quartiers, et le bureau de votation, s'il est nécessaire, est tenu par le secrétaire-trésorier lui-même avec l'aide de son clerc. 40 V., c. 29, s. 86. Municipalités non divisées en quartiers.

4264. Dans le cas de l'article précédent, si, à cinq heures du jour de l'ouverture du bureau de votation, les votes de tous les électeurs présents n'ont pas été enregistrés, la tenue du bureau de votation est ajournée au lendemain, à dix heures du matin, pour continuer l'enregistrement des votes; et le bureau de votation est clos à cinq heures ce jour là. 40 V., c. 29, s. 87. Votation ajournée dans certains cas.

§ 4.—*Du cas où l'élection n'a pas lieu au jour fixé
par la loi*

Cas d'élections générales retardées.

4265. S'il arrive que les élections générales annuelles n'ont pas lieu à l'époque mentionnée dans ce chapitre, il est du devoir des conseillers qui ne sortent pas de charge, de se réunir, sans délai, pour fixer les jours où la nomination et la tenue des bureaux de votation auront lieu.

Jours qui doivent être fixés et avis.

Les jours ainsi fixés sont les plus prochains possible, et l'avis public de l'élection est d'un jour franc avant la nomination. 40 V., c. 29, s. 88.

Pénalités contre conseillers qui restent en charge.

4266. Si, dans les quinze jours après celui où les élections générales ont dû avoir lieu, les conseillers qui ne sortent pas de charge ne se sont pas conformés à l'article précédent, ils encourent une amende n'excédant pas vingt piastres chacun.

Devoir du maire.

Dans ce dernier cas, il est du devoir du maire en fonctions, ou de celui qui a rempli en dernier lieu les fonctions de maire, de fixer, sous peine d'une amende de cent piastres, les jours d'élection, et de donner l'avis requis par l'article 4265. 40 V., c. 29, s. 89.

Défaut d'agir du maire.

4267. A défaut d'action de la part du maire de la manière mentionnée en l'article précédent, le lieutenant-gouverneur peut nommer une autre personne et la charger de remplir les devoirs de ce maire. 40 V., c. 29, s. 90.

Clerc du sous-président.
Ses devoirs.

4268. Chaque sous-président d'élection peut se nommer un clerc par écrit sous son seing.

Ce clerc remplit tous les devoirs qui lui sont assignés par le sous-président qui l'a nommé, et, en outre, tous ceux qui sont conférés par la loi au sous-président, en cas d'absence ou d'incapacité de celui-ci. 40 V., c. 29, s. 93.

Connaissances requises.

4269. Les sous-présidents d'élection et leurs clercs doivent, dans tous les cas, savoir lire et écrire. 40 V., c. 29, s. 94.

Dépenses d'élection.

4270. Les dépenses d'élection sont payées par la corporation.

Fonctions du président.

Les fonctions de président d'élection sont gratuites ; néanmoins, le conseil lui rembourse les frais justement encourus à cause de l'élection, et peut accorder aux sous-présidents et à leurs clercs, une indemnité pour leurs services. 40 V., c. 29, s. 95.

§ 5.—*Du bon ordre dans les élections*

4271. Le président d'élection jouit des pouvoirs d'un juge de paix, et peut les exercer, dans toute l'étendue de la municipalité, depuis huit heures du matin du jour de la nomination, jusqu'au lendemain à neuf heures du matin, s'il n'y a pas de bureau de votation à tenir. Le président est juge de paix.

Dans le cas contraire, il peut les exercer jusqu'au lendemain de la votation, à neuf heures du matin. 40 V., c. 29, s. 91.

4272. A l'effet de maintenir la paix et le bon ordre, le président d'élection peut, en outre, assermenter autant de constables spéciaux qu'il juge à propos, et requérir, par ordre verbal ou écrit, l'assistance de tout juge de paix, constable et autre personne résidant dans la municipalité. Nomination de constables spéciaux. 40 V., c. 29, s. 92.

SECTION VI

DES VACANCES DANS LA CHARGE DU MAIRE OU DE CONSEILLER

4273. La charge de maire ou de conseiller, devient vacante dans chacun des cas suivants : Quand la charge devient vacante.

1. Si un maire ou un conseiller, exempt de la charge lors de sa nomination ou qui le devient pendant l'exercice de cette charge, se conforme aux exigences de l'article 4226 ;

2. Dans le cas de refus d'accepter ou de continuer à exercer la charge ;

3. Quand le maire ou le conseiller n'a plus son domicile ou son lieu d'affaires dans les limites de la municipalité ;

4. Quand le maire ou le conseiller est déclaré banqueroutier ou devient insolvable, ou a demandé le bénéfice de quelque une des lois relatives à l'insolvabilité ;

5. Quand le maire ou le conseiller est tombé, après sa nomination, dans une des capacités prononcées par la loi, et s'est conformé à l'article 4220 ;

6. Dans le cas d'absence du maire ou du conseiller de la municipalité, ou de leur impossibilité d'agir par maladie, infirmité, ou autrement pendant trois mois consécutifs, sauf néanmoins l'application de l'article 4204 ;

7. Lorsque la démission du maire ou d'un conseiller a été acceptée par le conseil, ou que sa charge a été déclarée vacante en vertu de l'article 4221, ou que l'élection a été annulée ;

8. Dans le cas de décès.

Nonobstant toute vacance dans le conseil, les membres restant en charge continuent à exercer leurs pouvoirs et à remplir leurs devoirs. Proviso. 40 V., c. 29, s. 96.

Mode de
remplir les
vacances.

4274. Lorsqu'il y a vacance dans la charge de maire ou de conseiller, il est de suite procédé à l'élection d'un remplaçant, aux jours fixés par le conseil ; et cette élection se fait en la manière prescrite pour les élections générales. 40 V., c. 29, s. 97.

SECTION VII

DE LA CONTESTATION DES ÉLECTIONS DU MAIRE ET DES CONSEILLERS

Contes-
tations.

4275. Toute élection de maire ou de conseiller peut être contestée par un candidat ou par cinq électeurs municipaux, pour cause de violence, de corruption, de fraude ou d'incapacité ou pour défaut d'observance des formalités essentielles. 40 V., c. 29, s. 98.

Tribunal où
elles sont
portées.

4276. La connaissance et la décision de telle contestation appartiennent à la Cour supérieure du district. 40 V., c. 29, s. 99.

Requête à
cet effet.

4277. Cette contestation se fait par une requête relatant les faits et les moyens allégués au soutien de la contestation.

Les requérants peuvent aussi, dans leur requête, indiquer les personnes qui ont droit à la charge en question et énoncer les faits propres à établir ce droit. 40 V., c. 29, s. 100.

Signification
de requête.

4278. Dans les quinze jours qui suivent la date de cette élection,—à peine de déchéance—une copie de cette requête, avec un avis indiquant le jour de sa présentation, est signifiée et laissée à chacun des membres du conseil dont l'élection est contestée. 40 V., c. 29, s. 101.

Délai pour la
présenter.

4279. Nulle telle requête ne peut être présentée ni reçue après les trente jours qui suivent la date de l'élection contestée. 40 V., c. 29, s. 102.

Cautionne-
ment pour les
frais.

4280. Avant la signification de la requête, le requérant donne caution pour les frais, à défaut de quoi cette requête ne peut être reçue par le tribunal. 40 V., c. 29, s. 103.

Devant qui
donné.

4281. Le cautionnement requis par l'article précédent est donné devant le protonotaire.

Solvabilité
des cautions.

Les cautions doivent être propriétaires de biens-fonds d'une valeur totale de deux cents piastres, en sus de toutes charges dont ils sont grevés.

Si elle est propriétaire de biens-fonds au montant requis, une seule caution suffit. 40 V., c. 29, s. 104.

4282. Cette requête, accompagnée des rapports de signi- Présentation
fication préalables, est présentée au tribunal, séance tenante, de la requête.
ou à un juge en chambre.

Si la requête doit être présentée en chambre et que le juge
soit absent, elle est produite au bureau du protonotaire. 40
V., c. 29, s. 105.

4283. Si, après avoir entendu les parties le tribunal ou Preuve et
le juge est d'opinion que les frais et moyens articulés dans audition.
la requête, sont suffisants en droit pour faire prononcer la
nullité de l'élection, il en ordonne la preuve, ainsi que
l'audition des parties intéressées, au jour le plus convenable.
40 V., c. 29, s. 106.

4284. Le tribunal ou le juge procède d'une manière Procédures
sommaire à entendre et à juger la contestation. sommaires.

Selon l'ordre du tribunal, la preuve peut être prise ver- Témoigna-
balement ou par écrit en tout ou en partie. 40 V., c. 29, ges.
s. 107.

4285. Le tribunal ou le juge peut, par son jugement, Jugement.
confirmer ou annuler l'élection ou déclarer qu'une ou plu-
sieurs autres personnes ont été dûment élues. 40 V., c. 29,
s. 108.

4286. Le tribunal ou le juge peut condamner l'une ou Dépens.
l'autre des parties aux dépens de la contestation ; et ces
dépens sont recouvrables tant contre les parties en cause que
contre leurs cautions.

Quinze jours après la signification du jugement sur les Exécution
cautions il est exécutoire contre elles quant aux dépens. 40 contre cau-
V., c. 29, s. 109. tions.

4287. Le tribunal peut ordonner que son jugement, s'il Signification
annule l'élection, soit signifié, aux frais de la partie con- du jugement.
damnée, au maire ou à toute autre personne qu'il juge con-
venable. 40 V., c. 29, s. 110.

4288. Si l'instruction de la contestation n'est pas ter- Continuation
minée à la clôture du terme de la cour pendant lequel la de la cause à
requête a été présentée, le juge siégeant doit la continuer la clôture du
sans interruption durant la vacance, en ajournant de jour en terme.
jour, jusqu'à ce qu'il ait prononcé un jugement final sur le
mérite de la contestation.

Si la requête a été présentée en chambre, le juge continue Continuation
la cause de jour en jour, jusqu'à la prononciation de son si requête
jugement. 40 V., c. 29, s. 111. présentée en
chambre.

SECTION VIII

DES SESSIONS DU CONSEIL

Première session du conseil. **4289.** Dans toute ville nouvellement organisée, la première session du conseil est tenue le mercredi suivant la clôture de l'élection, au lieu indiqué par la charte.

Cette session est une session générale du conseil. 40 V., c. 29, s. 112.

Sessions suivantes. **4290.** A moins qu'il n'en soit autrement disposé en vertu de l'article 4399, le conseil tient, en outre, des sessions générales ou ordinaires, le premier mercredi de chaque mois. 40 V., c. 29, s. 113.

Endroit des sessions. **4291.** Le conseil continue à siéger à l'endroit choisi pour sa première session, jusqu'à ce qu'il ait fixé, par résolution, un autre endroit dans les limites de la municipalité. 40 V., c. 29, ss. 114 et 201.

Quorum. **4292.** Le quorum du conseil est fixé par la charte. 40 V., c. 29, s. 115.

Jour de fête. **4293.** Si le jour fixé pour une session ordinaire, par le présent chapitre ou les règlements du conseil, se trouve être un jour de fête, la session est tenue le jour juridique suivant. 40 V., c. 29, s. 116.

Sessions spéciales. **4294.** Par un avis spécial de telle session, donné à tous les membres du conseil, autres que ceux qui la convoquent, une session spéciale du conseil peut être convoquée en tout temps, par le maire ou par le secrétaire-trésorier ou par deux membres du conseil. 40 V., c. 29, s. 117.

Ce qui est pris en considération. **4295.** 1. Il ne peut être pris en considération, à une session spéciale, que les sujets ou les affaires mentionnés dans l'avis de convocation.

Procédures préliminaires d'une session spéciale. 2. Le conseil, avant de procéder aux délibérations de cette session, doit constater et mentionner dans le procès-verbal de la séance, au livre des délibérations, que l'avis de convocation a été signifié ainsi que requis par les dispositions de ce chapitre, aux membres du conseil qui ne sont pas présents à l'ouverture de la séance et auxquels l'avis a dû être signifié.

Si l'avis de convocation n'a pas été signifié. 3. S'il appert que l'avis de convocation n'a pas été signifié à tous les membres absents, auxquels la signification était ainsi nécessaire, la session doit, sous peine de nullité de toute procédure y adoptée, être close à l'instant. 40 V., c. 29, s. 118.

4296. L'avis de convocation de toute session spéciale du conseil, et l'avis d'ajournement au cas de l'article 4304, doivent être donnés aux membres du conseil, au moins vingt-quatre heures avant le temps fixé pour la session ou la reprise de la session ajournée. 40 V., c. 29, s. 119.

Avis de convocation, comment donné.

4297. S'il n'en est pas autrement déterminé par l'avis de convocation, par un ajournement, ou par un règlement ou une résolution du conseil, les sessions commencent à sept heures du soir. 40 V., c. 29, s. 120.

Heures des sessions.

4298. Les séances sont publiques.

Jusqu'à ce qu'il en soit réglé autrement, en vertu de l'article 4399, les sessions ne doivent durer qu'une séance, à moins qu'elle ne soient ajournées. 40 V., c. 29, s. 121.

Publicité et durée des séances.

4299. Le conseil est présidé dans ses séances par le maire ou, à défaut du maire, par le maire suppléant, ou à défaut de l'un ou de l'autre, par un membre choisi parmi les conseillers présents, ou si les conseillers ne peuvent s'entendre, par celui que le sort désigne.

Présidence du conseil.

Le président du conseil maintient l'ordre et le decorum, et décide les questions d'ordre, sauf appel au conseil. 40 V., c. 29, s. 122.

Ordre et decorum.

4300. Toute question contestée est décidée par la majorité des membres présents, sauf les cas où le vote des deux tiers des membres du conseil ou des membres présents est requis.

Décision des questions contestées.

Si ce n'est dans le cas de partage égal des opinions, le maire a voix consultative mais n'a pas de voix délibérative.

Le maire suppléant ou tout autre conseiller qui préside, à part le maire, peut voter chaque fois qu'une question est mise aux voix ; et au cas de partage égal des votes il a de plus voix prépondérante.

Au cas de partage égal des votes, le président est toujours tenu de donner sa voix prépondérante, en motivant son vote s'il le juge à propos. 40 V., c. 29, s. 123.

4301. Nul membre d'un conseil ne peut prendre part aux délibérations sur une question dans laquelle il a un intérêt personnel.

Membres intéressés.

Le conseil, au cas de contestation, décide si le membre a un intérêt personnel dans la question,—et tel membre n'a pas droit de voter sur la question de savoir s'il est intéressé.

Décision du conseil à ce sujet.

Le présent article ne s'applique pas à la formation des comités. 40 V., c. 29, s. 124.

Restriction.

- Vote ouvert.** **4302.** Il n'est pas permis aux membres du conseil de voter au scrutin ; sur réquisition les votes sont toujours inscrits au livre des délibérations du conseil. 40 V., c. 29, s. 125.
- Ajournement des sessions.** **4303.** Sans qu'il soit nécessaire de donner avis de l'ajournement aux membres qui n'étaient pas présents, sauf le cas de l'article suivant, toute session ordinaire ou spéciale peut être ajournée par le conseil, à une autre heure du même jour ou à un jour subséquent. 40 V., c. 29, s. 126.
- Défaut de quorum.** **4304.** Deux membres du conseil peuvent, quand il n'y a pas de quorum, ajourner la session, une heure après que le défaut de quorum, a été constaté.
- Contenu du procès-verbal dans ce cas.** 2. L'heure de l'ajournement et les noms des membres du conseil présents sont inscrits au procès-verbal de la séance, dans le livre des délibérations du conseil.
- Avis de l'ajournement.** 3. Dans ce cas, un avis spécial de l'ajournement est donné par le secrétaire-trésorier, aux membres du conseil qui n'étaient pas présents lors de l'ajournement.
- Signification d'icelui.** La signification de cet avis est constatée, à la reprise de la session ajournée, de la même manière que celle de l'avis de convocation d'une session spéciale, et le défaut de signification de cet avis rend nulle toute procédure adoptée à cette partie de la session ajournée. 40 V., c. 29, s. 127.
- Nomination de comités** **4305.** Le conseil peut nommer des comités composés d'autant de ses membres qu'il juge convenable, auxquels il délègue ses pouvoirs pour l'examen d'une question, la gestion d'une affaire ou d'un genre d'affaires, ou l'exécution de certains devoirs.
- Leurs rapports.** 2. Les comités rendent compte de leurs travaux et de leurs décisions par des rapports signés par leurs présidents ou par la majorité des membres qui les composent.
- Adoption d'iceux.** Nul rapport ou ordre quelconque d'un comité n'a d'effet qu'après avoir été adopté par le conseil en session régulière, sauf le cas de l'article 4307. 40 V., c. 29, s. 128.
- Comparution par procureur.** **4306.** Toute partie qui a droit d'être entendue devant le conseil ou ses comités, peut l'être par elle-même ou par une autre personne de sa part, fondée ou non de procuration.
- Témoins.** Elle peut aussi produire et faire entendre ses témoins. 40 V., c. 29, s. 129.
- Pouvoirs du conseil à l'enquête.** **4307.** Le conseil ou les comités, dans toute question ou affaire pendante devant eux peuvent :
1. Prendre communication des documents ou écrits produits comme preuve ;

2. Assigner toute personne résidant dans la municipalité ;
3. Examiner sous serment ou affirmation les parties et les témoins produits par les parties, et leur administrer ou faire administrer le serment ou l'affirmation par un de leurs membres ou par le secrétaire-trésorier. 40 V., c. 29, s. 130.

4308. Quiconque, ainsi assigné devant le conseil ou les comités, fait défaut, sans motif raisonnable, de comparaître au temps et au lieu mentionnés dans l'assignation, après qu'une compensation lui a été payée ou offerte pour ses justes dépenses de voyage, aller et retour, et pour son temps, au taux de cinquante centins par jour, encourt une pénalité de pas moins de quatre ni de plus de dix piastres, ou un emprisonnement au maximum de quinze jours. 40 V., c. 29, s. 131.

SECTION IX

DES OFFICIERS DU CONSEIL

§ 1.—*Dispositions générales*

4309. Le conseil doit toujours avoir un officier préposé à la garde de son bureau et de ses archives, désigné sous le nom de "secrétaire-trésorier."

Il est également du devoir du conseil de nommer, dans le mois de mars de chaque année, un ou deux auditeurs et trois évaluateurs.

Le conseil peut, en outre, nommer tous les officiers qui lui sont nécessaires pour l'exécution de ses ordonnances et des dispositions de la charte et du présent chapitre. 40 V., c. 29, s. 132.

4310. S'il survient une vacance dans une des charges des officiers municipaux, elle est remplie par le conseil, sans délai.

Tout officier nommé en remplacement d'un autre, n'occupe la charge que le reste du temps pour lequel son prédécesseur était nommé. 40 V., c. 29, s. 133.

4311. Tout officier municipal peut être destitué par le conseil. 40 V., c. 29, s. 134.

4312. Toute nomination ou destitution d'officier municipal est faite par résolution du conseil ; cette résolution est communiquée, sans délai, par le secrétaire-trésorier, à la personne qui en est l'objet. 40 V., c. 29, s. 135.

4313. Tout officier municipal, tenu de prêter serment d'office avant d'entrer en fonction, doit le faire dans les quinze jours suivant l'avis de sa nomination.

Défaut de le prêter. A défaut de ce faire, il est censé avoir refusé d'exercer la charge à laquelle il est nommé et est passible des pénalités prescrites pour tel refus.

Proviso. Sans préjudice toutefois des frais des procédés pris contre lui, il peut néanmoins, jusqu'à ce que la vacance créée par son refus ait été remplie, entrer en fonctions et les exercer, s'il en est capable. 40 V., c. 29, s. 136.

Dépôt des certificats de prestation. **4314.** Tout certificat, attestant qu'un serment d'office a été prêté par un officier municipal, est déposé, sans délai, au bureau du conseil, par la personne qui l'a prêté. 40 V., c. 29, s. 137.

Devoirs d'un officier sortant de charge. **4315.** Tout officier municipal qui a cessé d'exercer sa charge, doit livrer, dans les huit jours suivants, au maire ou au bureau du conseil ou à son successeur, les deniers, clefs, livres, papiers, insignes, documents, archives et choses appartenant à cette charge. 40 V., c. 29, s. 138.

S'il est décédé ou absent. **4316.** Si un officier municipal meurt ou s'absente du district, il est du devoir de ses représentants, de livrer à son successeur ou au bureau du conseil, dans un mois du décès ou de l'absence, les deniers, clefs, livres, papiers, objets, documents, archives et choses appartenant à la charge qu'occupait cet officier. 40 V., c. 29, s. 139.

Droit d'action de la corporation à ce sujet. **4317.** La corporation possède, en sus de tout autre recours légal, un droit d'action pour recouvrer, par saisie-revendication, de cet officier ou de ses représentants, tous ces objets avec frais, dommages et intérêts. 40 V., c. 29, s. 140.

Même droit contre ceux qui les possèdent. **4318.** La corporation peut exercer les mêmes droits et obtenir les mêmes conclusions contre toute autre personne ayant en sa possession tels objets ou deniers, et refusant de les rendre. 40 V., c. 29, s. 141.

Récépissé de documents. **4319.** Tout officier municipal, entre les mains duquel un document quelconque est produit ou déposé, est tenu, sur demande, d'en donner un récépissé.

Dépôt d'iceux. Si le document produit ou déposé doit faire partie des archives du conseil, l'officier municipal l'y dépose le plus tôt possible. 40 V., c. 29 s. 142.

Actes faits par la majorité des officiers, légaux. **4320.** Sauf les cas particuliers où il en est autrement statué, lorsqu'un acte doit être exécuté par plus de deux officiers municipaux, il peut l'être valablement par la majorité. 40 V., c. 29, s. 143.

4321. Sauf les cas particuliers où ce pouvoir lui est donné, le conseil ne peut, en aucune manière, décharger ou exempter ses officiers de l'accomplissement des devoirs imposés par les dispositions de la charte ou du présent chapitre. 40 V., c. 29, s. 141.

Exemption de devoirs ne peut être accordée.

4322. Le conseil peut, par résolution, établir un tarif des honoraires payables aux officiers municipaux, pour leurs services, soit par les personnes qui les ont requis, soit par celles à l'occasion desquelles ils sont rendus, soit par la corporation, dans les cas où ces honoraires n'ont pas été fixés par les dispositions du présent chapitre.

Tarif d'honoraires dus aux officiers.

2. Tout tarif, fait en vertu du présent article, doit être affiché à un endroit apparent, dans le bureau du conseil.

Affichage d'ice lui.

3. En outre des honoraires ou des amendes qu'ils peuvent recevoir sous l'autorité du présent chapitre, de toute autre loi, ou des règlements du conseil, ce dernier peut paroillement fixer la rémunération des officiers municipaux par la corporation. 40 V., c. 29, ss. 145 et 146.

Rémunération par la corporation.

4323. La corporation est responsable des actes des officiers du conseil, dans l'exécution des fonctions auxquelles ces derniers sont employés, de même que des dommages-intérêts provenant de leur refus ou de leur négligence de remplir leurs devoirs, sauf son recours contre eux. 40 V., c. 29, s. 147.

Responsabilité de la corporation pour ses officiers.

4324. Sauf en ce qui concerne les pénalités qu'ils ont encourues, lesquelles peuvent être recouvrées d'après la section treizième de ce chapitre, les officiers municipaux ne sont responsables de leurs actes ou des dommages et intérêts provenant du refus de la négligence de remplir leurs devoirs qu'envers la corporation. 40 V., c. 29, s. 148.

Les officiers ne sont resp. qu'à la corporation.

§ 2.—Des secrétaires-trésoriers

4325. Le secrétaire-trésorier reste en charge durant le bon plaisir du conseil. 40 V., c. 29, s. 149.

Durée de la charge de sec.-trés.

4326. Avant d'agir le secrétaire-trésorier prête serment de bien et fidèlement remplir les devoirs de sa charge, et, dans les trente jours suivants, donne le cautionnement prescrit par le présent chapitre. 40 V., c. 29, s. 150.

Son serment d'office. Son cautionnement.

4327. Le secrétaire-trésorier peut, de temps à autre, nommer sous son seing, un assistant-secrétaire-trésorier, qui peut exercer tous les devoirs de la charge du secrétaire-trésorier, avec les mêmes droits, pouvoirs et privilèges, et sous

Ast.-sec.-trés., ses pouvoirs et devoirs.

- les mêmes obligations et pénalités que le secrétaire-trésorier lui-même, sauf en ce qui concerne le cautionnement.
- Ses devoirs à défaut de sec.-trés. 2. Au cas de vacance dans la charge du secrétaire-trésorier, l'assistant-secrétaire-trésorier doit continuer à exercer les devoirs de cette charge, jusqu'à ce que la vacance soit remplie.
- Son entrée en fonctions. 3. L'assistant-secrétaire-trésorier entre en fonction après avoir prêté serment de remplir bien et fidèlement les devoirs de sa charge; il peut être destitué ou remplacé à volonté par le secrétaire-trésorier.
- Sa responsabilité. 4. Dans l'exercice de ses fonctions, il agit sous la responsabilité du secrétaire-trésorier qui l'a nommé. 40 V., c. 29, s. 151.
- Cautions du sec.-trés. **4328.** Le secrétaire-trésorier donne une ou deux cautions dont les noms doivent avoir été préalablement approuvés par résolution du conseil. 40 V., c. 29, s. 152.
- Leur solidarité. **4329.** Les cautions s'obligent envers la corporation, conjointement et solidairement avec le secrétaire-trésorier, à l'accomplissement fidèle des fonctions de ce dernier et au paiement de tous les deniers dont il peut devenir redevable dans l'exercice de sa charge, en capital, intérêts, frais, amendes ou dommages-intérêts. 40 V., c. 29, s. 153.
- Forme et contenu de l'acte de cautionnement. **4330.** Le cautionnement est fait par acte authentique et accepté par le maire. Il doit porter hypothèque pour au moins la somme de mille piastres, sur des immeubles suffisants pour garantir le paiement de cette somme. 40 V., c. 29, s. 154.
- Libération des cautions. **4331.** En donnant avis par écrit de leur intention au secrétaire-trésorier lui-même et au maire, les cautions du secrétaire-trésorier peuvent, en tout temps, se libérer de leur cautionnement pour l'avenir, à compter de trente jours après la signification de cet avis.
- Avis à cet effet. 2. Cet avis est donné et signifié par le ministre d'un notaire ou par la caution elle-même, par écrit livré en présence d'un témoin, qui signe.
- Leur remplacement. 3. Le secrétaire-trésorier doit, dans les trente jours après la signification de cet avis, donner d'autres cautions en remplacement de celles qui se retirent; à défaut de ce faire, il ne peut, sous peine d'une amende de vingt piastres pour chaque infraction à la présente disposition exercer aucune des fonctions de sa charge. 40 V., c. 29, s. 155.
- Décès ou insolvabilité des cautions. **4332.** Toutes les fois que l'une de ses cautions meurt, devient insolvable ou tombe en faillite, le secrétaire-trésorier

doit informer par écrit le maire de tel fait, aussitôt qu'il le connaît; et le premier doit remplacer cette caution dans les trente jours suivants, sinon il ne peut exercer aucune des fonctions de sa charge, sous les pénalités prescrites par l'article précédent. 40 V., c. 29, s. 156.

4333. Après qu'elles ont été libérées de leur cautionnement pour l'avenir, ou après que le secrétaire-trésorier a cessé d'exercer les fonctions de cette charge, les cautions du secrétaire-trésorier peuvent exiger du maire un certificat de libération pour l'avenir, lequel certificat, après enregistrement, décharge pour toute époque subséquente, les immeubles hypothéqués par l'acte de cautionnement. 40 V., c. 29, s. 157.

4334. Le maire peut, sur l'autorisation du conseil, signer la radiation de l'hypothèque donnée par les cautions du secrétaire-trésorier, dans le cas où cette radiation peut être demandée et accordée. 40 V., c. 29, s. 158.

4335. Le conseil municipal, s'il le juge convenable, peut accepter du secrétaire-trésorier, une police d'assurance de garantie, à la place d'un cautionnement hypothécaire. 40 V., c. 29, s. 159.

4336. Le secrétaire-trésorier a la garde des livres de registres, plans, cartes, archives et autres documents et papiers qui sont la propriété de la corporation ou qui sont produits, déposés et conservés dans le bureau du conseil.

Il ne peut se démantir de la possession de ces archives qu'avec la permission du conseil, ou sur l'ordre d'un tribunal compétent. 40 V., c. 29, s. 160.

4337. Il assiste aux sessions du conseil et dresse le procès-verbal de tous ses actes et délibérations, dans un registre tenu pour cet objet et désigné sous le nom de "livre des délibérations."

Tout procès-verbal des séances du conseil est approuvé par le conseil, signé par le président et contresigné par le secrétaire-trésorier.

Chaque fois qu'un règlement ou qu'une résolution est amendé ou révoqué, mention en doit être faite à la marge du livre des délibérations, en face du règlement ou de la résolution avec la date de l'amendement ou de la révocation. 40 V., c. 29, s. 161.

4338. Les copies et extraits, certifiés par le secrétaire-trésorier, des livres, registres, archives, documents et papiers

conservés dans le bureau du conseil, font preuve de leur contenu. 40 V., c. 29, s. 162.

Maniement
des deniers.

4339. Le secrétaire-trésorier est le percepteur et dépositaire de tous les deniers dus ou payables à la corporation. 40 V., c. 29, s. 163.

Leur dépôt.

4340. Le secrétaire-trésorier peut déposer dans une banque légalement constituée, les deniers provenant des taxes ou redevances municipales ou appartenant à la corporation, et les y laisser jusqu'à ce qu'ils soient employés aux fins pour lesquelles ils ont été prélevés ou jusqu'à ce qu'il en soit disposé par le conseil.

Autorisation
pour en dis-
poser.

Il est tenu de le faire, s'il en est requis par le conseil ou par le maire. 40 V., c. 29, s. 164.

Paiement des
dettes.

4341. Chaque fois qu'il est autorisé à le faire par le conseil, il paye, à même les fonds de la corporation, toute somme de deniers due par elle.

Autorisation
du maire.

2. Si la somme à payer n'excède pas dix piastres, l'autorisation du maire suffit.

Sans autori-
sation.

3. Il acquitte, même en l'absence de l'autorisation du conseil ou du maire, sur les deniers de la corporation, tout ordre ou mandat tiré sur lui ou toute somme demandée, par laquelle est autorisé à le faire par les dispositions du présent chapitre, de la charte ou des règlements du conseil.

Indication de
l'emploi.

4. Néanmoins, nul ordre ou mandat ne peut être valablement acquitté, s'il n'indique pas suffisamment la nature de l'emploi qui doit être fait de la somme y mentionnée. 40 V., c. 29, s. 165.

Défense au
sec.-trés. de
quittancer
sans avoir
reçu mon-
tant ;

4342. Sous peine d'une amende de vingt piastres, pour chaque infraction, nul secrétaire-trésorier ne peut :

1. Donner aux contribuables ou autres personnes endettées envers la corporation pour taxes municipales ou autres dettes, des quittances sans en avoir reçu et touché le montant en espèce ou en valeur légale ;

De prêter de-
niers prove-
nant des
taxes.

2. Prêter directement ou indirectement, par lui-même ou par d'autres personnes, aux contribuables ou à toute autre personne, des deniers reçus en paiement des taxes municipales ou appartenant à la corporation. 40 V., c. 29, s. 166.

Archives et
livres ouverts
à l'inspection.

4343. Les jours de bureau, entre neuf heures du matin et quatre heures de l'après midi, les livres de comptes du secrétaire-trésorier, les pièces justificatives de ses dépenses, de même que tous les registres ou documents en sa possession comme archives du conseil, sont ouverts à l'inspection et à l'examen des membres du conseil, des officiers

municipaux, de toute personne intéressée et de tout contribuable de la municipalité, ou de leurs procureurs. 40 V., c. 29, s. 167.

4344. Sur paiement de ses honoraires, le secrétaire-trésorier doit livrer à quiconque en fait la demande, des copies ou des extraits de tout livre, rôle, registre, document ou autre papier qui font partie des archives. Délivrance de copies ou extraits.

2. Il est aussi de son devoir de transmettre, sans délai, par la malle, à la place principale d'affaires de toute corporation, ou compagnie de chemin de fer, qui a produit au bureau du conseil une demande générale à cet effet et fait connaître telle place principale d'affaires, une copie certifiée de tout avis public, règlement, résolution, procès-verbal, déposé pour homologation ou homologué, qui affecte cette corporation ou compagnie, ainsi qu'un extrait certifié du rôle d'évaluation, comprenant l'évaluation des biens imposables de cette corporation ou compagnie, avec un mémoire de ses honoraires que la corporation ou la compagnie est tenue de payer aussitôt après la réception du document transmis. Avis donné aux compagnies de chemin de fer.

Jusqu'à ce que ces honoraires soient fixés, en vertu de l'article 4322, ils sont de dix centins par cent mots et de cinquante centins pour le certificat, s'ils ne sont pas autrement fixés par les dispositions du présent chapitre. Honoraires du sec.-trés.

Néanmoins, toute copie ou tout extrait demandé par le lieutenant-gouverneur, ou par le conseil ou ses officiers, doit être donné gratuitement par le secrétaire-trésorier. Copies données gratuitement. 40 V., c. 29, s. 168.

4345. Une fois, chaque année, au temps fixé par le conseil, et plus souvent s'il en est requis, le secrétaire-trésorier doit rendre un compte en détail de ses recettes et de ses dépenses. 40 V., c. 29, s. 169. Reddition de compte du sec.-trés.

4346. Le secrétaire-trésorier ou quiconque en a rempli la charge, peut être poursuivi en reddition de compte par la corporation. Poursuite en reddition de comptes.

Sur telle action, il peut être condamné à rendre compte et, s'il le rend, à payer le montant dont il se reconnaît ou dont il est déclaré reliquataire, et, en outre, toute autre somme qu'il aurait dû se charger en recette ou dont le tribunal le tient comptable, avec intérêt et les frais de la poursuite. Reliquats de comptes.

Chaque semblable condamnation comporte contrainte par corps, si elle a été demandée dans l'action en reddition de compte. 40 V., c. 29, s. 170. Contrainte par corps.

Etat transmis au sec. prov.

4347. Le secrétaire-trésorier transmet, du premier au trente et un janvier de chaque année, au secrétaire de la province, un état indiquant ;

1. Le nom de la corporation ;
2. La valeur estimée des biens-fonds imposables ;
3. La valeur estimée des biens-fonds non-imposables ;
4. Le nombre des personnes payant des taxes ;
5. Les taux dans la piastre pour cotisation imposée pour toutes fins quelconques ;
6. La valeur des biens appartenant à la corporation ;
7. Le montant des taxes perçues dans l'année ;
8. Toutes autres sommes perçues ;
9. Le montant des arrérages de taxes ;
10. Le montant en capital dû au fonds d'emprunt municipal ;
11. Le montant des emprunts contractés par débentures ou autrement, par la corporation ;
12. Le taux et le montant des intérêts dus sur ces emprunts ;
13. Toutes autres dettes ;
14. Le montant prélevé par emprunt dans l'année ;
15. Les dépenses pour salaires et autres dépenses pour l'administration municipale ;
16. Toutes autres dépenses ;
17. Le nombre des personnes résidant dans la municipalité. 40 V., c. 29, s. 171.

Prescription des actions contre le sec. trés.

4348. Les actions, droits ou réclamations contre le secrétaire-trésorier résultant de sa gestion, se prescrivent par cinq ans à compter de la dernière reddition de compte de cet officier. 40 V., c. 29, s. 172.

Bureau du sec.-trés.

4349. Le bureau du secrétaire-trésorier doit être établi au lieu où se tiennent les sessions du conseil, ou à toute autre place fixée, de temps en temps, par résolution du conseil. 40 V., c. 29, s. 173.

Listes des jurés et des électeurs à l'Ass. législative.

4350. Le secrétaire trésorier est tenu de faire tout ce qui est requis de lui, en vertu des dispositions de la loi concernant la liste des jurés et la liste des électeurs, pour l'élection des députés à l'Assemblée législative. 40 V., c. 29, s. 174.

§ 3.—*Des auditeurs*

Entrée en fonction des auditeurs.

4351. Les auditeurs entrent en fonction aussitôt qu'ils ont prêté serment de remplir bien et fidèlement les devoirs de leur charge.

2. Ils y restent jusqu'à l'entrée en fonctions de leurs suc- Durée d'iceles.
cesseurs.

3. Nul ne peut être nommé auditeur s'il ne sait lire et Qualités requises.
écrire. 40 V., c. 29, s. 175.

4352. Les auditeurs sont tenus de faire, une fois chaque Devoirs des
année, au temps fixé par le conseil et plus souvent s'ils en auditeurs.
sont requis, un examen et un rapport de tous les comptes de
la corporation, et de tous ceux qui se rapportent à toute
matière tombant sous la juridiction du conseil.

Ce rapport doit comprendre toutes les affaires financières
de la corporation faites durant les douze mois précédents.
40 V., c. 29, s. 176.

§ 4.—Des évaluateurs

4353. Nul ne peut être évaluateur, s'il ne possède dans Qualités
la ville, en son nom ou au nom de sa femme, comme pro- requises des
priétaire, des biens-fonds de la valeur de huit cents piastres, évaluateurs.
établie par le rôle d'évaluation en vigueur. 40 V., c. 29, s. 177.

4354. Les évaluateurs peuvent, dans l'accomplissement Emploi d'un
de leurs devoirs, requérir les services du secrétaire-trésorier écrivain.
ou de tout autre écrivain.

Le secrétaire-trésorier ou l'écrivain dont les services ont Honoraires
été requis a droit, pour chaque jour d'emploi, à une somme d'icelui.
qui n'excède pas deux piastres payable par la corporation,
sur le certificat des évaluateurs qui l'ont employé. 40 V.,
c. 29, s. 178.

4355. Avant d'agir, les évaluateurs prêtent chacun le Serment.
serment suivant :

" Je, _____, nommé évaluateur par le conseil de Formule de
" ville de _____, jure solennellement que je remplirai avec serment d'off.
" honnêteté et justice les devoirs de cette charge, au meilleur
" de mon jugement et de ma capacité ; Ainsi, que Dieu me
" soit en aide." 40 V., c. 29, s. 179.

SECTION X

DES AVIS MUNICIPAUX

4356. Tout avis donné, en vertu des dispositions du Publication
présent chapitre, de la charte, ou des ordres du conseil, ou des avis
pour des fins municipales, est fait et publié ou signifié, municipaux.
d'après les formalités prescrites aux articles suivants. 40
V., c. 29, s. 180.

4357. Tout avis est spécial ou public, et doit être par Avis spé-
écrit. ciaux.

Avis publica. L'avis public est publié ; l'avis spécial est signifié. 40 V., c. 29, s. 181.

Copies d'avis, par qui certifiées. **4358.** Toute copie d'un avis, qui doit être signifiée, publiée ou affichée, doit être attestée par la personne qui la donne ou par le secrétaire-trésorier du conseil. 40 V., c. 29, s. 182.

Certificat de publication ou de signification. **4359.** L'original de tout avis est accompagné d'un certificat de publication ou de signification fait par la personne qui l'a publié ou signifié.

Dépôt de l'avis. 2. L'original de cet avis, et le certificat qui l'accompagne, sont déposés par la personne qui a donné l'avis, au bureau du conseil, pour faire partie des archives municipales. 40 V., c. 29, s. 183.

Mode de signifier l'avis spécial. **4360.** Sauf le cas où cette signification est faite par la poste, la signification d'un avis spécial se fait en en laissant une copie à celui à qui il est adressé en personne, ou à une personne raisonnable à son domicile ou à sa place d'affaires, même à celle qui occupe en société avec un autre. 40 V., c. 29, s. 184.

Agent d'un contribuable absent. **4361.** Tout propriétaire de terrain ou contribuable, domicilié en dehors des limites de la municipalité peut, par un avis spécial déposé au bureau du conseil, se nommer un agent qui le représente pour toutes les fins municipales. 40 V., c. 29, s. 185.

Avis s'il y a un agent. **4362.** L'avis spécial adressé à un propriétaire ou contribuable absent, qui s'est nommé un agent résidant dans la municipalité, doit être signifié à cet agent de la même manière qu'à un propriétaire présent.

Avis à défaut d'agent. 2. A défaut de la nomination d'un agent résidant dans la municipalité, la signification de l'avis se fait en en déposant une copie au bureau de poste de la localité, sous enveloppe cachetée, et enregistrée à l'adresse du propriétaire contribuable absent ou à tout agent s'il en a nommé. 40 V., c. 29, s. 186.

Avis à celui qui n'a ni agent ni adresse. **4363.** A moins que ce propriétaire n'ait fait connaître son adresse par un écrit déposé au bureau du conseil, nul n'est tenu de donner un avis spécial à un propriétaire absent qui n'a pas nommé d'agent. 40 V., c. 29, s. 187.

Heure de la signification de l'avis. **4364.** La signification de l'avis spécial ne peut être faite que les jours juridiques, entre sept heures du matin et sept heures de l'après-midi. 40 V., c. 29, s. 188.

4365. Si les portes du domicile ou de la place d'affaires où doit être faite la signification d'un avis spécial sont fermées, ou s'il ne s'y trouve aucune personne raisonnable, la signification se fait en affichant la copie de l'avis sur une des portes du domicile ou de la place d'affaires. 40 V., c. 29, s. 189. Mode de signification si les portes sont fermées.

4366. Le délai intermédiaire, après un avis spécial, court à dater du jour où il a été signifié, ce jour non compris. 40 V., c. 29, s. 190. Délais intermédiaires.

4367. La publication d'un avis public, donné pour des fins municipales, se fait, en affichant une copie de cet avis à deux endroits différents de la municipalité, fixés, de temps à autre, par résolution du conseil. Affiche de l'avis public.

A défaut d'endroits fixés par le conseil, l'avis public est affiché sur la porte principale d'au moins un édifice destiné au culte public ou près de cette porte, s'il y a tel édifice, et à un autre endroit public dans cette municipalité et à deux autres endroits publics à défaut d'édifice destiné au culte. 40 V., c. 29, s. 191.

4368. Chaque fois qu'il est prescrit qu'un avis doit être publié dans un ou plusieurs papiers-nouvelles, il est inséré dans des papiers-nouvelles publiés au moins une fois par semaine dans la ville, s'il y en a, sinon dans le district ou dans le district voisin s'il n'est pas publié de papiers-nouvelles dans le premier district. Publication dans les papiers-nouvelles.

La même règle est applicable quand l'avis doit être publié dans deux papiers-nouvelles rédigés en langues différentes. 40 V., c. 29, s. 192. Application de cette règle.

4369. Nul avis ne peut être publié en anglais et en français dans un papier-nouvelles rédigé dans une seule de ces deux langues. 40 V., c. 29, s. 193. Avis dans une seule langue.

4370. Sauf les cas autrement prévus, le délai intermédiaire après un avis public, court du jour où il a été publié ; s'il est prescrit que l'avis doit être publié dans un papier-nouvelles, le délai intermédiaire court du jour de la première insertion de l'avis dans le journal ; si l'avis est publié dans plusieurs papiers-nouvelles à des jours différents, le délai intermédiaire court du jour de la première insertion donnée dans le journal dans lequel a été publié l'avis en dernier lieu. Computation des délais.

Dans tous les cas le jour où l'avis a été publié ne compte pas. 40 V., c. 29, s. 194.

Avis publics **4371.** Sauf les cas autrement prévus, les avis publics affectent et obligent les propriétaires ou contribuables, domiciliés en dehors de la municipalité, de la même manière que les résidents. 40 V., c. 29, s. 195.

Effet d'acquiescement au contenu de l'avis. **4372.** Quiconque a acquiescé au contenu d'un avis, ou en a, de quelque autre manière, connu suffisamment la teneur ou l'objet, ne peut ensuite se prévaloir de l'insuffisance ou du défaut de cet avis, ou de son défaut de publication ou de signification. 40 V., c. 29, s. 196.

SECTION XI

DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL

§ 1.—*Des dispositions générales*

Etendue de la juridiction du conseil. **4373.** Le conseil exerce sa juridiction dans toute l'étendue de la municipalité, et en dehors de la municipalité dans les cas particuliers où plus ample autorité lui est conférée. 40 V., c. 29, s. 197.

Mode de l'exercer. **4374.** Les règlements, résolutions et autres ordonnances municipales doivent être passés par le conseil en session. 40 V., c. 29, s. 198.

Devoirs du conseil. **4375.** Le conseil, en exerçant ses attributions, doit accomplir, outre les formalités requises par les dispositions du présent chapitre, toutes celles prescrites par la charte et par les règlements en vigueur dans la municipalité. 40 V., c. 29, s. 199.

Pouvoir de cassation donné à la Cour sup. **4376.** Les procès-verbaux, rôles, résolutions ou autres ordonnances du conseil, peuvent être cassés par la Cour supérieure du district, pour cause d'illégalité, de la même manière, dans le même délai et avec les mêmes effets qu'un règlement du conseil, et sont sujets à l'application des articles 4386 et 4396. 40 V., c. 29, s. 200.

Mode de publier les actes du conseil. **4377.** Sauf les cas autrement prévus, les documents, ordres ou procédures du conseil, dont la publication est requise par les dispositions du présent chapitre ou de la charte, ou par le conseil lui-même, sont publiés de la manière et aux endroits prescrits pour les avis publics. 40 V., c. 29, s. 202.

Exhibits remis. **4378.** Les documents produits, comme exhibits, au bureau du conseil ou entre les mains de ses officiers, sont remis, sur récépissé, lorsqu'elles le requièrent, aux personnes qui les ont produits, pourvu toutefois que l'affaire au sujet de laquelle ils ont été produits soit décidée. 40 V., c. 29, s. 203.

4379. Toute signification qui doit être faite au bureau du conseil, peut l'être, avec le même effet, hors du bureau du conseil, au secrétaire-trésorier en personne. 40 V., c. 29, s. 204. Signification faite au conseil.

§ 2.—*Des règlements du conseil*

4380. Pour être authentique, l'original de tout règlement doit être signé par la personne présidant le conseil, lors de la passation de ce règlement, et par le secrétaire-trésorier. Authenticati-
on des ré-
glements.

Si ce règlement a dû être soumis à l'approbation des électeurs municipaux, avant son entrée en vigueur, et que cette approbation ait été donnée, un certificat sous les signatures du maire et du secrétaire-trésorier attestant le fait, doit accompagner l'original de ce règlement et en faire partie. 40 V., c. 29, s. 205. Certificats
requis dans le
cas d'app.
par électeurs.

4381. L'original de tout règlement est enregistré au long dans un livre spécial, intitulé : " Livres des règlements du conseil de la ville de " ; cette entrée est signée par le maire et contresignée par le secrétaire-trésorier. Livre d'enre-
gistrement
des règle-
ments.

Le secrétaire-trésorier doit, en outre, entrer sur ce livre, à la suite de chaque règlement enregistré, une copie, qu'il certifie, de l'avis de publication de ce règlement. 40 V., c. 29, s. 206. Entrée de
l'avis de pu-
blication.

4382. Il peut être disposé, dans un même règlement, de plusieurs objets mentionnés dans les dispositions du présent chapitre ou de la charte. Règlements
disposant de
plusieurs
objets

Dans le cas où plusieurs objets, dont il est disposé dans un même règlement, requièrent l'approbation des électeurs municipaux, une seule approbation suffit pour le règlement en entier. 40 V., c. 29, s. 207. Approbation.

4383. Sauf toutefois les cas autrement prévus par les dispositions du présent chapitre ou de la charte, les règlements du conseil entrent en vigueur et ont force de loi, s'il n'est pas autrement prescrit par leurs dispositions, quinze jours après celui où ils ont été publiés. 40 V. c. 29, s. 208. Entrée en
vigueur des
règlements.

4384. Les règlements qui, en vertu de leurs propres dispositions, ou de celles du présent chapitre ou de la charte, ne doivent entrer en vigueur qu'à dater d'une certaine époque, sont sujets à une publication antérieure d'au moins quinze jours. 40 V., c. 29, s. 209. Règlements
n'entrant en
vigueur qu'à
une certaine
époque.

4385. Les règlements sont publiés après leur passation, ou leur approbation définitive dans les cas où ils ont été soumis à l'approbation des électeurs municipaux, par un avis Mode de
publication.

public dans lequel il est fait mention de l'objet du règlement, de la date à laquelle il a été passé, et de l'endroit où il peut en être pris communication.

Avis. 2. Cet avis est donné sous la signature du secrétaire-trésorier et publié en la manière ordinaire.

Contenu de l'avis de règlement approuvé par électeurs. 3. Si le règlement est revêtu de l'approbation des électeurs municipaux, l'avis de publication fait, en outre, mention de l'accomplissement de cette formalité et de la date de son accomplissement.

Publication dans les journaux. Le conseil peut de plus publier ses règlements dans un ou plusieurs papiers-nouvelles. 40 V., c. 29, s. 210.

Durée de leur exécution. **4386.** Les règlements sont exécutoires et restent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient amendés, abrogés ou cassés par une autorité compétente, ou jusqu'à l'expiration du délai pour lequel ils ont été faits. 40 V., c. 29, s. 211.

Abrogation de rég. appr. par les élect. mun. **4387.** Les règlements qui, avant d'avoir vigueur et effet, ont été soumis à l'approbation des électeurs municipaux, ne peuvent être amendés ou abrogés que par un autre règlement approuvé de la même manière. 40 V., c. 29, s. 212.

Mode d'abroger et amender. **4388.** L'abrogation ou l'amendement d'un règlement ne peut avoir lieu que par un autre règlement; et avant la proposition de ce règlement, il est nécessaire qu'avis en ait été donné à une session antérieure. 40 V., c. 29, s. 213.

Cassation des règlements par la c. sup. **4389.** Tout électeur municipal peut, par une requête présentée en son nom à la Cour supérieure, ou à un juge de ce tribunal, demander et obtenir, pour cause d'illégalité, la cassation de tout règlement du conseil avec dépens contre la corporation. 40 V., c. 29, s. 214.

Cassation partielle. **4390** La cassation d'une partie seulement d'un règlement peut être demandée et obtenue de la même manière. 40 V., s. 29, c. 215.

Articulation de la requête en cassation. **4391.** La requête doit articuler d'une manière claire et précise les moyens invoqués à l'appui de la demande, et être accompagnée d'une copie certifiée du règlement attaqué, si telle copie a pu être obtenue.

Production de la copie du règlement au tribunal. Si cette copie n'a pu être obtenue, le tribunal ou le juge, sur demande, doit en ordonner la production par le secrétaire-trésorier du conseil, et à cet effet ce fonctionnaire est considéré comme un officier du tribunal qui donne l'ordre. 40 V., c. 29, s. 216.

Signification de la requête. **4392.** La requête est signifiée au bureau du conseil, au moins huit jours avant d'être présentée au tribunal ou au juge. 40 V., c. 29, s. 217.

4393. Les règles prescrites aux articles 4280, 4281, 4282, 4283, 4284, 4286 et 4288, s'appliquent également *mutatis mutandis* à la requête présentée en vertu des quatre articles précédents. 40 V., c. 29, s. 218. Sections applicables à la requête.

4394. Le tribunal peut prononcer, par son jugement, la cassation de tel règlement en tout ou en partie, ordonner la signification de la sentence au bureau du conseil intéressé, et la faire publier en la forme prescrite pour les ordres du conseil, ou dans un ou plusieurs papiers-nouvelles. 40 V., c. 29, s. 219. Jugement du tribunal.

4395. Tout règlement ou toute partie de règlement, ainsi cassé, cesse d'être en vigueur à compter de la date du jugement. 40 V., c. 29, s. 220. Effet de l'annulation.

4396. La corporation est seule responsable des dommages et des actions provenant de la mise en vigueur d'un règlement ou de partie d'un règlement dont la cassation a été ainsi obtenue. 40 V., c. 29, s. 221. Dommages.

4397. Le droit de demander la cassation d'un règlement se prescrit par trois mois à compter de son entrée en vigueur. 40 V., c. 29, s. 222. Prescription de l'action en cassation.

§ 3.—*Des pouvoirs généraux de faire certains règlements*

4398. Le conseil a le droit de faire, amender, abroger, ou remplacer, en tout ou en partie, de temps à autre, des règlements, pour lui-même, ses officiers ou la municipalité, sur chacun des objets suivants. 40 V., c. 29, s. 223. Pouvoirs du conseil.

1°—GOUVERNEMENT DU CONSEIL ET DE SES OFFICIERS

4399. Régler la conduite des débats du conseil, le maintien du bon ordre et de la bienséance pendant les séances du conseil ou des comités; Séances.

2. Fixer l'époque des sessions ordinaires du conseil et déterminer le nombre de jours que peuvent durer ces sessions. 40 V., c. 29, s. 224. Epoque et durée des sessions.

4400. Prescrire deux ou trois lectures des règlements municipaux avant leur passation, à des jours différents, le même jour. 40 V., c. 29, s. 225. Lecture des règlements.

4401. Définir les devoirs des officiers du conseil non déterminés par ce chapitre. 40 V., c. 29, s. 226. Devoirs des officiers.

2°—AIDE À LA CONSTRUCTION, À L'AMÉLIORATION ET À L'ENTRETIEN D'ENTREPRISES OU TRAVAUX PUBLICS ÉTRANGERS À LA CORPORATION.

Aide aux ouvrages publics. **4402.** Aider, au moyen de deniers donnés ou prêtés, à la construction, aux réparations ou à l'entretien d'un chemin conduisant à la municipalité, d'un pont ou d'un ouvrage public, sous la direction de la corporation d'une municipalité. 40 V., c. 29, s. 227.

Pouvoir d'acquérir des concasseurs de pierres, etc. **4402a.** Acquérir, conjointement avec la municipalité du comté dans laquelle la ville est située, aussi bien qu'avec toute autre ville de ce comté, une ou plusieurs machines, des concasseurs de pierres, rouleaux et engins pour être employés à l'amélioration des rues, chemins et routes de ce comté et des villes qui s'y trouvent; faire des arrangements avec les villes, les villages et les diverses municipalités rurales situés dans ce comté, en vue de leur en permettre l'usage pour leurs rues, chemins et routes, et fixer le prix et les conditions auxquels l'usage en sera accordé, ou le leur concéder gratuitement. 61 V., c. 34, s. 1.

Arrangements concernant ces machines avec les municipalités du comté.

Aide aux chemins de colonisation. **4403.** Aider à l'ouverture et à l'amélioration des chemins de colonisation indiqués par le lieutenant-gouverneur en conseil, comme chemins de colonisation de seconde ou de troisième classe, dans lesquels chemins la corporation a été déclarée intéressée, en vertu de toute loi concernant les chemins de colonisation. 40 V., c. 29, s. 228.

Aide à l'établissement de ponts, etc. **4404.** Aider à l'établissement de ponts, chaussées, jetées, quais, glissoires, chemins macadamisés ou pavés, chemins de fer ou autres ouvrages publics ou tout établissement industriel, situés en tout ou en partie dans la municipalité ou dans les environs, entrepris et construits par des compagnies constituées en corporation, ou par le gouvernement provincial ou par une personne quelconque.

1. En prenant et souscrivant des actions d'une compagnie formée pour ces objets;

2. En donnant ou en prêtant de l'argent à telle compagnie ou au gouvernement provincial ou à telle personne.

3. En garantissant, par endossement ou autrement, toute somme d'argent empruntée par telle compagnie ou personne.

4. En exemptant du paiement de taxes, cotisations et impôts municipaux, certains établissements industriels, conformément aux dispositions de la section sixième du chapitre deuxième du présent titre. 34 V., c. 18; 40 V., c. 29, s. 229; 44-45 V., c. 20, s. 1; 62 V., c. 39, s. 1.

Lignes télégraphiques. **4405.** Souscrire ou posséder des actions dans toute compagnie formée pour construire des lignes de télégraphe électrique. 40 V., c. 29, s. 230.

4406. Tout règlement passé en vertu des deux articles précédents, doit, avant d'avoir vigueur et effet, avoir été approuvé par les électeurs municipaux propriétaires, en la manière prescrite aux articles 4531 et suivants jusqu'à l'article 4535 inclusivement. 40 V., c. 29, s. 231.

4407. Les règlements, faits en vertu des articles 4402, 4404 et 4405 peuvent déterminer les conditions auxquelles l'aide ou la souscription d'actions est autorisée. 40 V., c. 29, s. 232.

2a. — AIDE AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES GRATUITES, ET AIDE AUX ASSOCIATIONS DE BIBLIOTHÈQUES ET INSTITUTS D'ARTISANS

4407a. Aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques gratuites, associations de bibliothèques et instituts d'artisans, de la manière voulue par l'article 4616b de ces statuts, dans leur municipalité ou les municipalités qui y sont adjacentes. 54 V., c. 34, s. 2.

3° — MARCHÉS PUBLICS

4408. Eriger, changer, abolir ou entretenir des marchés publics ou des places de marchés publics ; et régler le louage des étaux ou autres places qui s'y trouvent ou qui sont autour des marchés, pour vendre ou exposer en vente toutes espèces d'objets ou de denrées, ou certains articles en particulier. 40 V., c. 29, s. 233.

4409. Etablir et entretenir des pesées publiques. 40 V., c. 29, s. 234.

4410. Déterminer et définir les devoirs et les pouvoirs des personnes employées à la surveillance des pesées ou des marchés publics, dans toute l'étendue de la municipalité. 40 V., c. 29, s. 235.

4411. En un mot déterminer ce qui concerne la régie des marchés publics. 40 V., c. 29, s. 236.

4412. Imposer des taxes sur toute personne qui vend dans les chemins, sur les marchés, ou sur les places de marchés de la corporation. 40 V., c. 29, s. 237.

* Cet article a été refondu à l'art. 5933, S. R. 1909.

4°—VENTE DU PAIN

4413. Déterminer la quantité et la qualité de chaque pain vendu ou offert en vente, dans la municipalité ; et prescrire les marques à faire sur tel pain. 40 V., c. 29, s. 238.

Qualité, quantité, marques du pain.

5°—VENTE DES LIQUEURS ENIVRANTES

4414. Fixer une somme n'excédant par vingt piastres, payable pour l'octroi de chaque certificat pour obtenir une licence autorisant la vente des liqueurs spiritueuses, vineuses, alcooliques ou enivrantes. 40 V., c. 29, s. 239, et 41-42 V., c. 11, s. 1.

Octroide certificat pour licences d'auberge.

4415. Interdire aux enfants, apprentis ou domestiques, la fréquentation des auberges, hôtels, restaurants et boutiques, où se débitent des liqueurs enivrantes. 40 V., c. 29, s. 240.

Fréquentation des auberges.

6°—MAÎTRES ET SERVITEURS

4416. 1. Régler la conduite des apprentis, domestiques, engagés, journaliers ou compagnons, majeurs ou mineurs, envers leurs maîtres ou maîtresses et celle des maîtres ou maîtresses à l'égard des premiers.

Conduites des maîtres et serviteurs.

2. A défaut des règlements, faits en vertu de cet article, les dispositions de la loi à l'égard des maîtres et serviteurs, en vigueur dans les municipalités rurales, sont applicables dans la municipalité. 40 V., c. 29, s. 241

Absence de règlements.

7°—SANTÉ PUBLIQUE

4417. Prescrire les mesures propres à garantir les habitants de la municipalité contre les maladies contagieuses ou pestilentielles, ou à en diminuer le danger ou les effets ; et établir un ou plusieurs bureaux de santé. 40 V., c. 29, s. 242.

Maladies contagieuses ; bureaux de santé.

8°—SURETÉ PUBLIQUE

4418. Obliger les propriétaires ou les occupants de maisons ou autres édifices à se pourvoir de seaux à incendie en nombre déterminé, et à avoir des échelles du sol au toit et du toit au faite. 40 V., c. 29, s. 243.

Seaux et échelles, en cas d'incendie.

4419. Empêcher quiconque d'entrer dans les étables, écuries, porcheries, granges ou hangars avec des lumières non placées dans des lanternes fermées, avec des cigares ou des pipes allumés, ou d'y transporter du feu sans les précautions suffisantes pour prévenir les incendies. 40 V., c. 29, s. 244.

Entrer avec du feu, dans certaines bâtisses.

4420. Empêcher quiconque d'allumer ou de garder du feu dans un hangar, une porcherie, une grange, un appentis ou autre bâtisse, autrement que dans une cheminée ou dans un poêle en métal. 40 V., c. 29, s. 245. Manière d'y faire du feu.

4421. Empêcher qui que ce soit de transporter du feu sur la voie publique, dans un jardin, une cour ou un champ, autrement que dans un vase en métal. 40 V., c. 29, s. 246. Manière de transporter du feu.

4422. Contraindre les propriétaires ou les occupants de grange, fenils ou autres édifices contenant des matières combustibles ou inflammables, à en tenir les portes fermées. 40 V., c. 29, s. 247. Matières combustibles ou inflammables.

4423. Contraindre les propriétaires ou les occupants de maisons à en faire ou en laisser ramoner les cheminées ; prescrire la manière dont doit se faire le ramonage et le nombre de fois qu'il doit être fait dans un temps donné ; nommer les ramoneurs qui doivent être employés, et fixer le taux payable aux ramoneurs ou au conseil. 40 V., c. 29, s. 248. Ramonage de cheminées.
Ramoneurs.

4424. Déterminer les précautions à prendre pour la vente de la poudre ou de toute autre matière explosive. 40 V., c. 29, s. 249. Vente de matières explosives.

4425. Prescrire la manière dont la chaux vive ou les cendres doivent être gardées ou déposées. 40 V., c. 29, s. 250. Chaux vive et cendres.

4426. Autoriser certaines personnes à faire sauter, démolir et abattre autant de constructions qu'il paraît nécessaire pour arrêter les progrès d'un incendie, sauf les dommages et indemnités payables par la corporation, aux propriétaires de ces constructions, au montant convenu entre les parties, ou, sur contestation, au montant fixé par arbitres. Démolition, dans les incendies.

En l'absence de règlement, fait en vertu de cet article, le maire peut, dans le cours d'un incendie, exercer ce pouvoir, en donnant une autorisation spéciale. 40 V., c. 29, s. 251. Pouvoir du maire dans ce cas.

4427. Autoriser la formation et l'organisation d'une ou de plusieurs compagnies de pompiers, ou de sapeurs-pompiers, et déterminer les devoirs des membres de ces compagnies. 40 V., c. 29, s. 252. Compagnies de pompiers.

4428. Pourvoir à l'achat de pompes, ou d'appareils destinés au même service ; et généralement prendre les pompes ; pré-

- cautions
générales. moyens propres à prévenir les sinistres causés par le feu et à arrêter les progrès des incendies. 40 V., c. 29, s. 253.
- Enquêtes sur
incendies. **4429.** Faire, autoriser ou faire faire, après chaque incendie, dans la ville, une enquête sur l'origine et les causes de l'incendie.
- Pouvoirs à
cet effet. A cette fin, le conseil, ou un comité composé de deux ou plus de ses membres par lui autorisés, peut assigner des témoins, les forcer de comparaître et de rendre témoignage, et les examiner sous serment administré par un de leurs membres. 40 V., c. 29, s. 254.
- Dépôts de
matières
inflammables. **4430.** Construire des bâtisses de sûreté, pour le dépôt et l'emmagasinage des huiles, fluides et autres liquides ou matières inflammables. 40 V., c. 29, s. 255.
- Tir de feux
d'artifices,
etc. **4431.** Défendre ou permettre, à certaines conditions, à qui que ce soit, de tirer des feux d'artifices ou des pétards, de décharger des armes à feu, d'allumer du feu en plein air dans le chemin ou dans le voisinage d'un édifice, d'un bocage ou d'une clôture. 40 V., c. 29, s. 256.
- Construc-
tions dange-
reuses. **4432.** Faire démolir et enlever les murs, cheminées ou édifices dilapidés, en ruine ou menaçant de crouler ; et déterminer en quel temps, par quels moyens et aux frais de qui doit être fait la démolition ou l'enlèvement. 40 V., c. 29, s. 257.
- Edifices, etc.,
en bois. **4433.** Empêcher l'érection d'édifices ou de clôtures en bois, dans la municipalité ou dans une partie déterminée de la municipalité. 40 V., c. 29, s. 258.
- Neige sur les
toits. **4434.** Contraindre tout propriétaire ou occupant de maison ou autre édifice érigé sur la voie publique, à enlever la neige et la glace du toit de cette maison ou de cet édifice. 40 V., c. 29, s. 259.

9^e—INDEMNITÉ, SECOURS ET RÉCOMPENSES

- Indemnité
dans les cas
d'émeutes. **4435.** Indemniser les personnes dont les propriétés ont été détruites ou endommagées en tout ou en partie, par des émeutiers, ou par des personnes réunies en attroupement tumultueux, dans les limites de la municipalité.
- Prélèvement
de taxe à
cet effet. Le conseil est autorisé à prélever, en outre de toute autre taxe, sur les biens imposables de la municipalité, le montant de deniers que la corporation peut être tenue de payer pour dommages faits aux propriétés, par des émeutiers ou des personnes réunies en attroupement tumultueux.

A défaut de la part du conseil de payer dans les six mois ces dommages, à dire d'arbitres, la corporation peut être poursuivie devant tout tribunal compétent, en recouvrement des dommages causés. 40 V., c. 29, s. 260. Recouvrement en justice.

4436. Assister tout individu qui a reçu des blessures ou contracté des maladies à un incendie. 40 V., c. 29, s. 261. Aide aux blessés dans les incendies.

4437. Accorder des récompenses, en argent ou de toute autre manière, à quiconque fait une action méritoire dans un incendie, ou sauve ou essaie de sauver quelqu'un en danger de se noyer ou exposé à tout autre accident grave. 40 V., c. 29, s. 262. Récompenses aux actions méritoires.

4438. Pourvoir aux besoins de la famille de toute personne qui périt dans un incendie ou en sauvant ou en essayant de sauver quelqu'un d'un accident grave. 40 V., c. 29, s. 263. Secours aux familles de sauveteurs.

4439. Soutenir et assister les pauvres résidant dans la municipalité, et qui, à raison de l'infirmité, de l'âge ou d'autres causes, sont incapables de gagner leur vie. 40 V., c. 29, s. 264. Aide aux pauvres, etc.

4440. Etablir et administrer des maisons ou autres établissements d'aumône ou de refuge pour le soulagement des nécessiteux ; et aider aux institutions charitables établies dans la municipalité ou dans les environs. 40 V., c. 29, s. 265. Etablissement d'institutions charitables.

4441. Offrir et donner des primes pour parvenir à la découverte et à l'arrestation des délinquants contre les lois criminelles. 40 V., c. 29, s. 266. Primes pour arrestation de criminels.

10^e—DÉCENCE ET BONNES MŒURS

4442. Supprimer toute espèce de jeux de hasard et les maisons de jeux ou de débauche. 40 V., c. 29, s. 267. Jeux de hasard, etc.

4443. Prohiber les cirques, théâtres ou autres représentations publiques ; les réglementer et les permettre aux conditions convenables. 40 V., c. 29, s. 268. Représentations publiques.

4444. Empêcher les courses et tout autre exercice équestre ou en vélocipède, sur tout rond de course ou endroit quelconque, les jours de dimanche et fêtes d'obligation. 40 V., c. 29, s. 269. Courses, etc., le dimanche.

4445. Empêcher les batailles de coqs et de chiens et tout autre amusement cruel ; et punir quiconque y prend part ou y assiste. 40 V., c. 29, s. 270. Batailles de coqs, etc.

Affichages
indécents,
etc.

4446. Empêcher d'afficher, de faire ou d'écrire des placards, peintures, dessins, ou écrits indécents, sur les maisons, les murs et les clôtures, et dans les chemins ou sur les places publiques. 40 V., c. 29, s. 271.

Bain en public.

4447. Empêcher de se baigner ou de se laver dans des eaux publiques, ou en plein air, près des chemins ou des places publiques ; ou régler la manière de le faire dans ces endroits. 40 V., c. 29, s. 272.

11°—NUISANCES PUBLIQUES

Ecuries, etc.

4448. Contraindre les propriétaires ou les occupants de maisons, à nettoyer leurs écuries, étables, porcheries, appentis, latrines, et les cours qui en dépendent, et régler le temps et la manière de les égoutter. 40 V., c. 29, s. 273.

Matières
infectes.

4449. Empêcher de déposer, ou de laisser, dans la municipalité ou dans les eaux qui avoisinent la municipalité, des substances ou matières émanant des gaz ou des odeurs infectes, tels que corps morts, huile de charbon, superphosphate de chaux en état de fabrication, contenus de latrines et autres substances malsaines, et régler le mode de faire ces dépôts. 40 V., c. 29, s. 274.

Chiens vicieux.

4450. Faire tenir les chiens muselés ou attachés ; empêcher de les laisser errer libres ou sans leurs maîtres ou leurs gardiens ; et autoriser les officiers municipaux à détruire par le poison ou autrement les chiens vicieux ou trouvés en contravention avec les règlements municipaux. 40 V., c. 29, s. 275.

Lieux malsains.

4451. Obliger les propriétaires ou les occupants des magasins d'épicerie, caves, manufactures, tanneries, égouts, ou autres lieux malsains et fétides, à les nettoyer et à les assainir. 40 V., c. 29, s. 276.

12°—ÉGOUTS

Taxe pour
égouttage
des rues.

4452. Prélever, par voie de cotisation, des deniers suffisants pour faire ou réparer un ou plusieurs égouts communs dans toute rue de la ville, sur tous les propriétaires de terrains situés sur telle rue ; régler la manière de faire ces égouts, et déterminer le mode de percevoir ces taxes ; pourvu, toutefois que la majorité de ces propriétaires en ait fait la demande par requête. 40 V., c. 29, s. 277.

Proviso.

Egoutter des
eaux stagnantes.

4453. Contraindre tout propriétaire ou occupant de terrain dans la ville, sur lequel il y a des eaux stagnantes, à

l'égoutter ou l'élever, de manière que les voisins ne soient pas incommodés et que la santé publique ne soit pas compromise.

Si le propriétaire de ce terrain est inconnu et n'a aucun représentant dans la ville, ou s'il est trop pauvre pour l'égoutter ou l'élever, le conseil peut en ordonner l'égouttement ou l'élévation, aux frais de la corporation, sauf recours contre le propriétaire. 40 V., c. 29, s. 278.

Si le propriétaire est inconnu ou pauvre.

13° — FOSSÉS ET COURS D'EAU

4454. Faire, ouvrir, creuser, élargir, couvrir et entretenir, tout fossé nécessaire à l'égouttage, tout fossé de ligne, tout fossé mitoyen, ou tout cours d'eau situé dans la ville ou hors de ses limites, selon que le conseil le juge utile.

Ouverture et entretien des cours d'eau.

Déterminer le temps et la manière de faire ces travaux, ainsi que les habitants de la ville par qui ou aux frais de qui ils doivent être exécutés.

Epoque des travaux.

Dans le cas où des municipalités voisines, locales ou de comté, s'égouttent ou écoulent des eaux dans une ville, ou que la ville écoule ses eaux ou s'égoutte dans des municipalités locales ou de comté, le conseil de comté de cette municipalité locale ou de comté, ou le bureau de délégués, selon le cas, pourra, avec le consentement préalable du conseil de cette ville, la traiter comme une municipalité de comté soumise au contrôle du conseil de comté ou bureau de délégués, conformément aux dispositions du Code municipal applicables au cas où deux ou plusieurs municipalités locales placées sous leur contrôle sont intéressées.

Paiement du coût, etc., de certains égouts, etc.

Et le conseil de ville aura alors autorité de nommer un délégué pour le représenter au conseil de comté, ou au bureau des délégués, selon le cas, lequel délégué aura, pour les fins des travaux de cours d'eau et ponts, juridiction égale à celle d'un conseiller de comté ou d'un délégué de comté, selon le cas.

Nomination d'un délégué au conseil de comté par la ville.

A défaut du consentement ci-dessus et de la nomination de son délégué dans un délai de quinze jours, après un avis donné par le secrétaire du conseil de comté ou le secrétaire des délégués, la corporation de comté ou le bureau des délégués peut s'adresser à la Cour de circuit du comté ou du district ou à la Cour de magistrat de district, par une requête, dont un avis de cinq jours sera donné à ladite corporation de ville pour faire déclarer que le territoire de ladite municipalité de ville ou partie d'icelui est intéressé dans lesdits travaux de cours d'eau et ponts, d'après l'écoulement des eaux, et faire nommer par ladite cour un délégué pour représenter la corporation de ville au conseil de comté ou au bureau des délégués.

Demande de nomination au tribunal, à défaut de nomination par la ville.

Juridiction du conseil de comté après cette nomination. Après ledit consentement et ladite nomination ou ledit jugement, le territoire ainsi déclaré intéressé dans lesdits travaux est traité comme faisant partie de la municipalité de comté, et est sous la juridiction, pour les fins desdits travaux, du conseil de comté ou du bureau des délégués, ainsi que des surintendants ou autres officiers qui peuvent être nommés par ces deux autorités, tout comme si ledit territoire faisait partie de la municipalité de comté en question.

Jugement final. Le jugement rendu sur ladite requête est sans appel. 40 V., c. 29, s. 279 ; 56 V., c. 33, s. 1 ; 62 V., c. 40, s. 1.

Taxe à cet effet. **4455.** Prélever, si les travaux doivent être faits aux frais communs des intéressés, sur les propriétaires des terrains situés dans la ville et égouttés par un fossé ou un cours d'eau, les sommes requises pour ces travaux, d'après la valeur estimée des terrains ou d'après la longueur du fossé ou du cours d'eau sur ces terrains ; et régler le mode de percevoir les taxes ainsi imposées. 40 V., c. 20, s. 280.

Pénalités. **4456.** Infliger des pénalités à quiconque obstrue, dérange, ou permet d'obstruer ou de déranger les fossés ou cours d'eau, ou refuse de faire ou de laisser faire les travaux ordonnés par l'inspecteur en vertu des règlements. 40 V., c. 29, s. 281.

Mise de ces travaux aux frais de la corporation. **4457.** Mettre aux frais de la corporation, pour une période déterminée ou indéterminée, tous les travaux de fossés ou cours d'eau. 40 V., c. 29, s. 282.

14^e—VOIE PUBLIQUE

Largeur des rues. **4458.** Sauf l'article 4616a *, ordonner l'ouverture de nouvelles rues, l'élargissement ou le changement des rues existantes.

Prescrire le mode de construction ou d'entretien des rues de la ville, aux frais de la corporation ou des propriétaires des terrains voisins, selon que le conseil le juge à propos, d'après les plans et aux conditions qu'il trouve convenables. 40 V., c. 29, s. 283 ; 53 V., c. 47, s. 3.

Alignement, etc. **4459.** Régler et changer l'alignement et la hauteur ou le niveau des rues ou des trottoirs de la ville, pourvu que, si quelqu'un en souffre des dommages réels, il soit indemnisé à dire d'arbitres. 40 V., c. 29, s. 284.

Places publiques. **4460.** Ouvrir, clore, orner, améliorer et entretenir, aux frais de la corporation, des carrés, parcs ou places publiques

* Voir art. 5887, S. R., 1909.

propres à contribuer à la santé et au bien-être des habitants de la municipalité. 40 V., c. 29, s. 285.

4461. Obliger les propriétaires des terrains situés sur un Trottoirs, chemin, une rue, une place ou voie de communication publique, établis dans la municipalité, à faire et entretenir, en front de leurs propriétés, des trottoirs en bois, en pierre ou en d'autre matière déterminée, dans toute la municipalité ou dans une partie seulement de la municipalité.

Déterminer la manière de faire ou entretenir ces trottoirs, Mode de les faire. et même les faire aux frais de la corporation. 40 V., c. 29, s. 286.

4462. Obliger les propriétaires ou occupants de maisons, Empiètements et projections, à faire disparaître des rues ou places publiques, les empiètements ou projections de toute espèce, tels que perrons, marches, galeries, porches, poteaux, portes de clôture ouvrant sur la voie publique, ou autres obstacles. 40 V., c. 29, s. 287.

4463. Obliger tout propriétaire ou occupant de terrain, Enlèvement de la neige, d'enlever la neige sur les trottoirs longeant tel terrain dans un délai déterminé. 40 V., c. 29, s. 288.

4464. Prélever, par voie de taxation, sur tous les propriétaires ou occupants demeurant sur telle rue ou place publique, pourvu que la majorité de ces personnes l'ait demandé par requête, des deniers suffisants, pour balayer, arroser et tenir en état de propreté, telle rue ou place publique ou pour en enlever la neige. 40 V., c. 29, s. 289.

4465. Prévenir et empêcher les encombrements dans les rues. 40 V., c. 29, s. 290.

4466. Empêcher la course immodérée, ou le passage à Vitesse des cheval, avec des vélocipèdes, ou tout autre véhicule, sur les voitures. trottoirs. 40 V., c. 29, s. 291.

4467. Le conseil est obligé de voir à ce que les chemins, rues, trottoirs, et voies de communication publiques, sauf les Responsabilité du conseil, chemins de syndics, soient constamment tenus en bon ordre; la corporation est responsable des dommages provenant du mauvais état de ces chemins, rues, trottoirs et voies de communication publiques.* 40 V., c. 29, s. 292.

15° — CHARRETIERS

4468. Autoriser l'octroi de licences aux charretiers, propriétaires et conducteurs de voitures de louage publiques dans la ville; les obliger à prendre une licence annuelle, et régler tout ce qui concerne les charretiers et leurs voitures. 40 V., c. 29, s. 293.

* Voir art. 5886, S. R., 1909.

Tarif des
charretiers.

4469. Faire un tarif des taux payables aux charretiers, pour leurs services ; forcer ces derniers à ne pas exiger des taux plus élevés que ceux fixés par le tarif, et punir quiconque loue, engage ou emploie un charretier, et refuse de le payer suivant le tarif. 40 V., c. 29, s. 294.

Services,
obligatoires.

4470. Contraindre tout charretier muni d'une licence d'accorder ses services à quiconque les lui demande aux taux portés dans ce tarif. 40 V., c. 29, s. 295.

16° — ÉCLAIRAGE

Eclairage.

4471. Pourvoir à l'éclairage de la ville, de toute manière jugée convenable ; et punir quiconque éteint sans autorité les lampes servant à l'éclairage.

L'usage de
tuyaux, etc.

Les propriétaires ou occupants de maisons, constructions ou terrains dans la ville, sont tenus de laisser poser les tuyaux, les lampes et les poteaux nécessaires sur leurs maisons, constructions ou terrains, sauf le paiement des dommages réels s'il y en a. 40 V., c. 29, s. 296.

17° — DISPOSITIONS DIVERSES

Division de
la municipalité en quar-
tiers.

4472. 1. Diviser la municipalité en autant de quartiers qu'il est jugé convenable pour les fins de la représentation dans le conseil, si la charte n'a pas fait cette division ; et fixer le nombre de conseillers éligibles pour chaque quartier, pourvu que le nombre total soit le même que celui fixé par la charte ;

Revision des
bornes.

2. Reviser ou changer les bornes des différents quartiers de la ville. 40 V., c. 29, s. 297.

Numérotage
des maisons.

4473. Faire numérotter les maisons et les terrains, dans la ville ; contraindre tout propriétaire, locataire ou occupant, à laisser poser les numéros sur leurs maisons ou terrains, ainsi que le nom des rues ou places publiques. 40 V., c. 29, s. 298.

Police.

4474. Régler, armer, loger et habiller une force de police, dans la ville, et déterminer les devoirs des hommes de police. 40 V., c. 29, s. 299.

Maison de
détention
temporaire.

4475. Eriger, dans toute municipalité qui ne renferme pas la prison de district, une maison de détention pour la garde temporaire de toute personne en état d'arrestation. 40 V., c. 29, s. 300.

Enclos pu-
blics.

4476. Etablir un ou plusieurs enclos publics pour la garde des animaux de toute espèce errant dans la ville ; et

faire un tarif des amendes et des droits qui sont payables à ces enclos publics. 40 V., c. 29, s. 301.

4477. Obliger les propriétaires de terrains dans la ville, Clôtures des
ou leurs représentants, de les clore, et régler le niveau et la terrains.
hauteur des clôtures, ainsi que la qualité des matériaux qui
y sont employés. 40 V., c. 29, s. 302.

4478. Obliger les propriétaires des terrains ou leurs Arbres.
représentants de planter, tenir et entretenir constamment en
bon ordre, des arbres sur le front de leurs propriétés ; et
prescrire l'espèce de ces arbres. 40 V., c. 29, s. 303.

4479. Aider, par tous les moyens jugés convenables, à Aide à la
la colonisation dans la province, à l'agriculture, l'horticul- colonisation.
ture, aux arts et aux sciences dans la municipalité, dans les
limites de la société d'agriculture dans lesquelles la muni-
cipalité est située. 40 V., c. 29, s. 304.

4480. Autoriser la confiscation au profit des pauvres de Confiscations
la municipalité, de tout article offert en vente, vendu ou au profit des
livré, en contravention avec les règlements faits en vertu du pauvres.
présent chapitre ou de la charte. 40 V., c. 29, s. 305.

4481. Etablir, régler et entretenir des abreuvoirs publics, Abreuvoirs
dans la municipalité. 40 V., c. 29, s. 306. publics.

4482. Autoriser les officiers du conseil à visiter et à Visite des
examiner toute propriété immobilière ou mobilière ainsi que maisons.
l'intérieur ou l'extérieur des maisons, bâtiments ou édifices
quelconques, pour constater si les règlements du conseil y
sont exécutés ; et obliger les propriétaires ou occupants de
ces propriétés, bâtiments et édifices, à y laisser pénétrer les
officiers du conseil. 40 V., c. 29, s. 307.

4483. En un mot le conseil peut, de temps à autre, faire, Pouvoirs
amender, remplacer, ou abroger des règlements pour l'amé- généraux.
lioration, l'économie intérieure et le gouvernement de la ville.
40 V., c. 29, s. 308.

4484. Le conseil peut aussi, de temps à autre, amender, Abrogation
remplacer, abroger, en tout ou en partie, les ordonnances ou ou amende-
règlements faits par les conseils municipaux qui ont eu la ment des
régie du territoire compris dans la ville et qui ont été con- règlements.
tinués en vigueur, dans les limites de ce territoire, par la
charte. 40 V., c. 29, s. 309.

§ 4.—*De l'approvisionnement de l'eau*

- Pouvoirs du conseil.** **4485.** Le conseil peut faire, abroger ou amender, de temps à autre, des règlements pour :
- Aqueducs.** 1. Pourvoir à l'établissement, à l'entretien et à l'administration d'aqueducs, puits publics, citernes ou réservoirs, pour fournir de l'eau à la ville ;
- Conservation de l'eau.** 2. Empêcher que l'eau publique ne soit salie, dépensée inutilement ou contrairement aux règlements municipaux ;
- Consommation d'icelle.** 3. Pourvoir à la consommation de l'eau selon les circonstances ;
- Quand elle est enlevée.** 4. Défendre à quiconque de la donner ou d'en laisser prendre à ceux à qui le conseil l'aurait enlevée. 40 V., c. 29, s. 310.
- Taxe pour construction d'aqueducs.** **4486.** Le conseil peut, dans le but de rencontrer les intérêts des sommes dépensées pour la construction d'aqueducs, et de créer un fonds d'amortissement, imposer par règlement sur tous les propriétaires ou occupants de maison, magasin ou autre bâtiment, une taxe spéciale annuelle n'excédant pas le taux désigné dans la charte, sur la valeur cotisée de chaque semblable maison, magasin ou bâtiment, y compris le terrain.
- Fonds d'amortissement.** Le fonds d'amortissement créé en vertu de cet article, est placé et administré comme celui mentionné en l'article 4524. 40 V., c. 29, s. 311.
- Taxe sur les propriétaires ne se servant pas de l'aqueduc.** **4487.** Cette taxe est imposée et prélevée même dans le cas où les propriétaires ou occupants ne se serviraient pas de l'eau de l'aqueduc, pourvu que la corporation ait signifié à ces propriétaires ou occupants qu'elle est prête à conduire l'eau à ses frais dans ou auprès de leurs maisons, magasins ou bâtiments respectifs. 40 V., c. 29, s. 312.
- Compensation additionnelle.** **4488.** Le conseil peut, par règlement, et en outre de la taxe spéciale, faire payer une compensation calculée d'après un tarif qu'il juge convenable, par tout propriétaire, locataire ou occupant de maison, magasin ou bâtiment soit que ces derniers se servent de l'eau ou qu'ils ne s'en servent pas, pourvu qu'il leur ait signifié qu'il est prêt à conduire l'eau, à ses frais, dans ou auprès de leurs magasins, maisons ou bâtiments.
- Si le propriétaire a plusieurs locataires, etc.** Tout propriétaire ayant un ou plusieurs locataires, sous-locataires ou occupants, est tenu au paiement de la compensation, s'il refuse ou néglige de donner un tuyau d'approvisionnement distinct et séparé, à chaque tel locataire, sous-locataire ou occupant. 40 V., c. 29, s. 313.

4489. Le conseil peut faire des arrangements spéciaux pour approvisionner d'eau, les machines à vapeur, brasseries, distilleries, tanneries, manufactures, moulins, écuries de louage, hôtels, ainsi que dans d'autres cas particuliers. 40 V., c. 29, s. 314. Eau pour machines à vapeur, etc.

4490. La taxe spéciale et la compensation imposées par les articles 4486 et 4488 sont perçues d'après les règles et de la manière prescrite pour les taxes générales. 40 V., c. 29, s. 315. Perception de la taxe et de la compensation.

4491. Le conseil peut également faire des arrangements spéciaux pour fournir l'eau hors des limites de la municipalité, pourvu que les personnes, avec lesquelles se font les arrangements, se conforment aux règlements concernant l'administration de l'aqueduc. 40 V., c. 29, s. 316. Eau hors de la municipalité.

4492. Le conseil peut obliger les propriétaires ou occupants de terrains situés dans les limites de la municipalité ou hors de ces limites, à laisser faire, sur leurs propriétés, tous les travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien d'aqueducs, sauf indemnité pour les dommages réels, à dire d'experts. Travaux d'aqueduc.

Un plan indiquant la manière dont les tuyaux traversent les propriétés, doit être préparé et soumis, au préalable, à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. 40 V., c. 29, s. 317. Plan.

4493. Les officiers nommés pour l'administration de tout aqueduc, peuvent entrer dans toute maison ou bâtisse quelconque, ou sur toute propriété située dans ou hors de la ville, pour s'assurer si l'eau ne se perd pas, ou si les règlements relatifs aux aqueducs sont fidèlement exécutés. Visites pour examen.

Il est du devoir des propriétaires ou occupants de toute telle maison, bâtisse ou propriété, de permettre à ces officiers de faire leur visite ou examen. Devoirs des occupants dans ce cas.

L'eau peut être retirée à toute personne refusant de recevoir les officiers, aussi longtemps que dure ce refus. 40 V., c. 29, s. 318. Retraite de l'eau dans ce cas.

4494. Le conseil peut arrêter l'approvisionnement de l'eau, à toute personne qui refuse ou néglige de payer la taxe spéciale ou la compensation pour son usage, ainsi qu'à toute personne qui la laisse perdre. 40 V., c. 29, s. 319. Suspension de l'eau.

4495. Les personnes auxquelles la consommation de l'eau a été suspendue, pour quelqu'une des causes mentionnées dans les deux articles précédents, restent néanmoins Taxe, etc., exigible malgré telle suspension.

sujettes aux paiements de la taxe spéciale annuelle et de la compensation imposée pour son usage, de la même manière que si elles s'en servaient. 40 V., c. 29, s. 320.

Quantité
d'eau, non
garantie.

4496. La corporation n'est pas tenue de garantir la quantité d'eau qui doit être fournie sous l'autorité du présent chapitre; et nul ne peut refuser, à raison de l'insuffisance de l'eau, de payer la taxe spéciale annuelle et la compensation pour son usage. 40 V., c. 29, s. 321.

Droits du
conseil,
transféra-
bles.

4497. Le conseil peut, par règlement, transférer ses droits et pouvoirs, relativement à l'approvisionnement de l'eau, à toute compagnie, personne ou association de personnes, qui veulent s'en charger, pourvu que cette compagnie, cette personne ou association de personnes, ne prélève pas, pour sa consommation, des taux plus élevés que ceux approuvés ou fixés par règlement du conseil. 40 V., c. 29, s. 322, et 43-44 V., c. 42, s. 1.

§ 5.—Des rôles d'évaluation

Évaluation
annuelle.

4498. Il est du devoir des évaluateurs en charge, de faire, chaque année, au temps et en la manière ordonnés par le conseil, l'évaluation des biens imposables de la municipalité, suivant leur valeur réelle.

Rôle d'éva-
luation peut
être fait tous
les trois ans,
mais révisé
annuelle-
ment.

Le conseil peut, par résolution, dispenser les évaluateurs de faire un rôle d'évaluation des biens imposables plus souvent que tous les trois ans; et, dans ce cas, le conseil revisera lui-même ce rôle tous les ans, ou le fera reviser par les évaluateurs, selon qu'il le jugera nécessaire, avec les mêmes avis et délais que pour la confection du rôle d'évaluation annuel.

Ils font parcelllement l'estimation de la valeur annuelle de ces biens, et l'inscrivent au rôle dans une colonne distincte.

Entrées dans
le rôle.

Ils entrent aussi dans le rôle, les noms des locataires et le montant du loyer annuel payé par chacun d'eux. 40 V., c. 29, s. 323; 56 V., c. 33, s. 2.

Autres en-
trées.

4499. Les évaluateurs entrent dans le rôle, tous les autres renseignements demandés par le conseil. 40 V., c. 29, s. 324.

Biens non
imposables.

4500. Sont des biens non imposables :

1. Les propriétés appartenant à Sa Majesté ou tenues en fidéicommiss pour son usage, et celles possédées ou occupées par la corporation de la municipalité ;

2. Celles occupées par le gouvernement fédéral ou provincial ou qui leur appartiennent ;

3. Celles qui appartiennent à des fabriques ou à des institutions ou corporations religieuses, charitables ou d'éducation ;

4. Les cimetières, les évêchés, les presbytères et leurs dépendances ;

5. Toutes les propriétés appartenant à des compagnies de chemin de fer recevant une subvention du gouvernement provincial, pour tout le temps que cette subvention est accordée.

6. Toutes les propriétés appartenant aux sociétés d'agri-
culture et d'horticulture ou spécialement employées par
ces sociétés pour des fins d'exposition. 40 V., c. 29, s. 325 ;
52 V., c. 25, s. 3. *

Propriétés
exemptes de
taxes.

4501. Les compagnies de chemin de fer, autres que
celles mentionnées au paragraphe cinq de l'article précé-
dent, et qui possèdent des biens-fonds dans la municipalité,
doivent transmettre au bureau du conseil, au mois de mai
de chaque année, un état désignant la valeur réelle de leurs
propriétés immobilières, dans la municipalité, autres que le
chemin, et aussi la valeur réelle du terrain occupé par le
chemin, estimée d'après sa valeur moyenne dans la localité.

Etat devant
être trans-
mis par cer-
taines comp.
de chemin
de fer.

Cet état doit être communiqué à temps aux évaluateurs,
par le secrétaire-trésorier. 40 V., c. 29, s. 326.

Communica-
tion d'icelui.

4502. Les évaluateurs, en faisant l'évaluation des biens
imposables dans la municipalité, évaluent les biens-fonds
de cette compagnie, d'après la valeur spécifiée dans l'état
produit par elle.

Evaluation
des biens.

Si cet état n'a pas été transmis dans le temps prescrit,
ils font l'évaluation de toutes les propriétés immobilières
de la compagnie, comme celles de tout autre contribuable.
40 V., c. 29, s. 327.

4503. Si le propriétaire d'un terrain est inconnu, les
évaluateurs mettent le mot "inconnu" dans la colonne
des noms des propriétaires, en regard de la désignation de
ce terrain. 40 V., c. 29, s. 328.

Propriétaire
inconnu.

4504. Le rôle d'évaluation est signé par au moins deux
des évaluateurs qui l'ont dressé ou fait dresser, et par le
secrétaire-trésorier ou toute autre personne qu'ils ont em-
ployée comme clerc. 40 V., c. 29, s. 329.

Qui doit
signer le rôle.

4505. Les évaluateurs déposent au bureau du conseil
le rôle d'évaluation, aussitôt après sa confection ; et avis de
ce dépôt est donné par le secrétaire-trésorier dans les deux
jours suivants.

Dépôt du
rôle.

* Voir 41 V., c. 6, s. 26.

Avis de ce dépôt. L'avis comporte, en outre, que le rôle restera ouvert à l'examen des intéressés ou de leurs représentants, durant les trente jours qui suivent celui du dépôt. 40 V., c. 29, s. 330.

Appel au conseil. **4506.** Dans cet intervalle, quiconque croit devoir se plaindre du rôle tel que préparé, pour lui-même ou pour un autre, peut en appeler au conseil, en donnant, à cet effet, au secrétaire-trésorier, un avis par écrit contenant les motifs de sa plainte. 40 V., c. 29, s. 331.

Audition de la plainte. **4507.** Le conseil, à sa première session générale après l'expiration des trente jours mentionnés en l'article 4505, prend en considération et juge toutes les plaintes faites en vertu de l'article précédent.

Décision du conseil. Après avoir entendu les parties et leurs témoins sous serment, administré par son président, ainsi que les évaluateurs, s'ils désirent être entendus, le conseil maintient ou altère le rôle selon qu'il lui paraît juste. 40 V., c. 29, s. 332.

Revision et homologation. **4508.** Dans tous les cas, il est du devoir du conseil de procéder, dans cette session, à la revision et à l'homologation du rôle, qu'il y ait des plaintes ou non.

Il peut faire aussi tout changement de phraséologie nécessaire. 40 V., c. 29, s. 333.

Homologation déclarée. **4509.** Dans cette session, ou aussitôt après avoir jugé les plaintes produites, le conseil déclare le rôle homologué ; et le rôle ainsi homologué reste en force jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle. 40 V., c. 29, s. 334.

Omission de propriétés. **4510.** S'il y a eu omission de quelque propriété, dans le rôle préparé par les évaluateurs, le conseil peut ordonner à ses officiers d'évaluer cette propriété et de l'ajouter au rôle.

Dans ce cas, le rôle ne peut être homologué qu'après qu'il a été donné un avis spécial de huit jours de cette addition, au propriétaire, lequel peut produire, dans ce délai, sa plainte contre l'évaluation et être entendu devant le conseil lors de l'homologation. 40 V., c. 29, s. 335.

Défaut d'action et retard. **4511.** Le défaut de la part des évaluateurs ou du conseil d'agir dans le temps prescrit, n'a pas l'effet d'empêcher la confection ou l'homologation du rôle, en dehors de ce temps. 40 V., c. 29, s. 336.

Mutations de propriétés. **4512.** Après chaque mutation de propriétaire ou d'occupant d'un terrain mentionné au rôle d'évaluation en vigueur, le conseil, sur requête par écrit à cet effet et sur preuve suffi-

sante, peut biffer le nom de l'ancien propriétaire ou occupant et y inscrire celui du nouveau. 40 V., 29, s. 337.

4513. Lorsque le rôle d'évaluation est cassé, en vertu de l'article 4376, l'ancien rôle redevient en vigueur et sert jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau. 40 V., c. 29, s. 338. Cassation du rôle d'évaluation.

4514. Dans toute municipalité de ville, nouvellement organisée, l'évaluation des biens-fonds imposables du territoire, dont est formée cette ville, continue à valoir, et le rôle d'évaluation de ces biens ou un extrait de ce rôle, est le rôle d'évaluation en vigueur des biens imposables de la ville jusqu'à ce qu'il en soit fait un conformément à ce chapitre. 40 V., c. 29, s. 339. Rôle d'év. de ville nouvelle.

4514a. Il y a droit d'appel à la Cour de circuit du comté ou du district, ou à la Cour de magistrat de district : Cas où il y a appel à la Cour de circuit ou à la Cour de magistrat de district.

1. De toute décision du conseil sur plainte produite en vertu de l'article 4507, dans les trente jours à compter de cette décision ; ou

2. De tout refus ou de toute négligence par un conseil de prendre en considération une plainte écrite produite en vertu de l'article 4506, dans les trente jours après l'expiration du délai pendant lequel il pouvait en prendre connaissance. 1 Ed. VII, c. 26, s. 1.

4514b. L'appel est porté au tribunal par simple avis signifié au secrétaire-trésorier de la corporation, personnellement ou à son domicile ; et le chapitre troisième du titre sixième de la loi de l'instruction publique (*maintenant reproduit aux articles 2981 à 2991, S. R., 1909,*) devra, *mutatis mutandis*, s'appliquer à cet appel. 1 Ed. VII, c. 26, s. 1. Procédures sur l'appel.

4514c. La décision ne peut être infirmée que dans le cas où une injustice réelle a été commise, et nullement à cause d'une variante ou d'une irrégularité de peu d'importance. Décision ne peut être infirmée pour irrégularité.

S'il est formulé des objections qui n'affectent pas le fonds du litige, la cour peut faire des amendements à la procédure, qui est ensuite exécutée comme si elle eût été régulière en premier lieu. 1 Ed. VII, c. 26, s. 1. Amendements à la procédure.

4514d. La cour, en se prononçant sur l'appel, peut condamner l'une ou l'autre partie aux frais, et, si la décision dont il y a appel est modifiée, elle peut ordonner que son jugement soit signifié à la corporation de ville, et ce jugement sera final et exécutoire. Après le prononcé du jugement sur l'appel, tous les documents originaux transmis par Frais. Signification du jugement. Remise des documents à

la municipa- la corporation de ville, en conséquence de l'appel, seront
 lité. remis à cette dernière. 1 Ed. VII, c. 26, s. 1.

Si l'appel **4514e.** Tout appelant qui néglige de poursuivre l'appel
 n'est pas d'une manière effective est censé avoir abandonné tel appel,
 poursuivi et la cour, sur la demande de l'intimé, peut déclarer forfaits
 avec diligen- tous les droits et réclamations fondés sur cet appel, avec
 ce. dépens en faveur de l'intimé, et ordonner la transmission du
 dossier à la corporation. 1 Ed. VII, c. 26, s. 1.

§ 6.—*De la liste des électeurs municipaux*

Quand la **4515.** Dans les trente jours après celui où un nouveau
 liste doit être rôle d'évaluation est entré en vigueur, le secrétaire-trésorier
 faite. fait, pour chaque quartier, ou pour la ville si elle n'est pas
 divisée en quartiers, une liste alphabétique des noms des
 personnes qui, d'après ce rôle, paraissent être des électeurs
 municipaux. 40 V., c. 29, s. 340.

Dépôt au **4516.** Après avoir fait ces listes, et en avoir certifié
 bureau du l'exactitude au pied d'icelles, le secrétaire-trésorier les dépose
 conseil. au bureau du conseil.

Avis de ce **Il donne, sans délai, un avis public mentionnant que ces**
 dépôt. listes sont déposées à son bureau, et qu'elles y resteront
 ouvertes à l'examen des intéressés et de leurs représentants,
 durant les quinze jours suivant la date de cet avis. 40 V.,
 c. 29, s. 341.

Plainte. **4517.** Dans cet intervalle de quinze jours, quiconque croit
 devoir se plaindre, pour lui ou pour un autre, des listes, ou
 de quelqu'une d'elles, peut le faire en donnant, à cet effet, au
 secrétaire-trésorier, un avis par écrit mentionnant l'objet de
 sa plainte. 40 V., c. 29, s. 342.

Bureau de **4518.** Le soir du dernier des quinze jours mentionnés
 reviseurs. en l'article 4516, un bureau de reviseurs, composé de trois
 conseillers préalablement nommés à cette fin par le conseil,
 procède à la revision et à l'amendement, s'il y a lieu, des
 listes, au bureau du conseil.

Leur action. Ces trois reviseurs agissent de concert, sous leur serment
 d'office comme conseillers, et sous la présidence de l'un
 d'eux.

Secrétaire. Le secrétaire-trésorier agit comme secrétaire des reviseurs.
 40 V., c. 29, s. 343.

Instruction **4519.** Le bureau des reviseurs, dans cette séance ou à
 de la plainte; tout ajournement subséquent, prend en considération les
 décision des plaintes produites en vertu de l'article 4517, entend les
 reviseurs. intéressés, les examine aussi que leurs témoins, sous serment

administré par le président, et maintient les listes ou y fait les additions ou radiations nécessaires.

Il peut corriger toute erreur et suppléer aux omissions Corrections. accidentelles faites dans ces listes. 40 V., c. 29, s. 344.

4520. Les reviseurs n'entendent aucune plainte qui n'a Plainte est pas été faite par écrit, conformément à l'article 4517. 40 V., écrite. c. 29, s. 345.

4521. Le nom d'aucune personne ne doit être biffé sur Noms biffés la liste, avant qu'elle ait été informée de la réclamation de la liste. à cet effet, et qu'elle ait eu occasion d'être entendue devant les reviseurs. 40 V., c. 29, s. 346.

4522. Ces listes, ainsi revisées, sont signées par le prési- Signature dent du bureau des reviseurs, contresignées par le secrétaire- des listes. trésorier et scellées du sceau du conseil.

Les listes sont en force à l'exclusion de toutes autres, Durée. jusqu'à l'entrée en vigueur des nouvelles listes faites en vertu de ces dispositions.

Lorsque la liste ou quelqu'une des listes en vigueur est Liste cassée. cassée en vertu de l'article 4376, l'ancienne redevient en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur d'une autre liste. 40 V., c. 29, s. 347.

§ 7. — Des emprunts

4523. Le conseil peut emprunter de temps à autre, diver- Pouvoir ses sommes d'argent pour faire des améliorations dans la d'emprunter. ville et généralement pour toutes les fins de sa juridiction. 40 V., s. 29, s. 348.

4524. Chaque fois que le conseil contracte un emprunt, Intérêts ; il lui est enjoint de pourvoir de suite à même les revenus de fonds d'amor- la corporation, au paiement des intérêts annuels et à l'éta- tissement. blissement d'un fonds d'amortissement d'au moins un pour cent par an, pour chaque tel emprunt.

Les intérêts annuels ne peuvent en aucun cas, excéder le Taux d'inté- taux légal de l'intérêt. 40 V., c. 29, s. 349. rêt.

4525. Le fonds d'amortissement doit être placé en effets Placement du publics de la puissance ou de la province ou sur première fonds d'a- hypothèque jusqu'à un montant n'excédant pas la moitié de mortisse- la valeur de la propriété hypothéquée, telle qu'elle apport du ment. rôle d'évaluation municipale ; pourvu qu'il soit pris des dispositions en vue d'assurer la propriété ainsi hypothéquée, au nom de la corporation et aux frais de l'emprunteur, jusqu'à concurrence d'une somme d'au moins la moitié de la valeur de la propriété ainsi assurée, ou être employé dans le rachat

des bons émis par la corporation, ou être déposé dans une banque légalement constituée.

Le conseil peut, si les prêteurs y consentent ou l'exigent, déposer entre leurs mains, les sommes destinées à former le fonds d'amortissement.

Mode de faire les reçus. Dans ce cas, les reçus donnés au conseil sont faits de manière à établir la somme payée pour les intérêts, et celle qui l'a été pour le fonds d'amortissement. 40 V., c. 29, s. 350 ; 59 V., c. 31, s. 1.

Emission de bons. **4526.** Le conseil peut faire ses emprunts, sur émission de bons, sous le seing du maire, le contreseing du secrétaire-trésorier et le sceau de la corporation.

Mode de paiement. Ces bons sont faits payables au porteur, aux époques fixées par le conseil, avec intérêt payable le premier de chacun des mois de mai et de novembre, chaque année, à un taux n'excédant pas l'intérêt légal. 40 V., c. 29, s. 351.

Annexe. **4527.** Il peut être annexé, à chaque bon, des coupons, au montant de l'intérêt semi-annuel, signés par le maire et contresignés par le secrétaire-trésorier, et payables au porteur à l'échéance de l'intérêt qui y est mentionné.

Remise des coupons. Lors de leur paiement, les coupons sont remis au secrétaire-trésorier ; et la possession par cet officier d'un coupon est, *prima facie*, une preuve du paiement de l'intérêt semi-annuel qui y est mentionné. 40 V., c. 29, s. 352.

Assurance du principal et des intérêts. **4528.** Le principal et les intérêts de tout bon émis par le conseil, sont assurés à même les fonds généraux de la corporation. 40 V., c. 29, s. 353.

Autorisation des électeurs et du lieutenant-gouv., requis. **4529.** Les emprunts, tant par émission de bons qu'autrement, ne sont faits que sur un règlement du conseil, passé à cet effet et approuvé par la majorité en nombre et en valeur immobilière des propriétaires qui, étant électeurs municipaux, ont voté, et approuvé également par le lieutenant-gouverneur en conseil. 3 Ed. VII, c. 40, s. 1.

Approbation des trois quarts en nombre et en valeur des électeurs, requis en certains cas. **4529a.** Lorsque la dette totale d'une ville s'élève à vingt pour cent de l'évaluation de la propriété foncière imposable de la ville d'après le rôle d'évaluation alors en vigueur, aucun emprunt subséquent ne peut être contracté, ni aucune dette subséquente être encourue, qui aurait, sur les revenus de la corporation, le même effet que pourrait avoir tel emprunt, à moins que le règlement n'ait été approuvé par les trois quarts en nombre et en valeur des propriétaires qui sont électeurs municipaux, et par le lieutenant-gouverneur en conseil. 63 V., c. 31, s. 1.

4530. Quand l'intérêt et le fonds d'amortissement de Autor. du
sommes empruntées par la corporation absorbent la moitié du lieut.-gouv.
revenu de la ville, le conseil ne peut, dans aucun cas, faire requise pour
de nouveaux emprunts, sans y être spécialement autorisé par certains
le lieutenant-gouverneur en conseil, et, sans avoir obtenu en emprunts.
outre l'approbation de la majorité des propriétaires électeurs
municipaux, en nombre et en valeur immobilière.

Il doit être imposé, par tout règlement autorisant un Taxe spé-
emprunt en vertu de cet article, une taxe spéciale annuelle ciale, requise.
suffisante pour payer l'intérêt de chaque année, et au moins
un pour cent par an comme fonds d'amortissement, jusqu'à
l'extinction de la dette. 40 V., c. 29, s. 355, et 48 V., c.
66, s. 1.

4531. Chaque règlement, autorisant un emprunt, doit Approbation
être soumis à l'approbation des électeurs, dans les trente jours des électeurs.
de sa passation par le conseil. 40 V., c. 29, s. 356.

4532. A cet effet, une assemblée de tous les électeurs Assemblée
municipaux propriétaires, est convoquée par un avis public, des électeurs.
signé par le maire, à un jour déterminé par le conseil.

Cette assemblée est présidée par le maire, et le secrétaire Son prési-
trésorier y agit comme secrétaire. dent.

Six électeurs présents, habiles à faire partie de cette assem- Bureau de
blée, peuvent requérir la votation pour constater l'approba- votation.
tion ou la désapprobation du règlement ; et sur telle demande
le maire doit fixer dans la huitaine suivante, un jour pour
l'ouverture et la tenue d'un bureau de votation. 40 V., c.
29, s. 357.

4533. Le bureau de votation est tenu et présidé par le Tenue du bu-
maire, avec l'assistance du secrétaire-trésorier. reau de vota-
tion.

Il est tenu durant deux jours juridiques consécutifs, depuis Durée de la
dix heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi. 40 votation.
V., c. 29, s. 358.

4534. Chaque électeur se présente à tour de rôle, donne Mode de
son vote par "oui" ou par "non" ; le mot "oui" signifiant voter.
qu'il approuve le règlement et le mot "non", qu'il le désap-
prouve. 40 V., c. 29, s. 359.

4535. Nul n'est admis à voter, à moins que son nom ne Droit de vote.
soit inscrit sur la liste des électeurs municipaux comme pro-
priétaire, ou, s'il n'existe pas de liste, à moins qu'il n'appar-
aisse par le rôle d'évaluation en vigueur, qu'il est un électeur
municipal à titre de propriétaire.

Il n'est pas nécessaire, dans ce cas, que les électeurs muni-
cipaux aient payé leurs taxes municipales et scolaires. 40
V., c. 29, s. 360.

- Décompte des votes.** **4536.** A la clôture de la votation, le maire compte les "oui" et les "non"; et, dans les quatre jours suivants, il soumet au conseil le résultat de la votation, avec un état indiquant la valeur imposable des immeubles de chacun des voteurs, d'après le rôle d'évaluation en vigueur.
- Etat certifié.** Il est certifié, sous la signature du maire et celle du secrétaire-trésorier, pour l'information du conseil, si la majorité, par le nombre et par la valeur immobilière imposable, approuve ou désapprouve le règlement.
- Examen des livres.** Si le conseil désire examiner les livres de votation, ils lui sont présentés sur-le-champ.
- Voix prépondérante.** Au cas de partage égal des voix, le maire donne sa voix prépondérante. 40 V., c. 29, s. 361.
- Dépôt des livres du bureau de votation.** **4537.** Les livres de votation, ainsi que l'état et le certificat produits, sont déposés dans les archives du conseil. 40 V., c. 29, s. 362.

§ 8.—*Des taxes et de leur perception*

- Revenus.** **4538.** C'est au moyen des taxes autorisées par leur charte que les conseils se créent un revenu. 40 V., c. 29, s. 363.
- Fonds général.** **4539.** Tous les deniers non spécialement appropriés font partie du fonds général de la corporation.
- Surplus.** Chaque fois qu'elle prélève une somme plus que nécessaire pour accomplir les fins pour lesquelles les taxes ont été imposées, le surplus appartient à la corporation et est versé dans son fonds général. 40 V., c. 29, s. 364.
- Emploi du fonds.** **4540.** Les deniers faisant partie du fonds général de la corporation, peuvent être employés à toutes les fins qui sont du ressort du conseil. 40 V., c. 29, s. 365.
- Prélèvements additionnels.** **4541.** Le conseil peut, chaque fois qu'il le juge convenable, autoriser, par résolution, le secrétaire-trésorier ou tout autre officier, à ajouter au montant des taxes recouvrables sur des biens imposables dans la municipalité une somme n'excédant pas dix pour cent pour couvrir les pertes, frais et mauvaises dettes. 40 V., c. 29, s. 367.
- Intérêt des taxes.** **4542.** Les taxes portent intérêt, à raison de six pour cent par an, à dater de l'expiration du délai pendant lequel elles doivent être payées, sans qu'il soit nécessaire qu'une demande spéciale soit faite à cet effet.
- Il n'est pas au pouvoir du conseil ou des officiers municipaux de faire remise de ces intérêts. 40 V., c. 29, s. 368.

4543. Les taxes municipales et leurs intérêts constituent ^{Privilege des taxes.} une créance privilégiée, exempte de la formalité de l'enregistrement. 40 V., c. 29, s. 369.

4544. Les taxes municipales, imposées sur un terrain, ^{Personnes obligées aux taxes.} peuvent être réclamées aussi bien du locataire, de l'occupant ou autre possesseur de ce terrain que du propriétaire, de même que de tout acquéreur subséquent de ce terrain, lors même que tel locataire, occupant, possesseur ou acquéreur n'est pas inscrit sur le rôle d'évaluation. 40 V., c. 29, s. 370.

4545. Quiconque, n'étant pas propriétaire, paye les taxes ^{Subrogation.} municipales imposées à raison du terrain qu'il occupe, est subrogé de plein droit aux privilèges de la corporation contre les biens meubles et immeubles du propriétaire, et peut, à moins de convention contraire, retenir sur le prix du loyer ou sur toute autre somme qu'il lui doit, ou recouvrer de lui par action personnelle, le montant qu'il a payé en capital, intérêts et frais. 40 V., c. 29, s. 371.

4546. Le conseil doit, à la réquisition des commissaires ^{Perception des taxes scolaires.} ou des syndics d'écoles de toute municipalité scolaire située dans les limites de la municipalité, accepter le rôle ou un extrait certifié du rôle des cotisations pour les écoles, présenté par eux, et ordonner au secrétaire-trésorier de faire la perception de ces taxes, de la même manière et en même temps que les taxes municipales. 40 V., c. 29, s. 372.

4547. Il est du devoir du secrétaire-trésorier de faire, ^{Rôle général de perception.} chaque année au temps fixé par le conseil, un rôle général de perception comprenant toutes les taxes tant générales que spéciales, alors imposées en vertu de quelque disposition de ce chapitre ou de la charte.

Il fait aussi un rôle spécial de perception chaque fois ^{Rôle spécial.} qu'une taxe spéciale a été imposée, après la confection du rôle général, ou chaque fois qu'il en reçoit l'ordre du conseil. 40 V., c. 29, s. 373.

4548. Si le conseil municipal a ordonné, par résolution, ^{Perception des taxes scolaires.} la perception des cotisations scolaires en même temps et de la même manière que les taxes municipales, le secrétaire-trésorier porte au rôle général de perception, le montant de ces cotisations, les perçoit et les remet ensuite au secrétaire-trésorier des écoles. 40 V., c. 29, s. 374.

4549. Le secrétaire-trésorier, après avoir complété le rôle ^{Avis du dépôt du rôle.} de perception donne un avis public dans lequel il annonce que le rôle général de perception ou le rôle spécial, suivant le cas, a été complété et est déposé à son bureau, et requiert

toutes les personnes, tenues au paiement des sommes y mentionnées, d'en payer le montant, à son bureau, dans les vingt jours qui suivent la publication de cet avis. 40 V., c. 29, s. 375.

Demande de paiement ; état de compte.

4550. A l'expiration du délai de vingt jours, le secrétaire-trésorier doit faire la demande du paiement de toutes les sommes portées au rôle de perception, et non encore perçues, aux personnes obligées de les payer, en leur signifiant ou faisant signifier, en personne ou à leur domicile, un avis spécial à cet effet accompagné d'un état détaillé des sommes dues par eux.

Honoraires.

Jusqu'à ce que l'honoraire pour la signification de cet avis soit fixé par le conseil, le secrétaire-trésorier a droit à vingt-cinq centins pour la signification de tel avis. 40 V., c. 29, s. 376.

Saisie et vente des biens meubles.

4551. Si, après les quinze jours qui suivent la demande faite en vertu de l'article précédent, les sommes dues par les personnes inscrites au rôle de perception n'ont pas été payées, le secrétaire-trésorier peut les prélever avec dépens, au moyen de la saisie et de la vente de tous les biens meubles et effets de telles personnes, trouvés dans la municipalité. 40 V., c. 29, s. 377.

Mandat à cet effet.

4552. Cette saisie et cette vente sont faites en vertu d'un mandat signé par le maire, adressé à un huissier et exécuté par cet officier sous son serment d'office, d'après les mêmes règles, et sous les mêmes responsabilités et les mêmes pénalités qu'un bref d'exécution *de bonis* décerné par la Cour de circuit.

Responsabilité.

Le maire, en donnant et signant tel mandat, n'encourt aucune responsabilité personnelle ; il agit sous la responsabilité de la corporation. 40 V., c. 29, s. 378.

Portes fermées, etc.

4553. Si le débiteur est absent ou s'il n'y a personne pour ouvrir les portes des maisons, armoires, coffres ou autres lieux fermés, ou s'il y a refus de les ouvrir, l'officier saisissant peut être autorisé, par un ordre du maire ou de tout juge de paix, à en faire l'ouverture par les voies de droit ordinaires, en présence de deux témoins, avec toute la force requise sans préjudice de la contrainte par corps, s'il y a refus, violence ou autre obstacle physique. 40 V., c. 29, s. 379.

Sursis.

4554. La vente sur tel mandat, ne peut être suspendue que sur l'ordre d'un juge de la Cour supérieure, donné sur

requête présentée en chambre ou à la Cour de circuit ou à la Cour supérieure. 40 V., c. 29, s. 380.

4555. Les arrérages de taxes municipales se prescrivent Prescription des taxes. par trois ans. 40 V., c. 29, s. 381.

4556. Le paiement des taxes municipales peut être également réclamé par une action intentée, au nom de la corporation, devant la Cour de magistrat ou la Cour de circuit du comté ou du district, ou devant le maire, ou deux ou plusieurs conseillers agissant *ex officio* comme juges de paix. 40 V., c. 29, s. 382. Poursuite judiciaire.

4557. Si les taxes imposées sur un ou plusieurs immeubles n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, parce que celui qui les doit ne réside pas dans la ville, ou s'il y réside, parce qu'il n'a pas été trouvé suffisamment de meubles saisissables lui appartenant, le maire peut, sur autorisation du conseil, émettre sous sa signature et celle du secrétaire-trésorier, son mandat indiquant le montant des taxes dues et enjoignant au shérif du district de saisir et vendre les immeubles y désignés à raison desquels ces taxes sont dues. 40 V., c. 29, s. 383. Vente des immeubles ; mandat shérif.

4558. Le shérif est tenu d'exécuter ce mandat, en suivant les mêmes règles et avec les mêmes effets que dans le cas d'un bref *de terris* ; et toutes les procédures subséquentes à l'émission du mandat par le maire, se font devant la Cour supérieure du district. 40 V., c. 29, s. 384. Devoirs du shérif ; procédures.

4558a. Le conseil peut néanmoins, dans chaque cas où il le juge opportun, déclarer par résolution que la vente d'une ou de plusieurs propriétés foncières sur lesquelles il y a des taxes de dues, ne devra pas être effectuée en vertu d'un mandat adressé au shérif, mais que le secrétaire devra vendre ces propriétés de la même manière que le secrétaire-trésorier d'un conseil de comté le fait en vertu du Code municipal, et sujet au même droit de réméré ; et, alors, le titre onzième du livre deuxième dudit code, comprenant les articles 998 à 1025, inclusivement, s'appliquera à la ville ; et, dans lesdits articles, chaque fois que les expressions "secrétaire-trésorier du conseil de comté," ou "conseil de comté," sont employées, elles signifieront "secrétaire-trésorier de la ville" ou "du conseil de ville," selon le cas, et s'appliqueront à celui-ci. Vente des immeubles pour taxes par le secrétaire-trésorier.

Le présent article s'applique à toutes les corporations de ville, lors même que la charte statue un autre mode de prélever les taxes. 62 V., c. 40, s. 2. Application de cet article.

§ 9.—*De l'exemption des taxes*

Exemption
de taxes,
accordée aux
manufactu-
res.

4559. Le conseil peut, par une résolution, exempter des taxes municipales, pour une période de vingt ans au plus, toute personne qui exerce une industrie, un métier ou se livre à une exploitation quelconque, ainsi que le terrain occupé pour cette industrie, ce métier, cette exploitation, ou convenir avec cette personne d'une somme de deniers payable annuellement, pour un temps n'excédant pas vingt ans, en commutation de toute taxe municipale.

Id. aux per-
sonnes pau-
vres.
Proviso.

Il peut aussi exempter du paiement des taxes municipales, les personnes pauvres de la municipalité et leurs biens.

Cette exemption ou convention ne s'étend pas aux travaux à faire aux cours d'eau, fossés de ligne, clôtures ou chemins de front, dépendant des biens imposables ainsi exemptés ou commués. 40 V., c. 29, s. 366.

§ 10.—*De l'infliction des punitions*

Amends ou
emprisonne-
ment.

4560. Le conseil peut, par tout règlement fait en vertu des dispositions du présent chapitre ou de la charte, décréter l'infliction des punitions par voie d'amende, au maximum de vingt piastres ou d'emprisonnement au maximum de trente jours, à la discrétion du tribunal, dans le but de faire exécuter chaque tel règlement.

Quand infli-
gées.

Ces punitions ne peuvent être infligées par le tribunal qu'en autant qu'elles sont décrétées par le règlement qui leur est relatif. 40 V., c. 29, s. 385.

§ 11.—*De l'expropriation pour des fins municipales*

Droits d'ex-
propriation.

4561. Le conseil peut s'approprier le terrain nécessaire à l'exécution des travaux ordonnés par lui dans les limites de ses attributions, en se conformant aux dispositions suivantes. 40 V., c. 29, s. 386.

Expropria-
tion des che-
mins maca-
damisés, etc.,
par le conseil.

4561a. Le conseil peut aussi s'approprier, en tout ou en partie, en se conformant aux lois d'expropriation, les chemins macadamisés ou empierrés dans la municipalité, appartenant à une ou à plusieurs compagnies. 62 V., c. 40, s. 3.

Consente-
ment de
certains pro-
priétaires,
exigé.

4562. Le conseil ne peut, sans le consentement du propriétaire, prendre, par voie d'expropriation, les propriétés suivantes :

1. Les propriétés appartenant à Sa Majesté ou tenues en fidéicommiss pour son usage ;
2. Celles occupées par le gouvernement fédéral ou le gouvernement provincial ;

3. Celles possédées ou occupées par des compagnies de chemin de fer, des fabriques, ou des institutions ou corporations religieuses, charitables ou d'éducation ;

4. Les cimetières, les évêchés, les presbytères et leurs dépendances. 40 V., c. 29, s. 387.

4563. Le conseil ne peut non plus, sans le consentement Nuisances. du propriétaire, nuire, en aucune manière, à un canal ou à une chaussée de moulin ou de manufacture, ni détourner le cours de l'eau alimentant un canal, un moulin ou une manufacture. 40 V., c. 29, s. 388.

4564. L'indemnité à payer, pour tout terrain sujet à Indemnité. expropriation, peut être fixée et arrêtée par convention entre le conseil et le propriétaire de ce terrain s'il est majeur et en possession de ses droits civils ; et il peut être également convenu qu'aucune indemnité ne sera accordée au propriétaire exproprié. 40 V., c. 29, s. 389.

4565. A défaut d'entente entre les parties, ou, si le pro- Nomination priétaire est mineur ou n'a pas l'exercice de ses droits civils, d'arbitres. la valeur du terrain en question, de même que tout ce qui entre en compensation de la valeur de ce terrain, est estimée par des arbitres nommés comme suit :—un par le conseil, un autre par le propriétaire ou de sa part, et un troisième par les deux premiers arbitres, ou si ces arbitres ne s'entendent pas, par un juge de la Cour supérieure, à la demande de l'une des parties intéressées. 40 V., c. 29, s. 390.

4566. Les arbitres procèdent au temps et au lieu fixés Procédures. par eux, et dont ils ont donné un avis spécial d'au moins dix jours aux parties intéressées.

Les arbitres, après avoir examiné et évalué le terrain et Décision des entendu les parties et leurs témoins, sous serment administré arbitres. par l'un d'eux s'ils le jugent à propos, donnent leur décision au moyen d'un certificat signé par eux ou par la majorité d'entre eux, qu'ils déposent au bureau du conseil.

Cette décision est finale et sans appel. 40 V., c. 29, s. 391. Décision finale.

4567. Dans toute décision, rendue par eux, les arbitres Ce qu'elle désignent le lot dont le terrain pris fait partie, indiquent le doit contenir. propriétaire de ce terrain ainsi que le règlement ou l'ordre du conseil en vertu duquel ce terrain est pris, et fixent le montant de l'indemnité, s'ils en accordent une, sinon ils en constatent le refus. 40 V., c. 29, s. 392.

4568. Sur le paiement ou l'offre légale du montant de Prise de pos- l'indemnité convenue ou accordée, ou sur le dépôt fait en session par la corporation.

Cas de résistance. vertu de l'article 4569, la corporation a droit de prendre possession du terrain.

Si quelqu'un résiste ou s'oppose à la prise de possession, un juge de la Cour supérieure peut, sur preuve de la décision des arbitres et du paiement ou de l'offre ou du dépôt, selon le cas, adresser son mandat à un huissier ou au shérif pour mettre la corporation en possession du terrain et faire cesser toute résistance ou opposition ; ce que l'huissier ou le shérif fait, en prenant avec lui l'assistance suffisante. 40 V., c. 29, s. 393.

Ratification de titre.

4569. Si le propriétaire exproprié est inconnu, ou si le conseil, par crainte de réclamation ou autre cause, juge à propos d'en agir ainsi, il dépose le montant de l'indemnité avec les intérêts pour six mois, au bureau du protonotaire du district, avec une copie de l'acte d'arrangement ou de la décision des arbitres ; et des procédés sont pris pour la ratification de tel acte ou de telle décision, en suivant les mêmes procédés et avec les mêmes effets que dans les demandes ordinaires en ratification de titre. 40 V., c. 29, s. 394.

§ 12.—*De la nomination d'arbitres*

Nomination d'un arbitre par le juge de la Cour supérieure.

4569a. Lorsque en vertu de dispositions de la loi ou de règlements existants, il y a lieu de nommer un ou des arbitres ou un tiers arbitre, et que l'une ou l'autre des parties refuse ou fait défaut de faire le choix dudit arbitre, après en avoir été dûment requis de la manière prévue par la loi ou stipulée dans un règlement, l'autre partie peut, par requête sommaire, dont avis a été signifié à la partie adverse, s'adresser à un juge de la Cour supérieure, qui a alors juridiction et pouvoir de faire la nomination.

Effet de la nomination.

Cette nomination est réputée et tenue, à toutes fins que de droit, comme le choix de la partie qui ne l'a pas faite. 1 Ed. VII, c. 27, s. 1.

SECTION XII

DE L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS RENDUS CONTRE LA CORPORATION

Paiement sur signification.

4570. Lorsqu'une copie d'un jugement, condamnant la corporation au paiement d'une somme de deniers, a été signifiée au bureau du conseil, le secrétaire-trésorier doit aussitôt, sur autorisation du conseil ou du maire, en acquitter le montant à même les fonds qui sont à sa disposition, selon la règle de l'article 4341. 40 V., c. 29, s. 395.

4571. S'il n'y a pas de fonds, ou si ceux qui sont à la disposition du secrétaire-trésorier sont insuffisants, le conseil doit, aussitôt après la signification du jugement, ordonner, par résolution, au secrétaire-trésorier de prélever, sur les biens imposables de la municipalité, une somme suffisante pour le mettre en état d'en acquitter le montant, avec intérêt et frais. 40 V., c. 29, s. 396. Prélèvement.
à défaut de
fonds.

4572. Le tribunal qui a rendu le jugement peut, sur requête à cet effet présentée en terme ou en vacance, accorder, de temps à autre, au conseil, tout délai qu'il croit nécessaire pour lui donner le temps de prélever le montant requis. 40 V., c. 29, s. 397. Délai à cet
effet.

4573. S'il n'a pas été satisfait au jugement, dans les deux mois après la signification qui en a été faite au conseil, ou à l'expiration du délai accordé par le tribunal ou convenu entre les parties, la personne qui l'a obtenu peut, en produisant le rapport de sa signification au bureau du conseil, faire émettre par le tribunal, sur réquisition par écrit à cet effet, un bref d'exécution contre la corporation, rapportable devant ce même tribunal aussitôt après le prélèvement du montant du jugement et des frais. 40 V., c. 29, s. 398. Bref d'exécu-
tion.

4574. Ce bref est attesté et signé par le greffier ou par le protonotaire, scellé du sceau du tribunal et adressé au shérif du district où est située la municipalité auquel il enjoint entre autre choses : Forme et con-
tenu du bref.

1. De prélever de la corporation, avec toute la diligence possible, le montant de la dette, des intérêts et des frais tant du jugement que de la saisie-exécution ;

2. A défaut de paiement immédiat par la corporation,

a. De répartir le montant des deniers recouvrables, sur tous les biens imposables de la municipalité, à proportion de la valeur portée au rôle d'évaluation, avec les mêmes pouvoirs et les mêmes obligations et sous les mêmes pénalités que le feraient le conseil et le secrétaire-trésorier, auxquels il est substitué de droit relativement au prélèvement de ces deniers ;

b. De dresser, sans délai, un rôle spécial de perception ;

c. De publier ce rôle spécial, dans la municipalité, en la manière requise par l'article 4549 ;

d. D'exiger et percevoir les sommes portées au rôle spécial de perception, de la manière et dans les délais prescrits aux articles 4549 et 4550 ;

e. A défaut de paiement de ces sommes par les personnes qui y sont obligées, de les prélever avec dépens sur leurs biens meubles, en la manière prescrite en l'article 4551 et les suivants jusqu'à l'article 4556 inclusivement ;

De vendre les biens-fonds affectés à ces sommes, à défaut de paiement, de la même manière et avec les mêmes effets, que s'il agissait en vertu d'un bref *de terris* émané de la Cour supérieure du district ;

3. De faire rapport au tribunal des deniers prélevés et de ses procédés, aussitôt que le montant de la dette, des intérêts et des frais a été perçu, ou, de temps à autre, sur ordre du tribunal. 40 V., c. 29, s. 399.

Devoir du
shérif.

4575. Il est du devoir du shérif d'exécuter, sans délai, par lui ou par ses officiers, les ordres qui lui sont donnés par ce bref ou par tout autre ordre subséquent émané du tribunal. 40 V., c. 29, s. 400.

Accès aux
archives.

4576. Le shérif a libre accès aux registres, rôles d'évaluation, rôles de perception, et autres documents déposés au bureau du conseil, et peut requérir les services des officiers municipaux de ce conseil, sous les mêmes pénalités que si ces services étaient requis par le conseil lui-même. 40 V., c. 29, s. 401.

Droits et
pouvoirs.

4577. Il se met en possession du rôle d'évaluation et de tous les autres documents qui lui sont nécessaires, pour l'exécution du jugement et des ordres du tribunal.

Sur refus ou négligence du conseil ou des officiers municipaux de lui remettre ces documents, il est autorisé à en prendre possession. 40 V., c. 29, s. 402.

Rôle spécial
de percep-
tion.

4578. S'il est impossible à l'officier saisissant de se procurer le rôle d'évaluation devant servir de base à la perception des deniers, ou s'il n'y a pas de rôle, le shérif procède, sans délai, à faire l'évaluation des biens imposables, et il est autorisé à baser le rôle spécial de perception des deniers recouvrables sur cette évaluation, comme si elle était le rôle d'évaluation en vigueur.

Frais.

Les frais encourus pour cette évaluation, tels que taxés par le tribunal d'où est émané le bref, font partie des frais d'exécution et sont recouvrables contre la corporation. 40 V., c. 29, s. 403.

Comment
taxés.

4579. Les honoraires, frais et déboursés du shérif sont taxés par le juge du tribunal, d'où est émané le bref d'exécution, à sa discrétion. 40 V., c. 29, s. 404.

Remise des
documents,
après percep-
tion.

4580. Le shérif remet une copie de son rôle spécial de perception, et tout autre rôle ou document dont il s'est mis en possession, au bureau du conseil, après avoir recouvré le montant entier porté au bref d'exécution avec intérêts et frais. 40 V., c. 29, s. 405.

4581. Les arrérages dus en vertu du rôle spécial de Arrérages. perception du shérif, appartiennent à la corporation, et peuvent être recouverts par elle, comme toute autre taxe municipale.

Le surplus, s'il y en a entre les mains du shérif, appartient Surplus. à cette corporation. 40 V., c. 29, s. 406.

4582. Le shérif peut obtenir du tribunal tout ordre pro- Ordres de la cour. pre à faciliter et à assurer l'exécution complète du bref qui lui a été adressé. 40 V., c. 29, s. 407.

4583. Si la corporation, contre laquelle a été rendu le Vente des biens de la corporation. jugement, possède des biens en son nom seul, ces biens peuvent être saisis et exécutés en la manière prescrite au Code de procédure civile.

Si ces biens sont hypothéqués pour la dette qui fait l'objet S'ils sont hypothéqués. du jugement, ils doivent être vendus avant l'émission du bref mentionné en l'article 4573. 40 V., c. 29, s. 408.

SECTION XIII

DU RECOUVREMENT DES AMENDES

§ 1.—*Dispositions générales*

4584. Les amendes imposées par les règlements du con- Tribunal de- seil ou par les dispositions de ce chapitre ou de la charte, vant lequel les amendes sont recouvrables devant la Cour de magistrat du comté ou devant la Cour de circuit du comté ou du district dans les limites desquels elles ont été encourues, ou devant un juge de paix résidant dans la municipalité s'il y en a un, sinon devant un juge de paix résidant dans une municipalité voisine dans le district. 40 V., c. 29, s. 409.

4585. Toutes les amendes encourues par une même per- Poursuite. sonne peuvent être comprises dans la même poursuite. 40 V., c. 29, s. 410.

4586. Toutes poursuites en recouvrement de ces amon- Prescription. des doivent être commencées dans les six mois après le jour où elles ont été encourues, sous peine de déchéance. 40 V., c. 29, s. 411.

4587. Telle poursuite peut être instituée par toute per- Qui peut sonne majeure en son nom particulier, ou par le maire au poursuivre. nom de la corporation. 40 V., c. 29, s. 412.

4588. Toute telle poursuite peut être décidée sur le ser- Preuve. ment d'un témoin digne de foi. 40 V., c. 29, s. 413.

A qui appartient l'amende.

4589. Les amendes recouvrées en vertu des règlements du conseil ou des dispositions de ce chapitre ou de la charte, appartiennent, à moins qu'il ne soit autrement prescrit, pour une moitié au poursuivant, et pour l'autre moitié à la corporation.

Si la poursuite a été instituée au nom de la corporation, l'amende appartient en entier à la corporation.

Si l'amende est due par la corporation, elle appartient en entier au poursuivant. 40 V., c. 29, s. 414.

Emprisonnement à défaut de paiement.

4590. A défaut du paiement de l'amende infligée par le tribunal et des frais, dans les quinze jours après le prononcé de la sentence, la personne condamnée peut être incarcérée pour un temps n'excédant pas trente jours, lequel emprisonnement cesse néanmoins sur paiement de la somme due.

Décharge.

Cet emprisonnement décharge la personne, qui le subit, de son obligation de satisfaire au jugement prononcé contre elle. 40 V., c. 29, s. 415.

Si la plainte est déboutée.

4591. Le demandeur ou le plaignant qui a été débouté avec dépens de sa demande ou de sa plainte est passible d'emprisonnement pour le paiement d'iceux, de la manière et dans le délai prescrits en l'article précédent. 40 V., c. 29, s. 416.

§ 2.—*Des poursuites devant les juges de paix*

Procédure.

4592. Les poursuites instituées devant les juges de paix, en vertu de l'article 4584, sont entendues et décidées par eux, d'après les règles ordinaires de la procédure usitées relativement aux ordres et convictions sommaires, sauf en ce qu'elles sont incompatibles avec les dispositions du présent chapitre. 40 V., c. 29, s. 417.

Affidavit non requis.

4593. Nulle déposition ou information préalable sous serment n'est requise du demandeur ou du plaignant, dans ces poursuites, pourvu que l'objet de la plainte ou de la demande soit suffisamment énoncé dans le bref ou dans une déclaration annexée au bref. 40 V., c. 29, s. 418.

Délais d'assignation.

4594. Le délai de l'assignation est d'au moins deux jours juridiques entre le jour de la signification et celui du rapport. 40 V., c. 29, s. 419.

Audition par le juge de paix.

4595. Au jour du rapport de l'assignation ou du mandat, le juge de paix qui a signé le bref d'assignation ou le mandat, a droit de siéger seul pour l'audition et la décision de la cause.

Il peut néanmoins requérir l'assistance de tout autre juge *Assistance.*
de paix ayant juridiction dans le district. 40 V., c. 29, s.
420.

4596. Les rapports de signification faits par les huissiers, *Rapports.*
sont faits sous leur serment d'office. 40 V., c., 29, s. 421.

4597. Le juge de paix ou le greffier prend des notes des *Notes des té-*
parties importantes du témoignage. *moignages.*

Ces notes, signées par le juge de paix siégeant, font partie
du dossier. 40 V., c. 29, s. 422.

4598. Le jugement du tribunal est exécutoire à l'expir- *Exécution*
ation de quinze jours de sa date. 40 V., c. 29, s. 423. *des juge-*
ments.

4599. Tout constable ou officier de police peut et doit, *Arrestation à*
s'il en est requis par le maire ou par un autre membre du *vue.*
conseil ou par le conseil lui-même, lorsqu'il en est ainsi or-
donné par un règlement du conseil, appréhender et arrêter
à vue toute personne trouvée en contravention avec les dispo-
sitions de tel règlement et punissable par amende, et la con-
duire devant un juge de paix pour y être traitée suivant la
loi. 40 V., c. 29, s. 424.

4600. Le dossier de toute poursuite est remis par celui *Remise du*
qui en est le dépositaire, au juge de paix sur son ordre, s'il *dossier, en*
y a appel du jugement à la Cour supérieure. 40 V., c. 29, *cas d'appel.*
s. 425.

§ 3.—*De l'appel à la Cour supérieure*

4601. Il y a droit d'appel à la Cour supérieure de tout *En quels cas.*
jugement rendu par des juges de paix ou des magistrats de
district, sur des poursuites instituées en vertu des dispositions
de ce chapitre, de la charte, ou des règlements du conseil.
40 V., c. 29, s. 426.

4602. La partie qui appelle doit, dans les dix jours juri- *Cautionne-*
diques qui suivent le prononcé du jugement, fournir, devant *ment.*
le protonotaire, bonne et suffisante caution de poursuivre
effectivement l'appel, de satisfaire à la condamnation et de
payer les dommages adjugés et les frais encourus tant devant
le tribunal inférieur qu'en appel, au cas où le jugement est
confirmé. 40 V., c. 29, s. 427.

4603. Les cautions doivent justifier, à la satisfaction du *Preuve de*
protonotaire, de leur solvabilité au montant d'au moins cent *solvabilité.*
piastres en sus de toutes dettes, et ce, sous serment si le
protonotaire le juge à propos.

Une seule caution suffit. 40 V., c. 29, s. 428.

Une caution
suffit.

- Requête et son contenu.** **4604.** L'appel est porté par une requête où sont énoncés sommairement le titre de la cause, la date du jugement, le cautionnement fourni, les griefs d'appel et les conclusions tendant à l'infirmité du jugement et à la prononciation de celui qui devait être rendu, et le jour de la présentation de la requête au tribunal ou au juge. 40 V., c. 29, s. 429.
- Signification.** **4605.** Une copie de cette requête, certifiée par le procureur de l'appelant, avec l'avis du jour de sa présentation, doit être signifiée dans les quinze jours qui suivent le prononcé du jugement, à l'intimé ou à son procureur, et au juge de paix ou à l'un des juges de paix qui ont rendu le jugement, ou à leur greffier. 40 V., c. 29, s. 430.
- Transmission du dossier.** **4606.** Entre le jour de cette signification et celui de la présentation de la requête d'appel au tribunal ou au juge, les juges de paix transmettent le dossier au protonotaire, avec un certificat attestant que les documents transmis sont tous les papiers, documents et témoignages se rattachant à la cause. 40 V., c. 29, s. 431.
- Sursis d'exécution.** **4607.** L'exécution du jugement, dont il y a appel, est suspendue jusqu'à la décision de la Cour supérieure ou du juge, si une copie de la requête en appel a été signifiée, dans le délai prescrit, aux juges de paix ou à leur greffier, à défaut de quoi le jugement peut être exécuté. 40 V., c. 29, s. 432.
- Présentation de la requête.** **4608.** La requête en appel est présentée à la Cour supérieure, séance tenante, ou à un juge de ce tribunal, en chambre, dans les trente jours après le prononcé du jugement, à peine de déchéance.
- Si le juge est absent.** Si la requête doit être présentée en chambre, et que le juge soit absent, elle est produite au bureau du protonotaire.
- L'appelant produit alors le rapport de l'huissier constatant les significations requises. 40 V., c. 29, s. 433.
- Procédure est sommaire.** **4609.** La requête en appel est entendue et décidée d'une manière sommaire; il ne peut être entendu de nouveaux témoins. 40 V., c. 29, s. 434.
- Jugement.** **4610.** Il y a lieu à l'infirmité du jugement, seulement dans le cas où une injustice réelle a été commise, et en aucun cas à cause d'une variante ou d'un défaut de formalité de peu d'importance.
- S'il y a objections.** S'il est formulé des objections qui n'affectent pas le fonds du litige, le tribunal ou le juge peut faire des amendements à la procédure, qui est ensuite suivie comme si elle eût été régulière en premier lieu. 40 V., c. 29, s. 435.

4611. Aussitôt après la reddition du jugement, le dossier doit être transmis, avec une copie du jugement statuant sur l'appel, et un certificat des frais taxés, au tribunal inférieur, sous l'autorité duquel sont prélevés tous les frais encourus, même ceux faits en appel. 40 V., c. 29, s. 436. Transmission
du dossier au
tribunal infé-
rieur.

4612. Tout appelant qui néglige de faire la signification requise par l'article 4605, ou qui, l'ayant faite, néglige de poursuivre l'appel d'une manière effective, est censé l'avoir déserté, et le tribunal ou le juge, sur la demande de l'intimé, le déclare déchu de tous les droits fondés sur cet appel, avec dépens en faveur de l'intimé, et ordonne la transmission du dossier au tribunal inférieur. 40 V., c. 29, s. 437. Forclusion
d'appel.

4613. Les cautions sont tenues de satisfaire au jugement sous peine de saisie-exécution de la même manière que le principal, quinze jours après que le jugement leur a été signifié. 40 V., c. 29, s. 438. Responsabi-
lité des cau-
tions.

4614. Il n'y a pas d'appel, en vertu des dispositions du présent chapitre, contre un jugement rendu par un juge de la Cour supérieure, concernant les matières municipales. 40 V., c. 29, s. 439. Jugements
non appela-
bles.

4615. Les jugements, décisions ou convictions, susceptibles d'appel en vertu de ce chapitre, ne peuvent être infirmés par *certiorari* à la Cour supérieure ou à la Cour de circuit. 40 V., c. 29, s. 440. Jugements,
non attaqu-
ables, par cer-
tiorari.

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 35

Loi accordant le droit de vote aux filles majeures et aux veuves, en matières municipales et scolaires

[Sanctionnée le 24 juin, 1892]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Les filles majeures et les veuves ont le droit de figurer sur la liste des électeurs de toute cité, ville, village ou municipalité rurale, et de voter à toutes les élections municipales et sur toutes les questions soumises aux électeurs, lorsqu'elles possèdent les autres qualités exigées par la loi. Droit de vo-
ter des filles
majeures et
des veuves
aux élections
municipales.

Elles ont également le droit de voter aux élections commissaires ou syndics d'écoles, et de voter sur toute affaire scolaire soumise aux électeurs, lorsqu'elles possèdent les autres qualités exigées par la loi. Aux élections
scolaires.

Loi de l'inst. pub., le C. M. et les chartes, amendés. **2.** Les lois relatives à l'instruction publique et aux corporations de ville, le Code municipal et toutes les chartes de cités, villes et villages, seront interprétés de manière à rendre effectives les dispositions de la section précédente.

Application de la loi. **3.** Cette loi ne s'appliquera pas aux cités ni aux villes dont la charte contient des règlements concernant cette matière.

60 VICTORIA, CHAPITRE 58

Loi prohibant les affiches indéccentes dans les rues et places publiques

[Sanctionnée le 9 janvier, 1897]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Affiches prohibées. **1.** L'affichage ou exhibition dans les rues, ruelles ou places publiques d'une cité ou ville, d'affiches illustrées et de programmes de spectacles, ayant pour but d'annoncer des spectacles, des comédies ou des opéras, contenant des nudités ou semi-nudités, ou tous autres tableaux, affiches ou annonces ayant pour effet de familiariser avec le vice et le crime, sont interdits, sous peine d'une amende n'excédant pas cinquante piastres pour chaque offense, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois dans la prison commune.

Pénalité pour infraction.

Devoirs des chefs de police et autres, relativement à ces affiches, etc. **2.** Les chefs ou surintendants ou préfets de police et les autres officiers de paix sont responsables de l'exécution de cette loi, et ces officiers doivent faire arrêter et punir les délinquants et détruire et confisquer toute chose imprimée de la nature mentionnée dans la présente loi, et ainsi exhibée ou en la possession des délinquants.

Lois applicables aux poursuites. **3.** Les poursuites en vertu de cette loi sont régies par les dispositions de la PARTIE LVIII du Code criminel, 1892.

4 EDOUARD VII, CHAPITRE 21

Loi concernant les Cours de recorder

[Sanctionnée le 2 juin, 1904]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre a été refondu, moins les sections 2 et 3 qui restent en vigueur et se lisent comme suit :

2. Toute nomination d'un greffier d'une Cour de recorder faite jusqu'ici par le conseil d'une ville est, par la présente loi, ratifiée et confirmée comme le sont aussi les actes de tel greffier. Nominations ratifiées.

3. Cette loi n'affectera pas les causes pendantes dans lesquelles la légalité des actes du greffier est mise en question. Causes pendantes

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

8 EDOUARD VII, CHAPITRE 3

Loi autorisant les municipalités à contribuer à la célébration du trois centième anniversaire de la fondation de Québec

[Sanctionnée le 25 avril, 1908]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Il est loisible au conseil municipal de toute municipalité, constituée en corporation en vertu d'une loi générale ou par une charte spéciale, de contribuer à la célébration du trois centième anniversaire de la fondation de la cité de Québec et de l'établissement de la civilisation sur les bords du fleuve St-Laurent par Samuel de Champlain, et, à ces fins, de voter, par règlement, à la commission nommée à cet effet par le gouvernement du Canada, une subvention destinée à la commémoration de ces grands événements et à l'acquisition, à la conservation et à l'embellissement des grands champs de bataille historiques de Québec, ainsi qu'à la construction d'un musée dans la cité de Québec. Municipalités autorisées à voter une subvention pour la célébration du trois centième anniversaire de la fondation de Québec.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.

STATUTS REFONDUS DE QUÉBEC, 1888

TITRE XI, CHAPITRE III

SECTION II

DE LA CONSTITUTION EN CORPORATION DES COMPAGNIES A
FONDS SOCIAL

NOTE.—*Les amendements postérieurs aux Statuts refondus de 1888 et antérieurs à la refonte de 1909, sont refondus dans la présente reproduction de la loi corporative des compagnies à fonds social qui est encore applicable à certaines compagnies. Voir S. R., 1909, art. 6090.*

§ 1.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

Citation. **4694.** Cette section peut être citée sous le nom de “Loi corporative des compagnies à fonds social.” 31 V., c. 25, s. 57.

Interprétation : **4695.** Les expressions suivantes, usitées dans la présente section, et dans les lettres patentes principales et lettres patentes supplémentaires, octroyées en vertu d'icelle, ont, à moins qu'il n'y ait quelque chose dans la teneur ou le contexte qui répugne à cette interprétation, la signification suivante :

“Lettres patentes ;” 1. L'expression “lettres patentes” signifie les lettres patentes constituant en corporation toute compagnie pour laquelle une des fins de cette section ;

“Lettres patentes supplémentaires ;” 2. L'expression “lettres patentes supplémentaires” signifie les lettres patentes octroyées, pour augmenter ou diminuer le fonds social de la compagnie, ou pour en changer le nom ;

“Compagnie” ; 3. L'expression “la compagnie” signifie la compagnie constituée par lettres patentes ;

“Entreprise” ; 4. L'expression “l'entreprise” signifie l'ensemble des travaux et des affaires de toute espèce que la compagnie est autorisée à poursuivre ;

“Biens-fonds ou terre ;” 5. L'expression “biens-fonds” ou “terre” comprend toutes propriétés immobilières de quelque nature que ce soit ;

“Actionnaires.” 6. L'expression “actionnaires” signifie tout souscripteur, ou porteur d'actions dans la compagnie, et s'étend et s'applique aux représentants personnels de l'actionnaire. 31 V., c. 25, s. 1, et 44-45 V., c. 11, s. 5.

§ 2.—*De l'octroi de la charte de la compagnie*

Charte octroyée par lettres patentes. **4696.** 1. Le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes émises sous le grand sceau, octroyer une charte à tout nombre de personnes n'étant pas moins de cinq, qui en font la demande.

2. Cette charte constitue les requérants et toutes autres personnes qui peuvent devenir actionnaires de la compagnie formée par cette charte, en corporation et corps politique pour quelqu'une des fins du ressort de cette Législature, excepté la construction et l'exploitation des chemins de fer et les affaires d'assurance. Effet de la charte.

3. Il n'est pas nécessaire qu'il soit passé un arrêté en conseil pour l'octroi de cette charte, mais le lieutenant-gouverneur peut l'accorder sur un rapport favorable du procureur général. Mode de l'accorder. 4 Ed. VII, c. 33, s. 1.

4697. Les personnes qui désirent être constituées en corporation peuvent, au moyen d'une requête, demander au lieutenant-gouverneur, par l'entremise du secrétaire de la province, d'émettre ces lettres patentes, et, dans cette requête, ils doivent indiquer: Requête pour lettres patentes.

- (a) Le nom social de la compagnie projetée, lequel devra pas être celui d'une autre compagnie, ni un nom sujet à être confondu avec celui d'une autre compagnie ou autrement inadmissible pour quelque raison d'intérêt public; Contenu de la requête.
- (b) L'objet pour lequel la constitution de la compagnie en corporation est demandée;
- (c) L'endroit, dans les limites de la province, choisi comme le siège principal des affaires de la compagnie;
- (d) Le chiffre projeté du fonds social;
- (e) Le nombre des actions et le montant de chaque action;
- (f) Le nom en toutes lettres, ainsi que l'adresse et la profession de chaque requérant, avec mention spéciale des noms d'au moins trois et de quinze au plus d'entre eux qui devront être les premiers directeurs de la compagnie,—la majorité de ces directeurs devant résider au Canada et être composée de sujets de Sa Majesté;
- (g) Le montant des actions souscrites par chaque requérant et par toutes autres personnes qui y sont nommées, et le montant payé sur les actions de chacun d'entre eux, s'il y en a eu. 4 Ed. VII, c. 33, s. 1.

4698. La requête peut demander l'insertion, dans les lettres patentes, de toute disposition qui sans cela pourrait être, en vertu de la présente section, incorporée dans quelque règlement de la compagnie après son organisation; et la disposition ainsi insérée ne pourra, à moins d'énonciation contraire dans les lettres patentes, être révoquée ni modifiée par règlement. 4 Ed. VII, c. 33, s. 1. Autres allégations dans la requête.

4699. 1. Avant l'émission des lettres patentes, les requérants doivent établir, à la satisfaction du secrétaire de la province, les conditions préalables à l'octroi. Conditions préalables à l'octroi.

province, ou de tout autre officier chargé, par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, de faire un rapport sur cette matière, que leur requête est suffisante, que les faits y allégués sont vrais et suffisants, et en outre que les requérants, et plus particulièrement que les directeurs, provisoirement nommés, sont des personnes de moyens réputés suffisants pour justifier cette requête.

Pouvoir du
secrétaire.

2. A cette fin, le secrétaire ou tel autre officier peut prendre et conserver comme minute tout témoignage nécessaire rendu par écrit, sous serment ou sous affirmation, et peut administrer tout serment ou toute affirmation requis. 4 Ed. VII, c. 33, s. 1.

Contenu des
lettres
patentes.

4700. Les lettres patentes récitent les assertions principales contenues dans la requête, telles qu'ainsi établies. 4 Ed. VII, c. 33, s. 1.

Pouvoir du
lieutenant-
gouverneur
quant au
nom.

4701. Le lieutenant-gouverneur peut, s'il le juge à propos, donner à la compagnie un nom différent de celui choisi par les requérants, si ce nom est sujet à objection, et prescrire que l'objet pour lequel la compagnie est constituée soit changé. 4 Ed. VII, c. 33, s. 1.

Si la Cie
porte le même
nom qu'une
autre.

4702. S'il arrive que le nom d'une compagnie constituée comme susdit, est le même que celui d'une autre compagnie existante, ou lui ressemble au point de créer de la confusion, le lieutenant-gouverneur peut ordonner l'émission de lettres patentes supplémentaires aux fins de changer ce nom en celui qui sera choisi.

Ces lettres patentes supplémentaires doivent se rapporter aux lettres patentes antérieures.

Effet du
changement.

Le changement de nom n'affecte pas les droits ou les obligations de la compagnie. 4 Ed. VII, c. 33, s. 1.

Changement
de nom.

4703. Lorsqu'une compagnie, constituée en vertu de cette section, désire adopter un autre nom social, le lieutenant-gouverneur peut, sur requête à cette fin, accorder des lettres patentes supplémentaires, s'il juge que ce changement de nom n'est pas fait dans un but inavouable ou illégitime; lesquelles lettres patentes sont faites comme celles dont il est parlé dans l'article précédent et ont les mêmes effets à toutes fins et intentions. 4 Ed. VII, c. 33, s. 1.

Avis de
l'émission des
lettres patentes.

4704. Avis du fait de l'émission des lettres patentes est immédiatement donné, par le secrétaire de la province, dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule de la cédule A de la présente section; et, à compter de la date des lettres patentes, les personnes qui y sont nommées et leurs succes-

seurs, sont constituées en corporation et corps politique sous le nom y mentionné. 4 Ed. VII, c. 33, s. 1.

4704a. Lorsqu'une compagnie constituée en vertu de cette section désire obtenir des pouvoirs additionnels ou la modification ou la révocation d'une énonciation faite dans les lettres patentes en vertu de l'article 4698, le lieutenant-gouverneur peut, sur requête à cette fin, accorder des lettres patentes supplémentaires conférant ces pouvoirs ou autorisant cette modification ou cette révocation, lesquelles lettres patentes sont faites comme celles dont il est parlé dans l'article 4702. Pouvoirs additionnels, comment accordés.

Avis de l'émission de ces lettres patentes supplémentaires est immédiatement donné par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*. 4 Ed. VII, c. 33, s. 1. Avis des lettres patentes en ce cas.

4704b. La compagnie ne doit pas commencer ses opérations ni contracter aucune obligation avant que dix pour cent de son capital autorisé ait été souscrit et versé, et qu'une déclaration attestée sous serment par le secrétaire de la compagnie établissant ce fait ait été déposée au département du Secrétaire de la province. Quand la Cie peut commencer ses opérations.

Si l'objet pour lequel la compagnie est formée exige qu'elle possède des biens-fonds, pas plus de cinq par cent du capital employé à l'acquisition d'immeubles ne peut contribuer à former ce montant de dix pour cent. Percentage du capital qui peut consister en immeubles.

Les directeurs de la compagnie sont conjointement et solidairement responsables avec elle, dans tous les cas où elle fait quelque opération ou contracte une obligation avant que la condition ci-dessus ait été remplie. 4 Ed. VII, c. 33, s. 1. Responsabilité des directeurs.

4704c. Quand les lettres patentes renferment quelque erreur de nom ou une désignation inexacte, ou quelque faute de copiste, le secrétaire de la province peut, sur requête de la compagnie, s'il n'y a pas de réclamation contraire, ordonner que les lettres patentes vicieuses soient corrigées ou annulées et qu'il en soit émis de correctes en leurs lieu et place. Correction des lettres patentes, etc.

Les lettres patentes corrigées ou les nouvelles lettres patentes ont le même effet que si elles avaient été émises correctement à la date des lettres patentes originales, et les droits acquis des tiers ne sont pas affectés par telle correction ou telle nouvelle émission. Effet des lettres patentes corrigées, etc.

Avis de la correction des lettres patentes ou de l'émission des nouvelles lettres patentes est immédiatement donné par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*. 9 Ed. VII, c. 60, s. 1. Avis de la correction, etc.

§ 3.—*Des pouvoirs généraux de la compagnie*

Pouvoirs
généraux de
la compagnie.

4705. Toute compagnie ainsi constituée peut acquérir, posséder, aliéner et transférer les propriétés foncières qui sont nécessaires à ses entreprises; elle devient immédiatement investie de tous les droits, réels et personnels, possédés jusqu'alors par elle ou pour elle en vertu de tout fidéicomis créé en vue de sa charte, et de tous les pouvoirs, privilèges et immunités requis, pour la poursuite de ses entreprises, comme si elle eût été constituée par une charte accordée par le pouvoir législatif, la constituant sous ce nom une corporation et un corps politique, et comprenant toutes les dispositions de la présente section et des lettres patentes.

Emission de
billets pour
certaines fins.

La compagnie peut, par simple résolution, émettre des billets à ordre ou au porteur pour régler des comptes ou autres affaires courantes; elle peut, en outre, sur résolution des deux tiers des actionnaires présents réunis en assemblée spéciale convoquée à cet effet, émettre des obligations ou débentures jusqu'à concurrence des deux tiers de la valeur totale des biens immobiliers.

Emission
d'obliga-
tions.

Ces obligations ou débentures, après leur enregistrement au bureau ou aux bureaux de la division ou des divisions d'enregistrement où se trouvent situés les immeubles de la dite compagnie (lesquels doivent être décrits dans un avis au registrateur à cet effet) constituent, en faveur des porteurs, une créance privilégiée contre la compagnie, et donnent un droit de préférence sur toutes autres dettes et réclamations contre la compagnie, postérieures à l'émission des obligations.

Privilège
attaché aux
obligations.
Pouvoir de
donner une
hypothèque à
des fidéicom-
missaires
pour garantir
le paiement
des obliga-
tions.

Pour assurer le paiement de ses obligations ou débentures, la compagnie peut, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés, donner à un ou à plusieurs fidéicommissaires une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en mentionnant l'émission et le montant des obligations ou débentures ainsi garanties; et cette hypothèque, après avoir été enregistrée, est une garantie valide en faveur des porteurs de ces débentures, émises avant ou après la constitution de cette hypothèque, nonobstant l'article 2017 du Code civil.

Mot "com-
pagnie" in-
terprété.

Le mot "compagnie", dans le paragraphe précédent, doit être interprété comme comprenant toute compagnie constituée en corporation en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou de la Législature d'une province du Canada autorisée à émettre des débentures et à les garantir par hypothèque. 4 Ed. VII, c. 33, s. 1.

Subdivision
des actions.

4705a. Les directeurs de la compagnie peuvent, à toute époque, faire un règlement pour subdiviser les actions existantes en actions d'une moindre quotité. 4 Ed. VII, c. 33, s. 1.

4705b. Les directeurs de toute compagnie dont le capital a été divisé, soit par les lettres patentes constituant la compagnie, soit par un règlement, en actions privilégiées et en actions ordinaires, peuvent, par règlement, avec le consentement des deux tiers des porteurs de ces actions privilégiées, annuler cette division en actions privilégiées et en actions ordinaires, et déclarer que, par la suite, toutes les actions seront du même rang.

Annulation de la division des actions en actions privilégiées et ordinaires.

Mais aucun tel règlement ne devient exécutoire qu'après avoir été approuvé par le vote de pas moins des deux tiers en valeur des actionnaires présents ou représentés par procureur à une assemblée générale de la compagnie légalement convoquée pour le prendre en considération, et qu'après avoir été ensuite confirmé par des lettres patentes supplémentaires.

Approbation des actionnaires et lettres patentes requises pour donner effet à l'annulation.

Toutefois si le règlement est unanimement approuvé lors de cette assemblée, les lettres patentes supplémentaires ne sont pas requises. 4 Ed. VII, c. 33, s. 1.

Quand lettres patentes ne sont pas requises.

4706. Les directeurs de la compagnie, s'il le jugent à propos, peuvent, en tout temps, après que la totalité du fonds social de la compagnie a été répartie et versée, mais non avant, faire un règlement pour augmenter le fonds social de la compagnie jusqu'au montant qu'ils considèrent comme nécessaire pour atteindre d'une manière efficace les objets de la compagnie.

Augmentation du fonds social.

Ce règlement doit énumérer le nombre et la valeur des actions du nouveau fonds social, — et prescrire la manière dont il doit être réparti; à défaut de ce faire, les directeurs ont le contrôle absolu de la répartition. 31 V., c. 25, s. 9.

Contenu du règlement à cet effet.

4707. S'ils le jugent à propos, en tout temps, les directeurs de la compagnie peuvent passer un règlement, pour diminuer le fonds social de la compagnie, jusqu'au montant qu'ils jugent suffisant pour lui permettre de poursuivre son entreprise, et qui est considéré expédient.

Diminution du fonds social.

Ce règlement doit énumérer le nombre et la valeur des actions du fonds social, ainsi diminué, la répartition d'ice-lui, et les règles qui déterminent la manière dont elle doit être faite. 31 V., c. 25, s. 10.

Contenu du règlement à cet effet.

4708. Nul règlement, pour augmenter ou diminuer le fonds social ou pour subdiviser les actions de la compagnie, n'a cependant de vigueur ou d'effet qu'après avoir été sanctionné par un vote de pas moins des deux tiers en valeur de tous les actionnaires, à une assemblée générale de la compagnie, dûment convoquée dans le but de prendre le règlement en considération, et qu'après qu'il a été confirmé par

Approbation des règlements.

des lettres patentes supplémentaires. 31 V., c. 25, s. 11 ; 2 Ed. VII, c. 31, s. 2.

Requête pour lettres patentes supplémentaires.

4709. 1. En tout temps, mais pas plus de six mois après la sanction du règlement, les directeurs peuvent présenter une requête au lieutenant-gouverneur, par l'entremise du secrétaire de la province, pour l'émission de lettres patentes supplémentaires confirmant ce règlement.

Production du règlement à cet effet.

2. Avec la requête, ils doivent produire le règlement et établir,—à la satisfaction du secrétaire ou de tel autre officier chargé par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, de faire un rapport sur cette matière,—que le règlement a été dûment passé et sanctionné et que l'augmentation ou la diminution à laquelle il pourvoit est de bonne foi.

Pouvoirs de l'officier qui fait rapport.

3. A cette fin, le secrétaire ou tel officier peut prendre et conserver comme minute tout témoignage nécessaire rendu par écrit, sous serment ou sous affirmation, et il peut administrer le serment et l'affirmation requis. 31 V., c. 25, s. 12.

Octroi de lettres patentes supplémentaires.

4710. Sur preuve ainsi dûment faite, le lieutenant-gouverneur peut octroyer, sous le grand sceau, les lettres patentes supplémentaires demandées ; et avis doit en être immédiatement donné par le secrétaire de la province, dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule de la cédule B de la présente section.

Effet de cet octroi.

A compter de la date des lettres patentes supplémentaires, le fonds social de la compagnie est et reste augmenté ou diminué, selon le cas, jusqu'au montant, de la manière et sujet aux conditions exposées dans le règlement ; la totalité du fonds social, ainsi augmenté ou diminué, est soumise à toutes les dispositions de cette section, de la même manière, autant qu'il se peut, que si toute partie d'icelui eût fait partie du fonds social primitif de la compagnie. 31 V., c. 25, s. 13 ; 58 V., c. 37, s. 1.

Pouvoirs de la compagnie soumis à cette section.

4711. Tous les pouvoirs accordés à la compagnie, par les lettres patentes et les lettres patentes supplémentaires qui sont émises en sa faveur, sont exercés conformément aux dispositions et restrictions contenues dans la présente section. 31 V., c. 25, s. 14.

§ 4.—Des directeurs de la compagnie

Directeurs.

4712. Les affaires de la compagnie sont administrées par un bureau de pas moins de trois, ni de plus de quinze directeurs.

Pouvoirs des directeurs.

Les personnes désignées comme directeurs dans les lettres patentes, sont les directeurs de la compagnie, jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par d'autres dûment nommées en

leurs lieu et place. 31 V., c. 25, ss. 15 et 16 ; 2 Ed. VII, c. 31, s. 3.

4713. Nulle personne n'est ensuite élue ou nommée ^{Qualités des} directeur, à moins qu'elle ne soit actionnaire, qu'elle ne pos- ^{directeurs.} sède des actions en son droit propre et absolu, et qu'elle ne soit quitte de tout arrérage sur les versements payables sur ces actions.

La majorité des directeurs subséquents de la compagnie, ^{Majorité des} doit être de plus, en tout temps, composée de personnes rési- ^{directeurs} dant en Canada, et sujets de Sa Majesté par naissance ou par ^{subséquents} naturalisation. 31 V., c. 25, s. 17.

4714. Les directeurs subséquents sont élus par les ac- ^{Election des} tionnaires, réunis en assemblée générale de la compagnie, ^{directeurs} aux époques, de la manière, et pour un temps n'excédant ^{subséquents.} pas deux ans, fixés par les lettres patentes, où, à leur défaut, par les règlements. 31 V., c. 25, s. 18.

4715. A défaut seulement d'autres dispositions expresses ^{Défaut de} à cet égard, contenues dans les lettres patentes ou les règle- ^{dispositions} ments de la compagnie ; ^{expresses.}

1. Cette élection doit avoir lieu annuellement, tous les ^{Epoque des} membres du bureau se retirant, et étant rééligibles, s'ils ^{élections.} possèdent autrement les qualités requises.

2. Avis de la date et de l'endroit où se tiennent les assem- ^{Avis.} blées générales, doit être donné au moins dix jours avant cette assemblée, dans quelque journal publié sur les lieux, ou aussi près que possible du bureau ou de la principale place d'affaires de la compagnie.

3. A toute assemblée générale, chaque actionnaire a droit ^{Droit de vote.} à autant de votes qu'il possède d'actions, et peut voter par procureur.

4. Les élections des directeurs se font au scrutin. ^{Votation.}

5. Les vacances qui surviennent dans le bureau des direc- ^{Vacances.} teurs peuvent être remplies pour le reste du temps à courir, par le bureau lui-même, parmi les actionnaires possédant les qualités requises.

6. Les directeurs élisent, de temps à autre, parmi eux, un ^{Président et} président, et nomment aussi, et peuvent les destituer à volonté, ^{officiers.} tous autres officiers de la compagnie. 31 V., c. 25, s. 19.

4716. Si une élection de directeurs n'est pas faite, ou si ^{Défaut d'é-} elle ne prend pas effet au temps désigné, la compagnie n'est ^{lection.} pas par là dissoute, mais cette élection peut avoir lieu à une assemblée générale dûment convoquée à cette fin ; les directeurs, sortant de charge, continuent à les occuper jusqu'à l'élection de leurs successeurs. 31 V., c. 25, s. 20.

Pouvoirs généraux des directeurs.

4717. Les directeurs ont plein pouvoir, en toutes choses, d'administrer les affaires de la compagnie; et peuvent passer ou faire passer, en son nom, toute espèce de contrats qu'il est loisible à la compagnie de passer.

Ils peuvent faire, de temps à autre, des règlements qui ne sont pas contraires à la loi, ni aux lettres patentes de la compagnie, pour régler :

1. La répartition du capital ;
2. Les demandes de versements ;
3. Le paiement des versements ;
4. L'émission et l'enregistrement des certificats d'actions ;
5. La confiscation des actions, faute de paiement ;
6. La disposition des actions confisquées et de leur produit ;
7. Le transport des actions ;
8. La déclaration et le paiement des dividendes ;
9. Le nombre des directeurs et la durée de leurs services ;
10. Le montant d'actions qu'ils doivent posséder pour être élus ;
11. La nomination, les fonctions, les devoirs et la destitution des agents, officiers et serviteurs de la compagnie ;
12. Le cautionnement qu'ils doivent fournir à la compagnie ;
13. Leur rémunération et celle des directeurs, si le droit à cette rémunération existe ;
14. La date et le lieu de la tenue, dans les limites de cette province, des assemblées annuelles de la compagnie, et les lieux où ses affaires sont administrées et l'endroit du siège principal des affaires de la compagnie.
15. La convocation des assemblées régulières et spéciales du bureau des directeurs, et de la compagnie ;
16. Le quorum ;
17. Les conditions requises pour les procurations; la manière de procéder aux assemblées; l'imposition et le recouvrement des pénalités et confiscations susceptibles d'être déterminées par un règlement, et l'administration, sous tous autres rapports, des affaires de la compagnie.

Amendement des règlements.
Confirmation des règlements.

Ils peuvent également, de temps à autre, révoquer, amender ou remettre en vigueur ces règlements.

Aucun de ces règlements et nulle révocation, ni leur amendement, ni leur remise en vigueur, à moins qu'ils ne soient dans l'intervalle confirmés à une assemblée générale, dûment convoquée à cette fin, n'ont vigueur que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la compagnie; et à défaut d'y être confirmés, ils cessent alors d'être en vigueur.

Publication du règlement

Tout règlement qui change le siège principal de la compagnie doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*, et une copie certifiée sous le sceau de la compagnie doit en con-

séquence être transmise sans délai au secrétaire de la province. changeant place d'affaires.
 31 V., c. 25, s. 21 ; 6 Ed. VII, c. 31, s. 3.

4717a. Les directeurs peuvent aussi faire des règlements pour l'émission d'une partie du capital comme actions privilégiées, et assigner à ces actions le rang qu'elle auront pour ce qui regarde les dividendes et autres fins. Pouvoir de faire des règlements en vue de l'émission d'actions privilégiées.

Ces règlements peuvent prescrire que les porteurs de ces actions auront le droit d'élire un certain nombre des membres du bureau de direction, et peuvent leur donner tout autre contrôle sur les affaires de la compagnie. Droits qui peuvent être conférés aux porteurs d'icelles.

Ces règlements n'entrent pas en vigueur avant d'avoir été approuvés unanimement par écrit par les actionnaires, ou avant d'avoir été approuvés par le vote unanime de tous les actionnaires, lesquels doivent être présents ou représentés par procureurs à une assemblée générale spéciale de la compagnie, convoquée pour les prendre en considération. Entrée en vigueur après approbation par les actionnaires ordinaires.

Si, cependant, ils sont approuvés par les trois quarts en valeur des actionnaires, ils ne deviennent exécutoires qu'après approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil. Cette approbation ne doit être donnée qu'après un avis d'un mois donné par lettre recommandée à tous les actionnaires. Approbation du lieutenant-gouverneur, quand requise.

Les porteurs d'actions privilégiées sont actionnaires dans le sens de cette loi, ont tous les droits et sont sujets à toutes les obligations des actionnaires, sauf les privilèges qui leur sont accordés par les règlements susmentionnés. Droits et obligations des actionnaires privilégiés.

Rien de ce qui est contenu dans cet article, ou de ce qui est fait en vertu de ses dispositions, n'affecte les droits des créanciers de la compagnie. 61 V., c. 36, s. 1. Droits des créanciers non affectés.

4718. Une copie de tout règlement de la compagnie, scellée de son sceau, et comportant la signature de quelqu'un de ses officiers, est recevable *prima facie* comme preuve de tel règlement devant tout tribunal en cette province. 31 V., c. 25, s. 23. Preuve des règlements

4719. Aucun prêt ne doit être fait par la compagnie à un actionnaire, et s'il en est fait un, tous les directeurs et autres officiers qui l'ont fait ou qui y ont consenti de quelque manière, sont conjointement et solidairement responsables pour toutes les dettes de la compagnie contractées depuis l'époque de ce prêt jusqu'à remboursement envers elle, pour le montant du prêt, et aussi envers les tiers pour le même montant avec intérêt légal. 31 V., c. 25, s. 47. Responsabilité pour prêts faits aux actionnaires.

4720. Les directeurs sont conjointement et solidairement responsables envers les journaliers, serviteurs et apprentis de la compagnie, pour toutes dettes n'excédant pas une année Responsabilité secondaire des di-

recteurs envers les journaliers, etc.

de gages, dus pour services rendus à la compagnie pendant la durée de leur charge respectivement ; mais nul directeur ne peut être poursuivi pour telle dette, à moins que la compagnie ne l'ait été, dans le cours d'une année après que telle dette est devenue exigible, ni à moins que tel directeur ne soit poursuivi dans le cours d'une année à compter du jour qu'il a cessé d'être directeur, ni avant qu'il n'ait été constaté, par le rapport d'une saisie-exécution contre la compagnie, qu'il n'a pas de quoi satisfaire à la demande, en tout ou en partie.

Le montant dû sur cette exécution est le montant recouvrable, avec les frais, contre les directeurs. 31 V., c. 25, s. 48.

§ 5.—*Des actionnaires, des actions et versements*

Convocation des assemblées spéciales.

4721. Un quart, en valeur, des actionnaires de la compagnie, possède, en tout temps, le droit de convoquer une assemblée spéciale pour la transaction des affaires énoncées dans la réquisition et dans l'avis par écrit qu'il peut donner à cet effet. 31 V., c. 25, s. 22.

Montant du capital-actions.

4722. Le capital-actions d'une compagnie à fonds social est composé de cette partie du montant autorisé par sa charte, qui a été souscrit de bonne foi et réparti et qui doit être versé en argent.

Montant des actions libérées.

1. Le montant des actions libérées, d'année en année, doit être publié annuellement dans le rapport fait aux actionnaires.

Ce que représentent les comptes du capital d'exploitation.

2. Les comptes du capital d'exploitation de la compagnie représentent seulement les dépenses faites de bonne foi et réellement nécessaires à l'exploitation de la compagnie.

Il n'est pas émis d'actions pour représenter la valeur augmentée d'une propriété ; toute telle émission d'actions est nulle et de nul effet.

Majoration du capital-actions, prohibée.

3. La pratique vulgairement désignée par l'expression "majoration du capital-actions" est prohibée, et toutes les actions émises d'après cette pratique sont nulles et de nul effet.

Capitalisation du surplus de recettes, prohibée.

4. La capitalisation des surplus de recettes et l'émission d'actions pour représenter ces surplus capitalisés sont aussi prohibées, et toutes les actions ainsi émises sont nulles et de nul effet, et les directeurs consentant à une telle émission d'actions sont conjointement et solidairement responsables envers les porteurs de ces actions, du remboursement des sommes payées pour ces actions.

Certaines formes de capitaliser, prohibées.

5. Toute forme simulée ou manière fictive de capitaliser les actions d'une compagnie à fonds social ou l'émission d'actions qui ne représentent pas une dépense légitime et

nécessaire dans l'intérêt de la compagnie, et ne représentent pas un montant en argent, versé dans sa caisse, dépensé pour poursuivre les fins de la compagnie, sont prohibées, et toutes les actions ainsi émises sont nulles et de nul effet. 47 V., c. 73, ss. 1, 2, 3, 4 et 7.

4723. Les actions de la compagnie sont réputées biens meubles et sont transférables de la manière seulement et sont sujettes aux conditions et restrictions que la présente section, les lettres patentes, ou les règlements de la compagnie prescrivent. 31 V., c. 25, s. 24. Transfert des actions.

4724. Si les lettres patentes ne contiennent pas d'autres dispositions définies, les actions de la compagnie, en autant que la répartition n'a pas été faite par les lettres patentes, sont réparties quand et comme les directeurs le déterminent par un règlement ou autrement. 31 V., c. 25, s. 25. Répartition des actions.

4725. Les directeurs peuvent faire l'appel des versements et requérir des actionnaires, toutes les sommes qu'ils ont souscrites, aux époques et lieux, et en tels paiements ou versements que l'exigent ou le permettent les lettres patentes, la présente section, ou les règlements de la compagnie. Appel des versements.

L'intérêt s'accumule et est payable au taux de six pour cent par année, sur le montant de tout versement non payé, à compter du jour désigné pour le paiement de chaque versement. 31 V., c. 25, s. 26. Intérêt.

4726. Une somme d'au moins dix pour cent, des actions réparties de la compagnie, rendue exigible au moyen d'un ou de plusieurs appels, doit être demandée et faite payable sous un an après que la compagnie a été constituée en corporation. Montant des versements.

Pour toute année subséquente, une somme additionnelle de pas moins de cinq pour cent doit être demandée et faite payable de la même manière, jusqu'à ce que la moitié ait été ainsi demandée. 31 V., c. 25, s. 27

4727. La compagnie peut exiger le paiement de tout versement et l'intérêt sur icelui par une poursuite devant tout tribunal compétent ; et, dans cette poursuite, il n'est pas nécessaire d'alléguer des faits spéciaux, mais il suffit de déclarer que le défendeur est porteur d'une ou de plusieurs actions, avec indication du nombre, et qu'il est endetté en la somme de deniers à laquelle s'élèvent les versements arriérés à l'égard d'une ou de plusieurs demandes de versements, sur une ou plusieurs actions, indiquant le nombre de ces demandes de versement, et le montant de chacun, par suite de quoi la compagnie a un droit d'action. Recouvrement des versements.

Prime. Un certificat portant le sceau de la compagnie, et paraissant être signé par quelqu'un de ses officiers, à l'effet d'établir que le défendeur est un actionnaire, que les demandes de versement ont été faites et qu'il est dû par lui telle somme sur iceux, est recevable *prima facie* à cette fin, comme preuve, par tout tribunal. 31 V., c. 25, s. 28.

Confiscation pour non-paiement. **4728.** Si, après la demande ou l'avis prescrit par les lettres patentes ou par les règlements de la compagnie, quelque versement demandé sur une ou des actions n'est pas effectué dans le temps prescrit par les lettres patentes ou par les règlements, les directeurs, à leur discrétion peuvent, par un vote à cette fin, expliquant les faits, et dûment enregistré dans leurs minutes, prononcer sommairement la confiscation de toute action sur laquelle ce versement n'est pas fait ; cette action devient la propriété de la compagnie, qui peut en disposer de la manière qu'elle détermine par un règlement ou autrement. 31 V., c. 25, s. 29.

Conditions pour transfert d'actions. **4729.** Aucune action ne peut être transférée, tant que le versements précédemment demandés sur icelle n'ont pas été payés en entier, ou qu'elle n'a pas été déclarée confisquée par suite du défaut de paiement des versements, ou vendue sur exécution de jugement. 31 V., c. 25, s. 30.

Conditions pour droit de vote. **4730.** Nul actionnaire endetté de quelque arrérage sur des versements n'est en droit de voter à aucune assemblée de la compagnie. 31 V., c. 25, s. 31.

Actionnaires responsables dans certains cas. **4731.** Jusqu'au paiement intégral de ses actions, chaque actionnaire est personnellement responsable envers les créanciers de la compagnie pour une somme égale à celle qui reste à payer sur ses actions ; mais il ne peut être poursuivi pour cette somme par aucun créancier avant qu'il ait été constaté, par le rapport d'une saisie-exécution contre la compagnie, qu'il n'y a pas de quoi satisfaire à la demande en tout ou en partie ; le montant dû sur cette saisie-exécution est, avec les frais, la somme à recouvrer de l'actionnaire. 31 V., c. 25, s. 42.

Actionnaires, non responsables dans certains cas. **4732.** Les actionnaires ne sont pas comme tels, réputés responsables des actes, défauts ou obligations de la compagnie, ou des engagements, réclamations, paiements, pertes, dommages, transactions, matières ou choses quelconques, relatives ou se rattachant à la compagnie, pour plus que le montant de leurs actions respectives dans le capital de cette compagnie. 31 V., c. 25, s. 43.

4733. Nul, possédant des actions de la compagnie au nom d'autrui, n'est personnellement responsable comme actionnaire ; mais les biens et sommes de deniers se trouvant en sa possession appartenant à la personne représentée, sont responsables de la même manière et jusqu'au même degré que la personne représentée le serait si elle possédait ces actions en son propre nom et était en état d'agir. 31 V., c. 25, s. 44. Actions possédées pour autrui.

4734. Nul, possédant des actions comme garantie collatérale, n'est personnellement responsable à raison de ces actions, mais la personne qui engage telles actions est considérée comme les possédant et est en conséquence responsable comme actionnaire. 31 V., c. 25, s. 44. Actions possédées comme garantie collatérale.

4735. Quiconque possède des actions au nom d'autrui et qui en est le porteur, les représente à toutes les assemblées de la compagnie, et vote en conséquence comme actionnaire ; il en est ainsi de quiconque engage ses actions. 31 V., c. 25, s. 45. Vote sur ces actions.

§ 6.—Des dividendes

4736-1. Aucune compagnie ne doit déclarer un dividende dont le paiement peut entamer ou diminuer son capital. Il n'est déclaré ni payé aucun dividende qui n'a pas été réellement gagné par la compagnie. Déclaration de dividendes.

2. On peut cependant suppléer ou payer le dividende annuel en entier à même le fonds de réserve ; mais le paiement du dividende, fait de cette manière, doit être annoncé publiquement aux actionnaires lors de l'assemblée annuelle et régulièrement autorisée par une résolution de la compagnie. Mode de payer le dividende annuel.

A défaut de résolution, les directeurs de la compagnie, qui votent cette augmentation ou y consentent, sont conjointement et solidairement responsables envers les créanciers de la compagnie, pour le montant qui est payé en surplus du dividende réellement gagné. Défaut de résolution à cet effet.

3. S'il est déclaré ou payé des dividendes, les directeurs qui votent ces dividendes ou qui consentent à leur paiement sont conjointement et solidairement responsables envers les créanciers de la compagnie des sommes ainsi payées. 47 V., c. 73, ss. 5, 6 et 8. Responsabilité des directeurs.

4737. Les directeurs qui déclarent et payent quelque dividende, lorsque la compagnie est insolvable, ou quelque dividende dont le paiement rend la compagnie insolvable, ou diminuent son fonds social, sont conjointement et solidairement responsables, tant envers la compagnie qu'envers ses actionnaires. Pénalité pour payer des dividendes quand la compagnie est insolvable.

naires et ses créanciers, pour toutes les dettes alors existantes de la compagnie, et pour toutes celles qui sont contractées ensuite, durant le temps qu'ils sont respectivement en charge.

Proviso.

Cependant, si quelque directeur présent, lorsque ce dividende est déclaré, inscrit immédiatement, ou si quelque directeur alors absent, inscrit dans les vingt-quatre heures après qu'il a été informé que tel dividende a été déclaré, et qu'il est en état de le faire, sur le registre des minutes du bureau des directeurs, son protêt contre le dividende, et publie ce protêt dans les huit jours qui suivent, dans un journal publié dans l'endroit où se trouve le bureau ou la principale place d'affaires de la compagnie, ou aussi près que possible de cet endroit, ce directeur peut, par là, et non autrement, se décharger de cette responsabilité. 31 V., c. 25, s. 46.

§ 7.—*Des livres tenus par la compagnie*

Livres, leur contenu.

4738. La compagnie doit faire tenir des livres par son secrétaire, ou par quelque autre officier spécialement chargé de ce devoir, dans lequel doivent être correctement entrés :

1. Une copie des lettres patentes constituant la compagnie, de toutes lettres patentes supplémentaires, et de tous ses règlements ;

2. Les noms, par ordre alphabétique, de toutes les personnes qui sont ou ont été actionnaires ;

3. L'adresse et la profession de chaque telle personne pendant qu'elle est actionnaire ;

4. Le nombre d'actions possédées par chaque actionnaire ;

5. Les versements faits et ceux qui sont à faire, sur les actions de chaque actionnaire ;

6. Les transferts d'actions dans l'ordre qu'ils sont présentés à la compagnie pour être inscrits, avec la date et autres particularités de chaque transfert et la date de leur inscription ; et

7. Les noms, adresses et professions de ceux qui sont ou ont été directeurs de la compagnie ; avec la date à laquelle ils sont devenus, ou ils ont cessé d'être directeurs. 31 V., c. 25, s. 32.

Refus d'entrées.

4739. Les directeurs peuvent refuser l'entrée, dans les livres, de tout transfert fait autrement que par vente forcée d'actions, dont tout le montant n'a pas été payé, et lorsqu'il est fait une entrée d'un transfert d'actions, qui ne sont pas complètement payées, à une personne qui paraît ne pas avoir de moyens suffisants, ils sont conjointement et solidairement responsables envers les créanciers de la compagnie, de la même manière et au même degré que l'actionnaire, faisant le transfert, l'aurait été sans cette entrée.

Cependant, si quelque directeur présent, lorsque cette ^{Proviso.} entrée est permise, inscrit immédiatement, ou si quelque directeur alors absent inscrit, dans les vingt-quatre heures après qu'il a été informé du fait, et qu'il est en état de le faire, sur le registre des minutes du bureau des directeurs, son protêt contre tel transfert, et publie ce protêt sous huit jours, dans au moins un journal publié dans l'endroit où se trouve le bureau ou la principale place d'affaires de la compagnie, ou aussi près que possible de cet endroit, tel directeur peut, de cette manière et non autrement, se décharger de cette responsabilité. 31 V., c. 25, s. 33.

4740. Aucun transfert d'actions, autre que celui fait par ^{Effet du} vente forcée, n'est valide pour aucune fin quelconque, excepté ^{transfert.} pour montrer les droits des parties au transfert l'une envers l'autre, et pour rendre le cessionnaire responsable *ad interim* conjointement et solidairement avec le cédant, envers la compagnie et ses créanciers, avant que l'entrée du transfert ait été dûment faite dans les livres. 31 V., c. 25, s. 34.

4741. Ces livres sont tenus ouverts chaque jour, excepté ^{Livres, ou-} les dimanches et les jours de fête, au bureau ou à la princi- ^{verts à l'exa-} pale place d'affaires de la compagnie, durant les heures ordi- ^{men.} naires d'affaires, pour être examinés par les actionnaires et créanciers de la compagnie, et par leurs représentants.

Tout actionnaire, créancier ou leurs représentants en peu- ^{Extraits.} vent faire des extraits. 31 V., c. 25, s. 35.

4742. Dans toute action ou tout procès contre la compa ^{Preuve de} gnée ou contre quelque actionnaire, les livres sont *prima facie* ^{ces livres.} une preuve de tous les faits qu'ils constatent. 31 V., c. 25, s. 36.

4743. Tout directeur, officier ou serviteur de la compa- ^{Fausse en} gnée qui, sciemment, fait ou participe à une fausse entrée ^{trées.} dans les livres, qui refuse ou néglige d'y faire une entrée nécessaire, ou qui refuse de montrer ces livres ou de permettre qu'ils soient examinés et qu'il en soit fait des extraits, est passible d'une amende de cent piastres pour chaque telle fausse entrée et pour chaque tel refus ou négligence, et aussi des dommages résultant de toute perte ou préjudice, que toute partie intéressée peut souffrir en conséquence. 31 V., c. 25, s. 37.

4744. Toute compagnie, qui néglige de tenir ses livres ^{Défaut de} ouverts à l'inspection, perd ses droits de corporation. 31 V., ^{tenir livres.} c. 25, s. 38.

§ 8.—*Du fidéicommiss, des contrats, etc.*

Exécution
des fidéi-
commiss.

4745. La compagnie n'est obligée de veiller à l'exécution d'aucun fidéicommiss, qu'il soit exprès, implicite, ou qu'il résulte de la loi relativement à une ou à plusieurs actions.

Quittances.

Le reçu de l'actionnaire, au nom duquel l'action est inscrite dans les livres de la compagnie, est une quittance valable et suffisante en faveur de la compagnie pour tout dividende ou toute somme d'argent payable à l'égard de ces actions, qu'avis du fidéicommiss ait été ou non donné à la compagnie.

La compagnie n'est pas tenue de veiller à l'emploi de la somme d'argent payée sur ce reçu. 31 V., c. 25, s. 39.

Contrats, etc.
pour la com-
pagnie.

4746. Les contrats, conventions, engagements ou marchés faits, les lettres de change tirées, acceptées ou endossées, et les billets promissoires et chèques faits, tirés ou endossés, au nom de la compagnie par tout agent, officier ou secrétaire, dans l'exercice des pouvoirs qui lui incombent comme tel, en vertu des règlements, sont obligatoires pour elle.

Apposition
du sceau, non
nécessaire.

Dans aucun cas, il n'est nécessaire d'apposer le sceau de la compagnie sur ces contrats, conventions, engagements, marchés, lettres de change, billets ou chèques, ou de prouver qu'ils ont été faits, tirés, acceptés ou endossés, selon le cas, conformément à quelque règlement, vote ou ordre spécial.

Officiers, non
responsables.

La partie agissant comme agent, officier ou serviteur de la compagnie, n'est pas, à cause de cela et pour cette raison, personnellement assujétie à une responsabilité quelconque envers un tiers.

Proviso.

Rien dans le présent article n'est cependant censé autoriser la compagnie à émettre des billets payables au porteur ou des billets promissoires qui pourraient circuler comme papier-monnaie ou comme billets de banque. 31 V., c. 25, s. 40.

Achats d'ac-
tions d'autres
compagnies,
non permis.

4747. Nulle compagnie ne doit employer une partie de ses fonds à l'achat d'actions dans une autre corporation, à moins que cet achat ne soit spécialement autorisé par sa charte et par la charte de cette autre corporation. 31 V., c. 25, s. 41.

§ 9.—*Des poursuites*

Actions entre
la compagnie
et les action-
naires

4748. Toute poursuite, de quelque nature qu'elle soit, peut être instituée entre la compagnie et un actionnaire.

2. Un actionnaire, qui n'est pas partie à la poursuite, n'est pas incompetent comme témoin dans icelle.

Significa-
tions, etc.

3. La signification de toute espèce de sommation ou procédure à la compagnie, peut être faite en en laissant copie à

son bureau ou à son siège principal d'affaires, entre les mains d'une personne raisonnable qui en a la surveillance, ou ailleurs, entre les mains du président ou du secrétaire ; si la compagnie n'a pas de bureau ou de siège principal d'affaires connu, ou n'a pas de président ou de secrétaire connu, alors, sur rapport à cet effet, régulièrement fait, le tribunal ou un juge ordonne l'insertion de telle publication qu'il juge à propos à cet égard, pendant au moins un mois, dans un journal au moins.

Cette publication est réputée une signification régulièrement faite à la compagnie. 31 V., c. 25, ss. 49 et 50, et C. P. C., art. 63

4749. Il n'est pas nécessaire de déclarer, sur une action ou procédure légale, le mode de constitution en corporation de la compagnie autrement qu'en en faisant mention sous son nom corporatif porté dans ses lettres patentes, ou dans ses lettres patentes et lettres patentes supplémentaires, selon le cas, en vertu de cette section ; l'avis dans la *Gazette officielle de Québec* de leur émission est *prima facie* une preuve de toutes les matières et choses y énoncées. Ce qu'il suffit de mentionner dans une déclaration, et de prouver dans une action.

Sur production des lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, ou de tout double ou de toute copie d'icelles sous le grand sceau, le fait de tel avis est présumé ; excepté seulement sur procédure par *scire facias* ou autrement, pour en attaquer la validité, les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, ou tout double ou toute copie d'icelles sous le grand sceau, sont une preuve concluante de toutes les matières et choses y énoncées. 31 V., c. 25, s. 51. Présomption de l'avis.

§ 10.—Dispositions diverses

4750. La charte de la compagnie devient nulle si, durant trois années consécutives, elle n'a pas été mise en usage, ou si la compagnie ne commence pas ses opérations régulières dans un délai de trois années à dater de son octroi ; aucune déclaration de telle nullité faite par un acte de la Législature n'est censée être une violation de cette charte. 31 V., c. 25, s. 52. Quand la charte devient nulle.

4751. La compagnie est sujette à telles autres dispositions que la Législature peut ci-après juger nécessaires. 31 V., c. 25, s. 53. Dispositions auxquelles la compagnie est sujette.

4752. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, fixer, changer et régler le tarif des honoraires payables par les personnes demandant des lettres patentes et des lettres patentes supplémentaires, en vertu de cette section ; il peut désigner le département ou les départements d'où Tarif des honoraires pour lettres patentes.

elles doivent émaner, et prescrire la forme des procédures et minutes par rapport à icelles, et toutes les autres formalités nécessaires pour atteindre l'objet de la présente section.

Mode de les
fixer.

2. Ces honoraires peuvent être fixés de manière à varier dans leur montant, en vertu de toutes règles jugées convenables, en vue de la nature de la compagnie, du montant du capital ou autrement.

Honoraires
payables d'avance.

3. Il n'est fait aucune procédure dans aucun département pour l'émission de lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, en vertu de cette section, avant que le montant de tous les honoraires, auxquels elles donnent lieu, ait été dûment payé. * 31 V., c. 25, s. 54.

Honoraires
pour obtenir
acte corporatif.

4753. Nul projet de loi, pour constituer une compagnie pour quelqu'une des fins énoncées dans l'article 1696, ou pour en augmenter ou diminuer le fonds social ou pour en changer le nom, ne peut être présenté ou subir ses diverses phases, soit devant le Conseil législatif ou devant l'Assemblée législative, avant qu'il ne soit mis au crédit du trésorier, pour les usages publics de la province, en outre de tout ce qui doit être payé pour honoraires, ou pour impressions ou autrement, en vertu des règlements du Conseil législatif ou de l'Assemblée législative, une somme égale à celle payable en vertu des arrêtés en conseil en vigueur sur les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, selon le cas, si les privilèges, dont l'obtention est demandée par le moyen de tel projet de loi, étaient sollicités par la voie de lettres patentes, ou de lettres patentes supplémentaires en vertu de cette section.

Montant
remboursable
sur rejet du
projet.

2. Dans le cas où ce projet manquerait de devenir loi, telle partie de ce montant, n'excédant pas le tiers, qui peut être remise en vertu d'une résolution collective du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, peut être remboursée au dépositaire.

Si le projet
est amendé.

3. Dans le cas où ce projet de loi serait amendé de manière à rendre le montant payable pour tel projet amendé, différent de celui qui aurait dû être payé s'il eût été passé tel que introduit, tout surplus de paiement doit être remboursé, ou tout paiement additionnel exigible est suppléé selon le cas.

Certificat du
paiement des
honoraires

4. Aucun tel projet de loi ne peut être présenté pour recevoir la sanction du lieutenant-gouverneur, à moins qu'au dossier d'icelui, il n'apparaisse un certificat des greffiers du Conseil législatif et de l'Assemblée législative respectivement, attestant qu'ils sont officiellement informés du fait que les paiements, exigibles par la présente section, ont été fidèlement faits sur le projet de loi. 31 V., c. 25, s. 55.

* Voir arrêté en conseil du 27 janvier 1871 publié dans les Statuts de 1882 p. x, et celui du 18 mai 1903 publié dans le Statut de 1903, page III.

CÉDULE A

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la *Formed'avis*, loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du

jour de _____ constituant en corporation
(ici mentionnez les noms, adresse et profession de chaque membre de la corporation nommé dans les lettres patentes) dans le but de (mentionnez ici l'entreprise de la compagnie telle qu'énoncée dans les lettres patentes) sous le nom de (donnez ici le nom de la compagnie, tel qu'il est inséré dans les lettres patentes), avec un fonds social s'élevant en totalité à _____ piastres, divisé en

parts de _____ piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province de Québec sera à (nom de la ville, etc.).

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce _____ jour de _____

A. B.,
Secrétaire.

31 V., c. 25, céd. A ; 6 Ed. VII, c. 30, s. 1.

CÉDULE B

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la *Formed'avis*, loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes supplémentaires ont été émises aujourd'hui sous le grand sceau de la province de Québec, en date du

jour de _____
par lesquelles le fonds social de (mentionnez ici le nom de la compagnie) est augmenté (ou diminué, selon le cas) de _____ piastres à _____ piastres
ou par lesquelles le nom de ladite compagnie a été changé en celui de _____

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce _____ jour de _____

A. B.,
Secrétaire.

31 V., c. 25, céd. B., et 44-45 V., c. 11, s. 3.

4 EDOUARD VII, CHAPITRE 35

Loi amendant la loi concernant les chemins de fer

[Sanctionnée le 2 juin, 1904]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE.—Ce chapitre a été refondu, moins la section 17 qui reste en vigueur et se lit comme suit :

Droits, etc.,
sauvegardés.

17. Rien de contenu dans cette loi ne peut être interprété comme rappelant ou affectant les droits ou pouvoirs accordés par un statut général ou spécial à des compagnies ou corporations, ou par elles acquis en vertu d'un contrat ou règlement municipal, ou autrement, et exercés lors de l'entrée en vigueur de ladite loi.

Entrée en
vigueur.

18. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

57 VICTORIA, CHAPITRE 4

Loi dégrevant certains terrains vendus avec le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental

[Sanctionnée le 8 janvier, 1894]

Préambule.

A T T E N D U qu'il a été convenu entre la cité de Montréal, ci-après appelée : " la cité ", et la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, ci-après appelée : " la compagnie ", entre autres choses, que la cité doit obtenir de la compagnie la cession des propriétés connues sous les noms de : " Parc Bellerive ", " Propriété Macdonald " et " Propriété des magasins militaires ", toutes situées dans la cité de Montréal ;

Attendu qu'aux termes des contrats par lesquels le gouvernement de la province de Québec a vendu ces propriétés lors de la vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa, et Occidental, elles sont, de même que ledit chemin de fer, son matériel et autres propriétés, grevées d'une hypothèque en faveur du gouvernement, comme garantie d'une partie du prix de ces chemin de fer et terrains, et de charges consistant en ce que les constructions à faire sur certaines parties de ces terrains et certaines parties de ces terrains ne peuvent

être utilisées que pour des fins de chemin de fer, tel que spécifié dans lesdits contrats de vente ;

Attendu qu'il est à propos que le titre que la cité doit obtenir, tel que susdit, soit libre de toutes ces charges ;

Attendu que, depuis la vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, faite à la compagnie, la garantie du gouvernement, qui consiste dans l'hypothèque qu'il possède sur ledit chemin de fer et ses accessoires et spécialement sur lesdites propriétés, a été beaucoup augmentée par les améliorations faites audit chemin de fer, par le crédit de ladite compagnie, et par de nouveaux édifices, entre autres, deux élévateurs à grain, de nouveaux ateliers situés à Hochelaga, des parcs à bestiaux, entrepôts et autres constructions, dont la valeur s'élève à quatre cent cinquante-six mille piastres, d'après l'estimation de l'ingénieur du gouvernement ;

Et attendu que la garantie que le gouvernement possède contre la compagnie ne sera pas sensiblement affectée par suite de l'annulation des hypothèques grevant lesdits Parc Bellerive, Propriété MacDonald et Propriété des magasins militaires ;

En conséquence, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, aussitôt que le contrat ci-dessus mentionné entre la compagnie et la cité aura été dûment ratifié par la Législature, après avoir été convaincu par les rapports de l'ingénieur du gouvernement, que la somme de cent cinquante-cinq mille piastres a été dépensée en améliorations faites sur ledit chemin de fer et ses propriétés, d'annuler l'hypothèque et obligation créée en vertu des actes ratifiés par les lois 45 Victoria, chapitres 19 et 20, et affectant les propriétés, situées à Montréal, connues sous les noms de : "Parc Bellerive," étant le numéro 1593 des plan du cadastre et livre de renvoi du quartier Sainte-Marie de la cité de Montréal ; Propriété Macdonald," étant le numéro 615 du dit plan, et "Propriété des magasins militaires," et de dégrever toutes cesdites propriétés de toutes charges et hypothèques créées par l'un quelconque de ces dits actes d'accord et conventions.

Après transport desdites propriétés à ladite cité, celle-ci possédera lesdites propriétés libres et franches de toutes ces charges.

Lieut.-gouv.
autorisé à
donner main-
levée de cer-
taines hypo-
thèques.

Propriétés
libres d'hypo-
thèques
après trans-
port.

52 VICTORIA, CHAPITRE 86

Acte concernant les subventions de certains chemins de fer

[Sanctionné le 21 mars, 1899]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Subvention
au chemin de
fer Québec
Central, pour
prolonger sa
ligne.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil aura le droit d'accorder, aux conditions qui lui plaira de déterminer, à la compagnie du chemin de fer Québec Central, pour l'aider à prolonger sa ligne depuis Saint-François, dans le comté de Beauce, jusqu'à la frontière de l'Etat du Maine, une subvention de deux mille deux cent cinquante piastres et deux mille deux cent cinquante acres de terre par mille, sur une distance n'excédant pas cinquante-deux milles.

NOTE.—Le paragraphe 2 est remplacé par la loi 53 V., c. 101, s. 8.

Application
de la loi rela-
tive à la con-
version.

3. L'article 14 de l'acte 51-52 Vict., chapitre 91, s'appliquera à la subvention de terre susdite pour toute fin que de droit.

2. La section 2 est remplacée par la loi 53 V., c. 101, s. 9.

Subside à la
Orford
Mountain
Railway
Company.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil aura le droit d'accorder à la compagnie du chemin de fer dite : *The Orford Mountain Railway Company*, aux conditions qu'il lui plaira de déterminer, sur la balance non gagnée de la subvention fournie de la compagnie de chemin de fer de la vallée de Missisquoi, une somme de deux mille cinq cents piastres par mille du chemin qui devra être construit et ne devant pas excéder trente-huit milles et demi en longueur.

Retenu dans
le cas où la
compagnie se
servirait des
travaux exé-
cutés sur le
ch. de fer de
la vallée de
Missisquoi.

2. Dans le cas où la dite *Orford Mountain Railway Company*, se servirait d'une partie de la voie ferrée ou des travaux exécutés jusqu'à présent par la compagnie de chemin de fer de la vallée de Missisquoi, la valeur en sera déterminée par l'ingénieur des chemins de fer du gouvernement ; et le montant de cette évaluation devra être retenu sur la subvention ci-dessus mentionnée, pour être, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, versé par le commissaire des travaux publics entre les mains des personnes qui y ont droit.

Condition
préalable au
paiement de
la subven-
tion.

Avant le paiement de cette subvention, ladite *Orford Mountain Railway Company* sera, en outre, tenue de démontrer, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle a payé ou indemnisé les propriétaires, personnes ou

municipalités ayant souscrit, le coût ou la valeur du droit de passage, les dommages causés et qu'elle a satisfait aux autres réclamations provenant de la construction de la partie quelconque de ce chemin de fer de la vallée de Missisquoi, dont se servira ainsi ladite *Orford Mountain Railway Company*.

4. Sont par le présent prolongés et étendus jusqu'au dernier jour de la prochaine session, les délais qui expire-
ront jusque là et dans lesquels délais certaines compagnies de chemin de fer subventionnées par la province, doivent terminer leurs travaux.

Délais pour
finir les tra-
vaux pour
certaines
compagnies,
prolongés.

NOTE.—La section 4 est amendée par la loi 53 V., c. 102, s. 1.

5. Toutes subventions en terres ou en argent ou les deux à la fois auxquelles une compagnie quelconque de chemin de fer a encore ou pourra avoir droit, seront payables de la manière suivante :

Mode de
payer les
subventions.

a. Aucune telle subvention ne deviendra due ou payable que pour une section de chemin de fer de dix milles, ou plus, complétés, continus et sans interruption, excepté lorsque le reste du chemin de fer à compléter sera moindre de dix milles ; et

b. La compagnie intéressée devra donner avis au commissaire des travaux publics du fait que telle section de son chemin de fer est prête à être soumise à l'inspection de l'ingénieur du gouvernement et qu'en conséquence elle requiert cette inspection et le rapport de l'ingénieur.

6. Cet acte deviendra en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

53 VICTORIA, CHAPITRE 101

Acte concernant les subventions de certains chemins de fer

[Sanctionné le 2 avril, 1890]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Les délais dans lesquels certaines compagnies de chemin de fer subventionnées par la province doivent compléter leurs travaux, et qui expireront avant le dernier jour de la session prochaine, sont prolongés jusqu'à cette date.

Prolonga-
tion de délais
en faveur de
certaines
compagnies.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE QUÉBEC ET DU
LAC ST-JEAN

S. 1 de 51-52 V., c. 91, amendée. **2.** La section 1 de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, est amendée :

a. En retranchant les mots " pourvu que le gouvernement du Canada accorde une subvention semblable à la compagnie," dans le paragraphe " c " de la dite section ;

b. En substituant les mots " Baie des Ha ! Ha ! " au mot " Chicoutimi, " et "soixante-six milles " à " cinquante six milles," dans les seconde, troisième et quatrième lignes du paragraphe " d " de la dite section.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER LE GRAND NORD

4,000 acres de terre par mille pour chemin de Lachute à St-André.

Proviso.

3. La subvention de quatre mille acres de terre par mille —pour un chemin de fer partant du village de Lachute, à un point de jonction avec le chemin de fer canadien du Pacifique, jusqu'au village de St-André, dans le comté d'Argenteuil, pourvu que la longueur totale de ce chemin n'excede pas sept milles,—accordée par le paragraphe " g " de la section 1 de l'acte 45 Victoria, chapitre 23, est rétablie en faveur de la compagnie du chemin de fer le Grand Nord.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE COLONISATION DU LAC
TÉMISCAMINGUE

Chemin de Témiscamingue, \$3,200 par mille.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à accorder à la compagnie de chemin de fer de colonisation du lac Témiscamingue,—pour quinze milles de voie, à partir de la station Mattawa, sur le chemin de fer canadien du Pacifique, en allant vers le Long-Sault, ou du Long-Sault en allant du côté de la station Mattawa,—une subvention n'excedant pas trois mille deux cents piastres par mille et ne dépassant pas en tout quarante-huit mille piastres.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DES BASSES-LAURENTIDES

480,000 acres de terre par mille pour chemin des Basses-Laurentides.

Proviso.

5. La subvention de quatre cent quatre-vingt mille acres de terre,—accordée pour un chemin de fer partant de l'extrémité nord du chemin de fer des Piles, et allant vers le nord, jusqu'à un point de réunion avec le chemin de fer du lac St-Jean, vers l'extrémité sud du lac Edouard, pourvu que la longueur de ce chemin n'excede pas soixante milles, en vertu de l'acte 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe " d ", pourra être donnée à la compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, pour sa ligne entre les Grandes Piles, sur le St-Maurice, et un point de jonction avec le

chemin de fer de Québec et du lac St-Jean, à, ou près de la rivière à Pierre, dans le comté de Portneuf, pourvu que le subside actuel ne soit pas augmenté.

b. Cette subvention ne sera accordée à ladite compagnie ^{Conditions de l'octroi.} que sur preuve satisfaisante qu'elle a été réorganisée de manière à pouvoir se procurer le capital nécessaire au prompt achèvement de sa ligne.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE VAUDREUIL ET
PRESCOTT

6. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'appliquer, sur les premiers dix milles de la compagnie du chemin de fer de Vaudreuil et Prescott, la subvention de dix mille acres de terre par mille, octroyée pour les dix derniers milles de trente milles de la ligne par l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, section 9. ^{Application 10,000 acres de terre au chemin de Vaudreuil et de Prescott.}

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS

7. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer,—à même la subvention originaire accordée en vertu de l'acte 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe "b", à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, suivant autorisation spéciale de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, section 12,—selon les besoins, les salaires dus aux ouvriers,—les sommes dues aux cultivateurs pour les terrains expropriés, pour la section "K" dudit chemin de fer, les sommes dues à d'autres personnes ayant des créances privilégiées contre la compagnie, et aux autres ayant des réclamations pouvant être équitablement considérées comme privilégiées, proportionnellement à la somme de travaux exécutés sur cette section "K," tel que constaté sur le rapport spécial de l'ingénieur du gouvernement, bien que la compagnie n'ait pas strictement le droit d'en réclamer le montant comme entièrement gagné ; le tout conformément à la résolution touchant cette matière, adoptée, *namine contradicente*, par l'Assemblée législative, le cinq de mars mil huit cent quatre-vingt-dix, et pourvu que ledit montant n'excède pas vingt mille piastres. ^{Paiement à même la subvention du chemin de fer de la Baie des Chaleurs. Proviso.}

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER QUÉBEC CENTRAL.

8. Le paragraphe 2 de la section 1 de l'acte 52 Victoria, §2, s. 1, 52 V., chapitre 86, est abrogé et remplacé par le suivant : ^{c. 86, rempl :}

"2. Avant le paiement de la subvention, accordée à la compagnie dudit chemin de fer Québec Central, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, de nommer, et ^{Nomination des directeurs.}

chaque année ensuite, un directeur de cette compagnie, qui aura les mêmes pouvoirs que les autres directeurs.

Personnes
qui ne peu-
vent l'être.

Le lieutenant-gouverneur en conseil ne pourra nommer, en aucun cas, une personne qui a été précédemment ou est maintenant directeur, officier, employé ou agent salarié de la compagnie."

S. 2, de 52
V., c. 86,
remplacée.
Retenue de
\$40,000 pour
certaines
fins.

9. La section 2 dudit acte 52 Victoria, chapitre 86, est abrogée et remplacée par la suivante :

" 2. Le lieutenant-gouverneur en conseil aura le droit de retenir, à même ladite subvention, la somme de quarante mille piastres, jusqu'à ce que cette compagnie ait relié sa ligne à celle de l'extension Est du chemin de fer International ; et cette somme sera déduite proportionnellement de chaque paiement à faire à la compagnie sur cette subvention."

Entrée en
vigueur.

10. Cet acte deviendra en vigueur le jour de sa sanction.

53 VICTORIA, CHAPITRE 102

Acte concernant la conversion en argent des subventions en terres à des compagnies de chemin de fer

[Sanctionné le 2 avril, 1890]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Délai prolongé en faveur de chemins de fer n'ayant pas fait option.

1. Le délai accordé par l'acte 51-52 Vict., chap. 91, section 14, sera prolongé jusqu'au trente de juin, 1892, en faveur des compagnies de chemin de fer qui n'ont pas encore fait option pour la conversion en argent des subventions en terres non périmées, qui ont été accordées à certains chemins de fer par les actes 45 Vict., chap. 23 ; 49-50 Vict., chap. 77 ; 51-52 Vict., chap. 91 ; 52 Vict., chap. 86, et en vertu de tout acte de la présente session.

NOTE.— Voir 54 V., c. 3, s. 5.

Entrée en
vigueur de
l'acte.

2. Le présent acte viendra en vigueur le jour de sa sanction.

54 VICTORIA, CHAPITRE 88

Acte concernant certains subsides à des compagnies, ou à des entreprises de chemins de fer et autres

[Sanctionné le 30 décembre, 1890]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions ci-après mentionnées, pour aider à la construction des chemins de fer ci-après énumérés ou à des entreprises de chemins de fer et autres, savoir :

		Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
St-Laurent d'Adiron- dack.	(a) A la compagnie du chemin de fer du Saint-Laurent et d'Adirondack, pour l'aider à construire 22 milles de son chemin, pourvu que ce chemin passe dans les villages de Huntingdon et de Athelstan, ou près d'iceux, une subvention ne dépassant pas \$3,200 par mille, et n'excédant pas en totalité.....	\$ 70,400 00	
Canada- Atlantique.	(b) A la compagnie du chemin de fer le Canada-Atlantique, comme aide à la construction des ponts sur sa ligne, depuis le "Côteau-Landing" jusqu'à la ligne frontière, une subvention n'excédant pas en totalité.....	\$ 200,000 00	
Comtés- Unis.	(c) A la compagnie de chemin de fer des Comtés-Unis, pour l'aider à construire 60 milles de sa ligne, une subvention de dix milles acres de terre par mille, n'excédant pas en totalité.....		600,000

		Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
	Cette subvention devant lui tenir lieu de celle qui lui a été accordée, sur le pied de 5,000 acres de terre par mille, par l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 6, pour la même distance.		
Comté de Drummond.	(d) A la compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, pour l'aider à construire l'extension de son chemin entre Drummondville et Ste-Rosalie, près de St-Hyacinthe, à un point de jonction avec le chemin de fer le Grand-Tronc à cet endroit, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, sur un parcours n'excédant pas vingt-sept milles, et ne dépassant pas en totalité.....		270,000
Comté de Drummond.	(e) A la même compagnie, pour l'aider à construire son chemin depuis sa gare, à Carmel Hill à la gare d'Arthabaska, dans la ville de Victoriaville, une distance de 23 milles, 10,000 acres de terre par mille, et ne dépassant pas en totalité.....		230,000
Comté de Drummond.	(f) A la même compagnie, à titre de contribution dans les frais de construction des ponts construits, ou à construire, sur sa ligne, une subvention n'excédant pas en totalité.....	\$50,000 00	
Grand Nord.	(g) A la compagnie du chemin de fer le Grand Nord, pour l'aider dans les frais de construction de sa ligne : 1° sur une distance de 33 milles, depuis St-Jérôme jusqu'à un point entre la ville de Joliette et St-Félix de Valois,		

	Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
pour se raccorder avec le chemin de fer Canadien du Pacifique, et		
2 ^e sur une distance de 7 milles entre St-André et Lachute, dans le comté d'Argenteuil, une subvention ne dépassant pas 10,000 acres de terre par mille pour ce parcours total de 40 milles, et ne dépassant pas en totalité.....	400,000
Cette subvention devant tenir lieu de celle de 4,000 acres de terre par mille, convertie en argent, qui reste encore exigible, d'après l'acte 49-50 Victoria, chapitre 77, clause 8, paragraphe i, sur 3 milles de la section entre New-Glasgow et Ste-Julienne, et de pareille subvention en terres convertie en argent, exigible, d'après l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 6, paragraphe c, sur la section de 7 milles, entre Ste-Julienne et Montcalm, et de pareille subvention exigible, en vertu des actes 45 Victoria, chapitre 23, clause 1, paragraphe g ; 49-50 Victoria, chapitre 77, clause 6, et 53 Victoria, chapitre 101, clause 3, sur la section entre St-André et Lachute, formant un parcours total de 17 milles ; et en faisant déduction sur les 10,000 acres de terre par mille, accordés par les présentes, des subventions de 4,000 acres de terre par mille, converties en argent au taux de 70 centins l'acre, et pour moitié payées,		

	Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
<p>qui ont été octroyées à cette compagnie par les actes 45 Victoria, chapitre 22, clause 1, paragraphe h ; 49-50 Victoria, chapitre 77, clause 8, paragraphe 1, pour une distance de 18 milles entre St-Jérôme et un point près de Ste-Julienne.</p> <p>Pont sur la rivière Cascapédia. (i) Pour contribuer dans les frais de construction du pont à ériger sur la grande rivière Cascapédia sur le chemin de la Baie des Chaleurs, une subvention ne dépassant pas en totalité.....</p> <p>A la condition que ce pont soit construit à l'endroit fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra ordonner que ce pont le soit pour les voitures et les piétons, en même temps que pour les convois de chemin de fer, s'il croit la chose dans l'intérêt public.</p> <p>Baie des Chaleurs. (j) Pour aider à compléter et équiper le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, dans toute sa longueur pour la partie non commencée et celle non terminée, environ 80 milles, à aller au, où près du Bassin de Gaspé, 10,000 acres de terre par mille n'excédant pas en tout.....</p> <p>Payable à toute personne, toutes personnes, compagnie ou compagnies, qui établiront qu'elles sont en état de faire esdits travaux, et de fournir le matériel roulant pour toute la voie et de la maintenir en bon état, et aussi à condition que la balance des dottes pri-</p>	<p>\$50,000 00</p> <p>.....</p>	<p>800,000</p>

	Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
<p>vilégiées, dues par la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, soit payée. le tout à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil.</p> <p>Basses-Laurentides. (k) A la compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, pour l'aider à construire l'extension de sa ligne, sur un parcours de 33 milles, une subvention n'excédant pas \$5,000 par mille, et 5,000 acres de terre par mille, et ne dépassant pas en totalité.</p> <p>A la condition que le tracé de cette extension traverse la rivière St Maurice aux, ou près des Grandes Piles, et passe à travers les paroisses de Ste-Flore, Shawenegan et St-Etienne, jusqu'à la cité des Trois-Rivières.</p>	\$165,000 00	165,000
<p>Hereford. (l) A la compagnie du chemin de fer de Hereford, comme contribution dans les frais de construction de l'extension de sa ligne depuis le point de jonction, à Cookshire, jusqu'à l'endroit connu sous le nom de "Lime-Ridge", dans le comté de Wolfe, sur un parcours n'excédant pas 18 milles, une subvention de \$3,000 par mille, et n'excédant pas en totalité</p>	\$54,000 00	
<p>Lachine et Hochelaga. (m) A la compagnie de chemin de fer de Lachine et Hochelaga, pour l'aider à construire sa ligne depuis un point dans la paroisse de Saint-Laurent jusqu'aux quais Hoche-</p>		

	Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
<p>distance par les actes 51-52 Vict., chap. 91, clause 1, paragraphe d, et 53 Vict., chap. 101, clause 2, et pourvu que les ouvrages sur cette extension soient commencés avant le 1er de juin, 1891.</p> <p>Ponts sur rivières Métabetchouan, Kouspiganis- che et Belle Rivière. (q) A la même compagnie, pour contribuer dans les frais de construction de trois ponts à ériger sur les rivières Métabetchouan, Kouspiganis- che et Belle-Rivière, sur l'extension susdite de sa ligne entre Métabetchouan et la Baie des Ha ! Ha ! une subvention ne dépassant pas.....</p> <p>A la condition que la compagnie fournisse au gouvernement une preuve satisfaisante qu'elle est en mesure d'exécuter l'ensemble des travaux requis pour compléter ces trois ponts ; avec l'entente que cette subvention sera payée à la compagnie proportionnellement à la valeur, — établie par l'ingénieur du gouvernement, — des travaux exécutés et matériaux fournis dans cette construction, et d'après les évaluations progressives de l'ingénieur de la compagnie, et pourvu que les ouvrages soient commencés avant le 1er juin 1891.</p> <p>Extension de ligne de la Rivière-à-Pierre à la Tuque. (r) A la même compagnie, pour contribuer aux frais de construction de l'extension de sa ligne principale, depuis un point de jonction à, ou près de la station de la Rivière à</p>	<p>\$150,000 00</p>	

		Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
	Pierre, jusqu'à la Tuque, sur la rivière St-Maurice, sur un parcours de 45 milles, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, mais n'excédant pas en totalité.....		450,000
Pont sur la rivière St-Charles.	(s) Contribution dans les frais de construction du pont érigé sur la rivière St-Charles, de la gare et autres travaux au terminus du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, à Québec, une subvention n'excédant pas en totalité.	\$30,000 00	
Lac Témiscamingue.	(t) A la compagnie du chemin de fer de colonisation du lac Témiscamingue, une subvention additionnelle de \$1,800 et de 5,000 acres de terre par mille, pour compléter les sections de 17 milles et de 15 milles (en tout 32 milles) déjà subventionnées par les actes 51-52 Vic., chap. 91, clause 11, et 53 Vic., chap. 101, clause 4 ; et une subvention nouvelle de \$5,000 et de 5,000 acres de terre par mille pour 18 autres milles de ce chemin, ne dépassant pas en tout lesdites subventions nouvelles.....	\$147,600 00	250,000
	De manière à ce que ces 50 milles de chemin reçoivent \$5,000 et 5,000 acres de terre par mille, à la condition que tout ce chemin soit construit d'une largeur de quatre pieds huit pouces et demi, au lieu de la voie étroite qui a été établie sur une partie de ce chemin ; et aussi à la condition que ce chemin se raccorde à celui du chemin de fer Canadien du		

	Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
<p>Pacifique à Mattawa, et que des arrangements soient faits avec la compagnie du Pacifique pour faire exploiter et maintenir ce chemin de fer après son achèvement.</p> <p>Lac St-François. (u) A la compagnie de chemin de fer et de navigation du lac St-François, pour l'aider à construire un chemin de fer partant d'un point de jonction avec le chemin de fer le Québec Central, à quelque point entre la station d'Israëli et la station "Black Lake", pour de là arriver, par le tracé le plus court et le plus avantageux, à travers le canton de Price, jusqu'au bord du lac St-François, sur ou près de l'établissement projeté des Frères des Ecoles Chrétiennes, et de ce point se diriger vers le village de Lambton, dans le comté de Beauce, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 20 milles et ne dépassant pas en totalité.....</p> <p>A la condition que les Frères des Ecoles Chrétiennes établissent une institution agricole et industrielle, à l'extrémité nord-ouest dudit lac St-François, et que ce chemin de fer passe dans le voisinage immédiat de cette institution.</p> <p>Matane. (v) A la compagnie du chemin de fer de Matane, pour l'aider à construire 30 milles de son chemin, à partir d'un point de jonction avec le chemin de fer Intercolonial, à ou</p>	<p>.....</p>	<p>200,000</p>

	Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
<p>près de St-Octave de Métis, et de là se dirigeant à travers les paroisses de "Sandy-Bay," de la Rivière Blanche et Matane, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, mais ne dépassant pas en totalité...</p> <p>(w) A la compagnie de chemin de fer de Vaudreuil et Prescott, maintenant connu sous le nom de chemin de fer de Montréal et Ottawa, pour contribuer dans les frais de construction d'un pont à ériger sur le parcours de sa ligne, sur la rivière "La Grasse," à Rigaud, une subvention n'excédant pas.....</p> <p>A être payée lorsque des travaux et des matériaux pour une valeur équivalente auront été faits et fournis, d'après le rapport favorable de l'ingénieur du gouvernement, et qu'une preuve satisfaisante aura été donnée au lieutenant-gouverneur en conseil par la compagnie qu'elle est en mesure de compléter les ouvrages requis pour achever ce pont ; à la condition aussi que ce pont devra être un pont combiné pour l'usage du chemin de fer et des piétons et voitures, si le lieutenant-gouverneur en conseil juge que la chose est dans l'intérêt des municipalités intéressées.</p> <p>(x) A la compagnie du chemin de fer de "Québec et Boston Air Line," pour l'aider à construire son chemin sur un</p>	<p>.....</p> <p>\$37,500 00</p>	<p>300,000</p>

	Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
<p>parcours ne dépassant pas 100 milles, depuis ou près de " Lime Ridge, " canton de Dudawell, comté de Wolfe, par la ligne la plus courte et la plus avantageuse à travers les comtés de Wolfe, Mégantic, Lotbinière et Lévis, jusqu'à la ville de Lévis, ou à quelque'autre point voisin de jonction avec un autre chemin de fer, en passant par le canton de Leeds, dans le comté de Mégantic ; une subvention de \$3,000 par mille, mais n'excédant pas en totalité.....</p> <p>Cap-Rouge et du St-Laurent. (y) A la compagnie du chemin de fer du Cap-Rouge et du Saint-Laurent, pour l'aider à construire 9 milles de son chemin, une subvention de \$3,200 par mille, et ne dépassant pas en totalité</p> <p>Pourvu que la ligne suive un tracé partant de l'Ancienne Lorette, et allant jusqu'à St-Félix du Cap-Rouge, au bord de l'eau, et de là jusqu'à la limite Est de la paroisse de Sillery ; et que le Parlement fédéral accorde un subside semblable, au moins.</p> <p>Saint Chrysostôme. (z) A la compagnie du chemin de fer de Saint-Chrysostôme, pour l'aider dans les frais de construction de sa ligne, sur un parcours de 30 milles, pour relier la paroisse de ce nom, dans le district de Beauharnois, avec le chemin de fer de jonction de Montréal et Champlain, et avec le che-</p>	<p>\$300,000 00</p> <p>\$28,800 00</p>	

	Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
min de fer Canada-Atlantique, etc., une subvention de 10,000 acres de terre par mille, mais ne dépassant pas en totalité...	300,000
Pont sur ri- vière Riche- lieu. (aa) Comme aide à la cons- truction du pont projeté sur la rivière Richelieu, vis-à-vis de la ville de Sorel, une sub- vention n'excédant pas en tota- lité.....	\$50,000 00	
Montréal et Sorel. A la condition que le Parle- ment du Canada vote une subvention au moins égale ; la subvention ci-dessus ne devant être payée qu'au fur et à mesure que les ouvrages avanceront, et qu'un quantum équivalent d'ouvrages faits et de matériaux fournis sera constaté par les rapports de l'ingénieur du gouvernement. (bb) A toute compagnie ou à tout syndicat, régulièrement organisés, qui se chargeront de compléter et d'équiper le che- min de fer de Montréal et Sorel, entre Saint-Lambert et ce dernier endroit, et de le mettre et main- tenir en bon état d'exploitation, une subvention n'excédant pas en totalité	\$150,000 00	
Montagne d'Orford. Laquelle ne sera payable qu'à la suite de rapports de l'ingé- nieur du gouvernement et à la satisfaction du lieutenant- gouverneur en conseil.* (cc) A la compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford, pour l'aider à com- pléter son chemin depuis		

* Voir 57 V., c. 5, s. 3.

	Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
<p>Eastman, dans le comté de Brome, jusqu'à Lawrenceville, dans le comté de Shefford, et de là jusqu'à Richmond, pour se raccorder à, ou près de, cette ville, avec le chemin de fer le Grand Tronc, une subvention additionnelle de \$1,500 par mille pour une distance ne dépassant pas 38½ milles, et n'excédant pas en totalité. . .</p> <p>Lotbinière et (dd) A la compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic. Mégantic, pour l'aider à construire son chemin partant d'un point situé à, ou près de, l'église de la paroisse de St-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, jusqu'à un autre point situé à, ou près de, "Glen Lloyd," dans le comté de Mégantic, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 25 milles, et ne dépassant pas en totalité.</p> <p>Vallée-Est de (ee) A la compagnie du chemin de fer de la Vallée-Est de Richelieu. Richelieu, pour l'aider à construire son chemin depuis un point dans le comté de Missisquoi, sur la ligne frontière, dans la paroisse de St-Thomas, comté de Missisquoi, jusqu'à, ou près de, Iberville, passant à travers St-Thomas, St-George de Clarenceville, même comté, St-George de Henryville, Ste-Anne de Sabrevois et St-Athanase, comté d'Iberville, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une dis-</p>	<p>\$57,750 00</p> <p>.....</p>	<p>250,000</p>

	Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
tance de 25 milles et de dépassant pas en totalité.....	250,000
Portage-du-Fort and Bristol Branch. (ff) A la compagnie de chemin de fer "The Portage-du-Fort and Bristol Branch Railway Company" pour aider à construire un chemin depuis le, ou près du, village Quyon, sur la ligne du chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique, en passant par les cantons de Onslow, Bristol et Clarendon, jusqu'au village de Portage-du-Fort, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 15 milles, et ne dépassant pas en totalité.....	150,000
Colonisation de Montfort. (gg) A la compagnie de chemin de fer de colonisation de Montfort, pour l'aider à construire son chemin, à partir d'un point sur la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, ou du chemin de fer Montréal et Occidental, soit de Lachute, St-Jérôme ou St-Sauveur, ou près de ces localités, jusqu'à Montfort, dans le canton de Wentworth, et pour de là se continuer jusqu'à un point sur la rivière Rouge, dans le canton d'Arundel, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance ne dépassant pas 21 milles, et n'excédant pas en totalité.....	210,000
Pour tenir lieu de la subvention de 4,000 acres de terre par mille, accordée par l'acte 45 Vict., chap. 23, clause 1, para-		

	Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
<p>graphe i, à un chemin de fer ayant la même distance et la même direction.</p> <p>Arthabaska et Wolfe. (hh) A la compagnie du chemin de fer des comtés d'Arthabaska et Wolfe, pour l'aider à construire son chemin depuis un point sur la ligne du chemin de fer le Grand Tronc, à ou près de, Victoriaville, en passant par la partie sud-est du comté d'Arthabaska, et traversant le comté de Wolfe jusqu'à un point convenable pour faire connection avec les chemins de fer d'Hereford et du "Maine Central", ou avec le chemin de fer du "Quebec and Boston Air Line," dans les limites du comté de Wolfe, une subvention de \$3,200 par mille pour une distance de 60 milles, et n'excédant pas en totalité....</p> <p>Ce subside accordé à la condition expresse que le chemin passe à Arthabaskaville et que les travaux de construction soient commencés d'abord à Victoriaville et qu'ils soient complétés, pour trois milles au moins, du côté d'Arthabaskaville dans les deux ans du premier juin prochain.</p> <p>Montreal bridge. (ii) A la compagnie de "Montreal Bridge Company," à titre d'aide pour faire les explorations nécessaires pour construire le pont projeté sur le Saint-Laurent, près de Montréal, pourvu que cette aide ne dépasse pas un tiers du coût</p>	\$192,000 00	

		Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
	total et réel de ces explorations, et que ce tiers ne soit pas plus élevé que.....	\$10,000 00	
	Et que cette somme soit payable à cette compagnie au fur et à mesure de la production de pièces justificatives établissant le montant par elle dépensé pour ces explorations.		
Jonction et des Carrières de Philips- burg.	(jj) A la compagnie du chemin de fer de Jonction et des Carrières de Philipsburg, pour l'aider à parachever la section non encore construite du ci-devant chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska, connue sous le nom de chemin de fer de Jonction du Saint-Laurent et lac Champlain, entre Stanbridge et Philipsburg, une subvention de \$4,000 par mille, pour une distance de 6½ milles, et n'excédant pas en totalité...	\$25,720 00	
	Etant la balance périmée et maintenant remise en vigueur sur la subvention de \$4,000 par mille, accordée par les actes 37 Victoria, chapitre 2, clause 1, et 38 Victoria, chapitre 2, clause 1, au susdit chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska.		
Québec, Montmo- rency et Charlevoix.	(kk) A la compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix, pour l'aider à construire et équiper son chemin, une subvention de \$4,000 par mille, sur une distance de 60 milles, entre Saint-Joachim et la Malbaie, et n'excédant pas en totalité....	\$ 240,000 00	

		Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
Pontiac et Renfrew.	(ll) A la compagnie du chemin de fer de Pontiac et Renfrew, pour l'aider à construire la section de son chemin de fer, comprise entre le site où se trouvent les mines exploitées par la compagnie sous le nom de "The Bristol Iron Mines Company", et un point de raccordement avec le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 5 milles, et n'excédant pas en totalité.....		50,000
Massawippi.	(mm) A la compagnie du chemin de fer de Jonction de la Massawippi (The Massawippi Railway Company), pour l'aider à construire son chemin entre Magog et Coaticook, dans le comté de Stanstead, une subvention de \$3,200 par mille, sur une distance de 25 milles, et n'excédant pas en totalité.....	\$ 80,000 00	
Québec Oriental.	(nn) A la compagnie du chemin de fer le Québec Oriental, pour l'aider à construire partie de sa ligne projetée entre St-Anselme, comté de Dorchester, à travers les comtés de Dorchester, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska et Témiscouata, une subvention de 10,000 acres de terre par mille, pour une distance de 100 milles, et n'excédant pas en totalité.....		1,000,000
Municipa- lités de St- Lin et de	(oo) Aux municipalités de Saint-Lin et de Sainte-Anne		

	Total des subventions en argent	Total des subventions en terres
Ste-Anne des Plaines. des Plaines, pour les aider dans le règlement des procès qu'elles soutiennent depuis plusieurs années, à la suite de la vente du chemin de fer des Laurentides et de la loi de 1882, relativement à la vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, dans la proportion, entre les deux municipalités, qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, une somme de.....	\$ 30,000 00	

Reploiement sur les 5e et 6e sections du chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de la Gatineau.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra appliquer la proportion afférente sur les 5e et 6e sections de sa ligne, à même le montant des subventions en argent et en terres, qui ont été accordées à la compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de la Gatineau, par les actes 45 Victoria chapitre 23, clause 1, paragraphe c, et 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 7, sur les sections première et deuxième de son dit chemin de fer, aussitôt que seront terminés les premier et deuxième dix milles, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil ; ce reploiement étant fait à raison de la nature dispendieuse des travaux à faire pour construire ces deux premières sections de ce chemin, et dépassant de beaucoup les évaluations des ingénieurs.

Reploiement sur les trois premières sections du chemin de fer Montréal et Occidental entre Saint-Jérôme et Ste-Agathe.

3. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de reporter et reposer sur les trois premières sections de dix milles du chemin de fer de Montréal et Occidental, entre St-Jérôme et Ste-Agathe, dans la direction de la Chute-aux-Iroquois, une proportion de \$2,500 par mille sur le montant des subventions qui sera exigible sur les 4e, 6e et 7e sections de ce chemin de fer, à même le montant des subventions en argent et en terre, qui ont été octroyées à cette compagnie par les actes 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 5, et par les actes y mentionnés ; et ce pour les mêmes considérations invoquées plus haut relativement au chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de la Gatineau, à la condition que la proportion des subventions,—

ainsi reemployées,—ne soit payable que lorsque seront terminées les trois premières sections en question entre St-Jérôme et Ste-Agathe, à la satisfaction de l'ingénieur du gouvernement.

4. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de permettre à la compagnie du chemin de fer le Québec Central de poursuivre l'extension de son chemin, soit à partir de la station de St-François de Beauce jusqu'à la frontière de l'Etat du Maine, et au delà jusqu'à un point d'intersection avec l'extension est du chemin de fer International, à, ou près de "Moose River," ou bien depuis un point sur son chemin de fer, à, ou près de la jonction de Beauce, entre la rivière Chaudière et la station de Tring, jusqu'à un point sur le chemin de fer International, au, ou près du lac Mégantic, de manière à ce que les subventions, ou balances des subventions, en argent et en terres, qui ont été accordées pour cette extension, soient payées à la compagnie aux termes des actes 37 Vict., chap. 2, clause 1, et 38 Vict., chap. 2, clause 1, 49 Vict., chap. 3, clause 4, 52 Vict., chap. 86, clause 1, et 53 Vict., chap. 101, clause 8, proportionnellement au nombre de milles subventionnés qui seront complétés sur le tracé qui sera définitivement choisi, pourvu que les intérêts des localités concernées jusqu'à St-George au moins, soient sauvegardés, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil; et avec l'entente que les \$40,000, qui ont été retenues par les actes 52 Vict., chap. 86, clause 2, et 53 Vict., chap. 101, clause 9, pourront être payées, aux termes de la loi, en même temps que le surplus des subsides accordés, dans le cas où l'extension du chemin serait construite toute entière sur le territoire canadien dans sa direction et jusqu'au lac Mégantic.

Extension du chemin de fer Québec Central, autorisée à certaines conditions—et subventions à cette fin.

5. La section 5 est abrogée par la loi 55-56 V., c. 65, s. 1.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra prolonger jusqu'au dernier jour de la session prochaine de cette Législature, les délais dans le cours desquels les compagnies de chemin de fer subventionnées par la province, étaient et sont tenues de compléter leurs travaux, s'il croit que l'extension de ce délai est dans l'intérêt public.

Pouvoir du lieut. -gouv. de prolonger les délais pour terminer certains chemins de fer subventionnés.

7. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire revivre les dispositions contenues dans la clause 14e de l'acte de 51-52 Victoria, chapitre 91, en faveur des compagnies de chemin de fer auxquelles des subventions en terres sont par le présent accordées.

Pouvoir du lieut. -gouv. de faire revivre la clause 14e de 51-52 V., c. 91, en faveur de certaines compagnies.

NOTE.—Voir 56 V., c. 3, s. 5.

Délais pour la complétion de certains chemins subventionnés, prolongés.

8. Toutes les lignes pour la construction desquelles des subventions ont déjà été accordées et sur lesquelles il reste encore des subsides exigibles en vertu des statuts en vigueur, de même que toutes les lignes de chemins de fer auxquelles des subventions sont par le présent accordées, devront commencer leurs travaux,—à moins qu'elles ne l'aient déjà fait—et se mettre à l'œuvre, *bona fide*, le ou avant le premier juin prochain, et les compléter dans un délai raisonnable,—ne devant pas dépasser quatre ans,—lequel délai sera fixé par un arrêté en conseil.

Approbation des tracés, etc.

Lesdites lignes seront aussi construites d'après les tracés, plans, livres de renvoi, profils, devis et estimés, approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Preuve fournie avant de toucher la subvention.

Avant de réclamer aucune partie des subsides ci-dessus mentionnés, la compagnie devra établir, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle a des moyens satisfaisants et se trouve en état de compléter le chemin projeté et de le maintenir en bon état d'exploitation.

NOTE.—Voir 57 V., c. 5, s. 4.

Pouvoir du lieut. -gouv. relatif aux membres dans le bureau de direction des compagnies subventionnées.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer, s'il le juge à propos, une ou deux personnes compétentes comme membre ou membres du bureau de direction de toute compagnie de chemin de fer incorporée par les lois de cette province, ayant reçu, recevant ou devant recevoir des subsides de cette province ; et il ne sera pas nécessaire que cette ou ces personnes ainsi nommées soit ou soient actionnaires dans ladite compagnie, les subsides accordés par la Législature devant être considérés comme constituant la province suffisamment intéressée dans telle entreprise.

Paiement des débentures de la ville de Fraserville pour son palais de justice.

10. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à payer les \$20,000 de capital de débentures émises par la corporation de Fraserville pour la construction du palais de justice du district de Kamouraska, audit lieu de Fraserville.

NOTE.—La section 11, telle que remplacée par la loi 58 V., c. 6, s. 1, et les sections 12, 13 et 14 sont refondues aux articles 1436, 1440, 1441 et 1442 des S. R., 1909.

Entrée en vigueur.

15. Cet acte viendra en vigueur le jour de sa sanction.

55-56 VICTORIA, CHAPITRE 66

Loi concernant certains subsides octroyés au chemin de fer de Québec et du lac St-Jean

[Sanctionnée le 24 juin, 1892]

ATTENDU qu'à raison des travaux à être exécutés par la compagnie du chemin de fer de Québec et du lac St-Jean sur la construction des premiers quarante-sept milles de l'extension de son chemin entre Métabetchouan et Chicoutimi, qui est un pays difficile, semé de monticules et de ravins, il est nécessaire de changer le mode de paiement des subsides accordés à ce chemin ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de reporter et de reposer sur les premiers 47 milles de l'extension du chemin de fer de Québec et du lac St-Jean, s'étendant entre Métabetchouan et Chicoutimi, la subvention en argent de \$5,000 par mille et les premiers 35 centins de la subvention en terre de 5,000 acres par mille, (convertis en subsides conformément à la loi concernant la conversion des subsides en terre), et qui ont été accordés par les actes 51-52 Victoria, chapitre 91, clause 1, paragraphes *b* et *d*, 53 Victoria, chapitre 101, section 2, et 54 Victoria, chapitre 88, section 1, paragraphe *p*, et qui s'appliquent à la dernière partie de son chemin entre Chicoutimi et St-Alphonse, de manière à payer à la compagnie intéressée, sur ces premiers 47 milles, une subvention additionnelle par mille de \$2,690 et de 2,690 acres (convertis en argent à 35 centins l'acre), en tout, ou de \$7,690 en argent et de 7,690 acres (convertis en argent à 35 centins l'acre), par mille, y compris les subventions de \$5,000 et de 5,000 acres par mille (convertis en argent à 35 centins l'acre) originairement accordées à ces premiers 47 milles par les statuts ci-haut mentionnés ; pourvu toujours que les deuxièmes 35 centins de la subvention en terre, convertie en argent à 70 centins l'acre, et qui sont afférents à cette dernière partie de son chemin, y restent appliqués comme garantie de son achèvement ultérieur jusqu'à l'eau profonde au village de St-Alphonse, dans un délai n'excédant pas trois ans du premier juin mil huit cent quatre-vingt-douze.

Le paiement du subside représenté par l'opération du reploiement autorisé par les présentes, ne sera pas effectué avant que le chemin soit terminé jusqu'à la ville de Chicoutimi.

Reploiement des subsides sur les premiers 47 milles de l'extension du chemin de fer de Québec et du lac St-Jean, entre Métabetchouan et Chicoutimi.

Epoque du paiement du reploiement.

Garanties
que doit
fournir la
compagnie.

La compagnie devra fournir de plus des garanties suffisantes, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle parachèvera sa ligne jusqu'à l'eau profonde, au village de St-Alphonse, dans un délai n'excédant pas trois ans du premier juin mil huit cent quatre-vingt-douze.

Entrée en
vigueur.

2. Cette loi viendra en vigueur le jour de sa sanction.

56 VICTORIA, CHAPITRE 3

Loi relative à certains subsides de chemin de fer

[Sanctionnée le 27 février, 1893]

Préambule.

ATTENDU que par une lettre du 16 juin, 1891, écrite à M. A. M. Thom, secrétaire-trésorier de la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, par l'honorable P. Garneau, commissaire des travaux publics, et premier ministre *ad interim* à cette date, une somme de \$70,000 a été promise, de manière à faire audit chemin de fer une avance de \$3,500 par mille sur les vingt milles compris entre les 60e et 80e milles ;

Attendu qu'à la suite de cette promesse un contrat a été passé entre M. J. Hogan et ladite compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs (plus tard signifié au département des chemins de fer), pour la construction de deux sections de dix milles, s'étendant du 60e au 80e mille, et que, sans cette promesse formelle, ledit contrat n'aurait pas été conclu ; que cette dite somme de \$70,000 fait partie du prix dudit contrat ; que les deux dites sections ont été presque entièrement construites par le nommé Hogan, et qu'il exige, avant de terminer son contrat et de livrer ledit chemin de fer, la garantie du gouvernement pour le paiement de ladite somme de \$70,000, outre les subsides votés pour la construction desdits 20 milles par les lois 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe b, et 51-52 Victoria, chapitre 91, section 12 ;

Attendu qu'il est nécessaire, pour le parachèvement des deux sections dudit chemin de fer, comprises entre les 60e et 80e milles, de donner suite à la promesse formelle dudit honorable Pierre Garneau, promesse approuvée par ses collègues du conseil exécutif d'alors ;

Attendu qu'il convient de modifier les lois se rapportant à certains autres subsides de chemin de fer, déjà accordés par cette Législature ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. A même le subside de cent quarante mille piastres voté par cette Législature pour la construction des deux sections du dit chemin de fer, comprises entre les quatre-vingtième et centième milles, la somme de soixante-dix mille piastres pourra être appliquée sur les deux sections comprises entre les soixantième et quatre-vingtième milles, et payée audit M. J. Hogan, aux conditions suivantes, dont les deux premières sont indiquées dans ladite lettre du 16 juin 1891, savoir :

(a) Nulle partie dudit chemin de fer, sur un parcours de quatre-vingts milles, savoir : depuis la jonction avec l'Inter-colonial, à Métapédiac, dans le comté de Bonaventure, ne sera considérée comme finie tant qu'un rapport,—établissant l'état du chemin, de l'équipement et des ponts,—n'aura pas été fait par l'ingénieur du gouvernement constatant, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, que ledit chemin est complété, et en état d'exploitation :

(b) Comme garantie que le chemin sera ainsi achevé jusqu'à Pasbébiac, ladite compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs déposera chez le trésorier de la province, avant le paiement des soixante-dix mille piastres, lors du parachèvement du quatre-vingtième mille, deux cent mille piastres d'obligations de la compagnie, de la même émission que celles déjà déposées entre les mains du gouvernement ;

(c) Ladite somme de soixante-dix mille piastres, ne sera payée audit M. J. Hogan, qu'une année après que lesdits vingt milles dudit chemin de fer auront été finis, équipés et mis en état d'exploitation.

2. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer les subsides accordés, pour une distance de trente-trois milles, à la compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides par la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 1, paragraphe (k), de la manière suivante, savoir : une somme représentant le subside de dix milles pourra être appliquée à la construction d'un pont sur la rivière St-Maurice, à ou au-dessous des Grandes-Piles, sur des estimations mensuelles du coût des travaux, certifiées par l'ingénieur du gouvernement ; et la balance, de la manière prescrite par les statuts provinciaux alors en vigueur, sur vingt-trois milles du chemin de fer à partir du terminus actuel aux Grandes-Piles, allant dans une direction ouest vers un point de jonction avec le chemin de fer le Grand-Nord, laquelle modification de tracé est par le présent autorisée.

3. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de transférer ou de permettre à la compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, de transférer les subsides ci-dessus mentionnés à la compagnie du chemin de fer le Grand-

Reploiement sur les 7e et 8e sections du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

Conditions du repliement.

Quand cette partie du chemin sera censée être terminée.

Dépôt d'obligations comme garantie de parachèvement.

Epoque du paiement des subsides.

Pouvoir du lieutenant-gouv. de payer pour certaines fins les subsides accordés au chemin de fer des Basses-Laurentides.

Pouvoir du lieutenant-gouv. de permettre le transfert de ces sub-

subsidés à certaines conditions.

Nord, ou à telle autre compagnie qui pourra établir, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, ses moyens de construire un chemin de fer de première classe pour relier le chemin de fer des Basses-Laurentides avec celui du Grand-Nord, de l'exploiter d'une manière satisfaisante et d'y maintenir un service efficace,—lesdits subsides ne devant être payés, dans tous les cas, tant pour ce qui peut ou pourra être dû à la compagnie des Basses-Laurentides qu'à la compagnie de chemin de fer le Grand-Nord, qu'en autant qu'il sera démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, que des arrangements pour le trafic et la circulation ont été complétés avec la compagnie dite The Canada Atlantic Railway Company, ou toute autre compagnie dont la ligne aura son point de départ à l'endroit dit Perry Sound, dans la province d'Ontario, sur la baie Georgienne, par lesquels un service régulier, direct et permanent pour le transport des passagers et des marchandises sera établi entre la province d'Ontario et la province de Québec, les lignes suivantes de chemin de fer devant être, pour établir ledit service, utilisées pour les distances et dans les directions ci-dessous :

Lignes qui doivent être utilisées.

- | | |
|---|-----------|
| 1. le chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean, partant de Québec et se dirigeant vers l'ouest jusqu'à la jonction de la Rivière-à-Pierre..... | 58 milles |
| 2. à l'ouest de la Rivière-à-Pierre, le chemin de fer des Basses - Laurentides, actuellement construit jusqu'aux Grandes-Piles..... | 40 " |
| 3. une nouvelle ligne devant être construite des Grandes-Piles jusqu'à Sainte-Julienne, la construction de ladite ligne étant autorisée par la loi 45 Victoria, chapitre 54, constituant en compagnie de chemin de fer la compagnie appelée "Trois-Rivières et Nord-Ouest," et actuellement, suivant la loi 51-52 Victoria, chapitre 96, le chemin de fer "St-Laurent et Nord-Ouest"..... | 75 " |
| 4. de Ste-Julienne à St-Jérôme, le chemin de fer dit le Grand-Nord..... | 18 " |
| 5. de St-Jérôme à Greenville, sur la rivière Ottawa, y compris un pont sur ladite rivière à Hawkesbury, une nouvelle ligne de chemin de fer autorisée suivant la loi..... | 35 " |
| 6. de Hawkesbury, le Canada-Atlantique ou tout autre chemin de fer passant à Ottawa et allant directement jusqu'à Perry-Sound.... | 324 " |

Ledit chemin de fer devra ainsi être construit, équipé et mis en exploitation dans les délais prescrits par les lois particulières qui régissent chacun des tronçons qui doivent en faire partie, et par les diverses lois d'un caractère général actuellement en vigueur, ou qui le seront par la suite.

4. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, dans le cas où les compagnies lui auront soumis un acte d'arrangement à cet effet, autorisé par leur bureau respectif de direction, après avoir obtenu l'approbation des actionnaires desdites compagnies, de reporter sur le chemin de fer dit Ottawa et Vallée de la Gatineau le subside en terres qui peut être dû à la compagnie du chemin de fer de colonisation d'Ottawa, en vertu de la 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe f,—ledit subside converti en argent, au taux de trente-cinq centins l'acre sur soixante-dix centins, suivant la loi, et représentant une somme de soixante-douze milles huit cents piastres, laquelle sera payée à raison de cinq mille cent soixante et une piastres par mille, sur les quatorze mille ou environ, à partir du 40^e mille en allant dans la direction de Désert,—ledit subside devant être payable aux conditions stipulées dans les lois actuellement en vigueur ou qui pourront le devenir par la suite.

5. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire revivre les dispositions contenues dans les lois 51-52 Victoria, chapitre 91, section 14, 53 Victoria, chapitre 102, et 54 Victoria, chapitre 88, section 7, en faveur des compagnies de chemin de fer, dont le droit à leurs subventions en terres n'est pas caduc, qui n'ont pas encore fait la conversion en argent de leurs subventions non périmées, en terres, et qui se sont conformées et se conformeront aux obligations imposées par la loi 54 Victoria, chapitre 88, et par toutes autres lois s'y rapportant, actuellement en vigueur ou qui pourront le devenir par la suite; et, à défaut par lesdites compagnies d'opérer en argent la conversion desdits subsides avant le premier septembre prochain et de construire leur ligne dans les délais prescrits par les lois en vigueur ou par celles qui le seront par la suite, lesdits subsides en terres seront périmés.

56 VICTORIA, CHAPITRE 4

Loi relative à la construction des chemins de fer subventionnés par le gouvernement

[Sanctionnée le 27 février, 1893]

Préambule. **A**TTENDU qu'il est devenu nécessaire d'assurer le bon emploi des subsides accordés aux chemins de fer par le gouvernement ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Délai pour la construction et le parachèvement des chemins de fer subventionnés.

1. Toute compagnie de chemin de fer subventionnée par le gouvernement, dont le droit aux subsides n'est pas devenu caduc, doit commencer ses travaux de construction, ou les reprendre s'ils sont discontinués, le ou avant le premier septembre mil huit cent quatre-vingt-treize et les continuer, sans interruption, jusqu'à parachèvement, dans le délai prescrit par sa charte ou par toute loi s'y rapportant. *

Transmission des plans, etc., de ces chemins au département des Travaux publics pour approbation du lieutenant-gouverneur. Contrat que doivent faire ces chemins avec le département des Travaux publics.

2. Avant le commencement ou la reprise de ses travaux, toute telle compagnie doit transmettre au département des Travaux publics les plans, devis et profils de ses travaux, pour l'approbation, avec ou sans modifications, du lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du commissaire des travaux publics. *

3. Avant le commencement ou la reprise de ses travaux, toute telle compagnie doit passer avec le département des Travaux publics un contrat écrit, déterminant la nature des travaux à être exécutés sur cette ligne, et la part des subsides qui sera attribuée à chaque tronçon de chemin continu et non interrompu de dix milles, en proportion des frais de construction tels qu'évalués par l'ingénieur du département ; et nulle telle compagnie ne peut exiger ni recevoir le paiement partiel ou total d'un subside en argent ou en terre, à elle octroyé, à moins qu'elle n'ait démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle est en état d'exploiter régulièrement sa ligne, par elle-même ou par une autre compagnie. *

Circonstances entraînant la déchéance du droit aux subsides.

4. Nonobstant toute loi à ce contraire, nulle compagnie n'aura droit à un subside du gouvernement, à moins qu'elle ne se soit conformée aux exigences des sections précédentes, et que les formalités y prescrites n'aient été observées.

* Voir 57 V., c. 5, s. 4.

57 VICTORIA, CHAPITRE 5

Loi concernant les subsides accordés à certaines compagnies de chemin de fer

[Sanctionnée le 8 janvier, 1894]

ATTENDU que, par la loi 54 Victoria, chapitre 88, section ^{Préambule.} 1, alinéa *bb*, une subvention de cent cinquante mille piastres a été accordée à toute compagnie ou à tout syndicat, régulièrement organisé, qui se chargerait de compléter et équiper le chemin de fer de Montréal et Sorel, entre Saint-Lambert et ce dernier endroit, et de le mettre et maintenir en bon état d'exploitation, ladite somme devant être payée sur rapports de l'ingénieur du gouvernement et à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil ; que le gouvernement a jugé cette somme trop considérable pour exécuter lesdits travaux, mais qu'il a été nécessaire, d'après les rapports de l'ingénieur, de dépenser, à même ledit subside, pour réparer la partie dudit chemin entre Longueuil et Saint-Lambert et la mettre en exploitation régulière, la somme de quatre mille cent quarante-cinq piastres, et qu'elle a été payée au séquestre nommé par autorité judiciaire aux biens et au chemin de la compagnie de chemin de fer de Montréal et Sorel, avec subrogation en faveur du gouvernement ;

Attendu qu'un syndicat composé de l'honorable Louis Tourville, Joël Leduc, marchands de bois, Joseph-Misaël Fortier, fabricant de cigares, de la cité de Montréal, et Hyacinthe Beauchemin, gentilhomme, de Sorel, s'est offert pour compléter et équiper ledit chemin de fer entre Longueuil et Armstrong, vis-à-vis de Sorel, moyennant une somme de cent mille piastres ; que les travaux faits par le dit syndicat ont déjà entraîné une dépense évaluée par l'ingénieur du gouvernement à plus de soixante-dix mille piastres, et que la dépense totale à être faite par ledit syndicat dépassera celle de cent mille piastres ;

Attendu que ledit syndicat a obtenu à cette session une charte pour construire un chemin de fer qui reliera Sorel à Lévis, et qu'à cette fin il se propose d'acheter les droits de la compagnie du chemin de fer du Grand Oriental, dont le chemin a été subventionné par cette province ;

Et attendu qu'il est devenu nécessaire de déterminer d'une façon précise les obligations du Trésor relativement aux subventions de chemins de fer, et de modifier les conditions imposées à certaines compagnies pour la construction de leur ligne ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Paiement à
A.-A. Taillon,
ratifié.

1. Le paiement de la somme de quatre mille cent quarante-cinq piastres, fait audit séquestre A.-A. Taillon, pour réparer la ligne du chemin de fer de Montréal et Sorel, à partir de Longueuil jusqu'à Saint-Lambert, et la mettre en exploitation, est ratifié.

Paiement
de \$100,000
au séquestre,
autorisé.

2. Une somme de cent mille piastres sera payée audit séquestre ou au syndicat ci-dessus mentionné si, par l'effet de la loi, les fonctions dudit séquestre ont cessé, le tout à la suite de rapports de l'ingénieur du gouvernement et à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil.

Paiement
de \$10,000
pour des
travaux entre
Longueuil et
Armstrong.

3. Une somme de dix mille piastres, à être prise sur la subvention de cent cinquante mille piastres mentionnée dans la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 1, alinéa *bb*, sera aussi payée audit syndicat, tant pour l'indemniser de ses travaux sur la ligne entre Longueuil et Armstrong, vis-à-vis de Sorel, que pour lui permettre de conclure les arrangements projetés avec la compagnie du chemin de fer du Grand Oriental, afin de fusionner ces deux lignes et de procurer ainsi une voie de communication directe, sur la rive sud du Saint-Laurent, entre Longueuil et Lévis, le tout sur rapport au lieutenant-gouverneur.

Subventions
déclarées
périmées.

4. Les subventions en argent ou en terre, accordées aux compagnies mentionnées dans la cédule A ci-après, étant devenues caduques par suite du défaut de ces compagnies de se conformer aux exigences des diverses lois de la province, et notamment de la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 8, et de la loi 56 Victoria, chapitre 4, sections 1, 2 et 3, sont annulées et sont déclarées éteintes et périmées.

NOTE.—*Voir* 59 *V.*, c. 4, s. 3.

Paiement
d'une cer-
taine somme
à la Cie. de
ch. de fer
Québec et
lac St-Jean,
autorisé.

5. La compagnie du chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean, ayant renoncé à son subside de quatre cent cinquante mille acres en terre, converti, en temps utile, en argent et équivalant à cent cinquante-sept mille piastres, par un acte de renonciation passé le vingt-cinq août mil huit cent quatre-vingt-treize devant Cy. Tessier, notaire, et récité, avec les pièces s'y rapportant et le rapport de l'ingénieur du gouvernement, dans la cédule B ci-après, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer à ladite compagnie ou à l'entrepreneur de l'embranchement de Chicoutimi la somme de cent mille piastres, aux conditions mentionnées dans les diverses pièces formant la cédule B.

CÉDULE A

Liste des compagnies de chemin de fer dont les subventions sont devenues et sont considérées comme caduques à venir au premier novembre 1893, suivant les tableaux A et B, annexés au rapport général du commissaire des travaux publics pour 1893

	Subventions en argent	Subventions en terre con verties en ar gent à 35 cts de l'acre
Arthabaska et Wolfe.....	\$ 192,000 00	
Cap Rouge et du Saint-Laurent	28,800 00	
Colonisation du Lac Témiscamingue...	17,733 18	8,960 00
Lachine et Hochelaga.....	48,000 00	
Montréal et Sorel: (pont sur la rivière Richelieu, vis à-vis de Sorel, sur la ligne du Grand Oriental).....	50,000 00	
Montréal et Sorel: (pour mettre le chemin en bon état d'exploitation sur la longueur de 45 milles) sur- plus.....	35,855 00	
<i>The Montreal Bridge Co'y</i>	7,550 04	
Massawippi.....	80,000 00	
Jonction de Pontiac au Pacifique Ca- nadien.....	1,080 00	
<i>Quebec & Boston Air Line</i>	292,500 00	
Quebec, Montmorency et Charlevoix: (section entre Saint-Joachim et la Malbaie).....	16,000 00	5,600 00
Saint-Laurent et Adirondack.....	5,184 00	
Vaudreuil et Prescott	12,790 00	
Grand Oriental, sauf les droits qui peuvent être accordés à Madame veuve Duchesnay.....	73,300 75	
Grand-Nord: entre St-André et La- chute).....		910 00
Lac Saint-François.....		68,556 25
Joliette et Saint-Jean de Matha.....		27,400 00
Portage-du-Fort et Bristol.....		52,500 00
Québec et lac Saint-Jean: (extension jusqu'à la Tuque).....		57,500 00
Vallée est du Richelieu.....		3,500 00
Saint-Laurent et Nord-Ouest.....		240,050 00
Totaux.....	\$ 860,792 97	\$ 464,976 25
		860,792 97
Grand total.....	\$1,325,769 22	

	Subventions en terre seulement Acres
Drummond : section entre Carmel Hill et Victoriaville.....	230,000
Matane.....	300,000
Napierville.....	150,000
Québec Oriental.....	1,000,000
Saint-Chrysostôme.....	300,000
Total.....	1,980,000 acres
RÉCAPITULATION	
Total ci-dessus des subventions en argent.....	\$860,792.97
Total ci-dessus des premiers 35cts	464,976.25
Total.....	\$1,325,769.22
Total des subventions en terre, pé- rimées, ci-dessus entrées, savoir : 1,980,000 acres, à 35 cts l'acre.	693,000.00
Total.....	\$2,018,769.22

N. B.—Cet état ne comprend pas les seconds 35cts de sub-
ventions en terre périmées.

Département des Travaux Publics, }
Bureau des chemins de fer }
Québec, 14 novembre 1893.

(Signé) E. MOREAU,
Directeur des chemins de fer.

CEDULE B.

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS.

Québec, 7 juillet 1893.

J. G. SCOTT, écuyer,
Secrétaire et gérant de la compagnie du chemin de fer
de Québec et du lac Saint-Jean, Québec.

Cher monsieur,

En réponse à votre communication du 24 juin dernier, je
dois vous dire que le sujet de la cancellation du subside
accordé pour la construction de l'embranchement de La Tuque
a fait l'objet d'un sérieux examen de la part du gouverne-
ment, et voici les conclusions auxquelles il en est arrivé,
dans l'espoir d'assurer l'achèvement d'un chemin de fer qui
coûte déjà si cher à la province, et aussi dans l'intention, vu

l'état de nos finances, d'opérer un retranchement assez considérable dans la dépense des subventions aux chemins de fer :

1. Le gouvernement exigera de votre compagnie un acte de renonciation légale, en bonne et due forme, à tout le subsidé de la compagnie pour l'embranchement de La Tuque, telle renonciation devant être faite par résolution du bureau de direction, ratifiée par l'assemblée régulière des actionnaires ;

2. Il exigera la preuve, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, que la compagnie et son entrepreneur sont dans l'impossibilité d'achever les travaux,—telle preuve devant consister, entre autres, en un rapport officiel de l'ingénieur du gouvernement qui établisse l'excédent des dépenses faites dans la construction, sur les premiers calculs faits dès l'origine relativement au coût des travaux du chemin de fer ;

3. Le paiement de la somme ainsi accordée pour venir en aide à l'entreprise ne sera fait, dans tous les cas, qu'après l'exécution en entier des travaux et la mise en exploitation régulière dudit chemin.

Après l'acceptation de ces conditions, un ordre en conseil sera passé, par lequel le gouvernement s'engagera à présenter à la Législature un bill pour se faire autoriser à accorder la subvention mentionnée dans votre lettre du 24 juin dernier, subvention qui sera fixée par l'ingénieur du gouvernement d'après le coût des travaux exécutés, et qui, dans tous les cas, ne dépassera pas \$100,000.00. Cette subvention sera payée aux personnes ou aux banques qui auront fait les avances de fonds nécessaires à l'achèvement de ladite ligne.

J'ai l'honneur d'être, cher monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) G. A. NANTÉL,
Commissaire.

Par devant moi, Cy. Tessier, notaire public pour la province de Québec, résidant en la cité de Québec, ont comparu en personne, ce vingt-cinq août mil huit cent quatre-vingt-treize ;

La compagnie du chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean, légalement constituée en corporation et ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, représentée à cet acte par Frank Ross, écuyer, président, et James Guthrie Scott, écuyer, secrétaire de ladite compagnie, dûment autorisés à cet effet par résolution du bureau de direction de ladite compagnie, adoptée à son assemblée du vingt et un août

courant, ladite résolution ayant été ratifiée par une résolution des actionnaires de la compagnie à une assemblée tenue le jour en dernier lieu mentionné ; une copie certifiée de chacune desdites résolutions a été annexée à la minute des présentes, dont elle forme partie, après avoir été signée par lesdites parties et ledit notaire, *ne varietur*.

Ladite compagnie comparaissant, pour les causes et raisons spécifiées dans lesdites résolutions, renonce, par les présentes, à tous les droits, titres et intérêts qu'elle a ou peut avoir à la subvention en terre qui lui a été accordée par la Législature de cette province de Québec pour l'aider à construire une ligne d'embranchement de son chemin de fer, nommée : " Extension de La Tuque ", par le paragraphe (r) de la clause 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 88 ; laquelle subvention était de dix mille acres de terre par mille, sur un parcours de quarante-cinq milles de ladite extension, et a été, par ordre en conseil No 198, daté du 8 avril mil huit cent quatre-vingt-onze, convertie en argent à raison de soixante-dix (70) centins par acre, dont moitié, c'est-à-dire \$157,500, payable comptant, à échéance, et le reste à l'époque de la vente des terres, conformément aux lois relatives à la construction des chemins de fer subventionnés dans cette province, et au paiement des subventions qui s'y rapportent.

Cette renonciation est ainsi faite pour valable considération et compensation accordée par le gouvernement de cette province, tel que spécifié dans l'une des résolutions ci-jointes, et dans la lettre ci-annexée du commissaire des travaux publics, adressée au secrétaire de la compagnie, en date du sept juillet dernier.

Fait et passé à Québec, sous le numéro huit mille six cent quatre-vingt-treize des minutes de Cy. Tessier, notaire, sous-signé.

En foi de quoi, lesdits comparants ont signé avec ledit notaire après lecture faite.

(Signé)	FRANK ROSS,
"	J. G. SCOTT,
"	CY. TESSIER, N. P.

Vraie copie de l'original demeuré dans les archives de mon étude.

(Signé) CY. TESSIER, N. P.

LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE QUÉBEC ET LAC
SAINT-JEAN

A une assemblée générale des directeurs de cette compagnie, tenue à leur bureau à Québec, le 21 août 1893,—

Le secrétaire ayant donné communication de ses lettres à l'honorable commissaire des travaux publics, en date du 24

juin dernier et du 14 du courant, ainsi que des réponses à icelles par ledit commissaire, en date du 7 juillet, du 16 et du 19 du courant, relativement à l'annulation de la subvention accordée à la ligne d'embranchement à "La Tuque" et au transport d'une partie de ladite subvention à l'extension à Chicoutimi dudit chemin de fer,—

Il est proposé par J. A. Piddington, appuyé par Gavin Moir :

Que le président et le secrétaire de cette compagnie soient autorisés à passer et signer en faveur du gouvernement de cette province, représenté par l'honorable commissaire des travaux publics, un acte notarié de renonciation, avec tous les droits et privilèges qui s'y rapportent, à la somme totale de la subvention en terre, accordée par la Législature de la province de Québec, à cette compagnie, sous l'autorité de l'acte 54 Victoria, chapitre 88, section 1, paragraphe (r), pour aider à construire l'embranchement à "La Tuque", sur la rivière Saint-Maurice, d'une longueur de 45 milles, au taux de 10,000 acres par mille, laquelle subvention en terre a été convertie en argent au taux de 70 centins par acre, en vertu d'un ordre en conseil passé sous le numéro 198, le 8 avril 1891 ; telle renonciation devant être faite en vue de transporter à l'extension à Chicoutimi ci-dessus, telle partie de ladite subvention en terre, convertie en argent, au taux de 35 centins par acre, qui pourra et devra être déterminée par l'ingénieur du gouvernement, conformément au coût des travaux déjà faits et de ceux à faire par cette compagnie sur l'extension à Chicoutimi ci-dessus, d'une longueur de 51 milles depuis la Rivière Metabetchouan, en plus des premiers estimés originairement faits du coût exact des travaux restant à faire pour terminer cette extension ; laquelle partie de subvention ne devra, en aucun cas, excéder la somme de \$100,000.00 ; le tout en conformité des termes et conditions édictés dans la copie certifiée et ci-jointe de la lettre de l'honorable commissaire, en date du 7 juillet dernier, dont il est fait mention ci-dessus.

Vraie extrait des minutes.

(Signé)

J. G. SCOTT,

Secrétaire.

Vraie copie,

(Signé)

E. MOREAU,

Directeur des chemins de fer.

Québec, 25 août 1893.

CECI est la copie de l'une des résolutions dont il est fait mention dans un acte de renonciation fait ce jour par la compagnie du chemin de fer Québec et lac Saint-Jean, devant Cy. Tessier, notaire à Québec, et annexée à l'original dudit acte.

(Signé) F. ROSS,
 " J. G. SCOTT,
 " CY. TESSIER, N. P.

Vraie copie,

(Signé) CY. TESSIER, N. P.

EXTRAIT des minutes d'une assemblée des actionnaires de la compagnie du chemin de fer de Québec et lac Saint-Jean, tenue au bureau de la compagnie, à Québec, le 21 août 1893.

Proposé par J. A. Piddington, appuyé par Cy. Tessier :

Que cette assemblée ratifie par les présentes et confirme une certaine résolution des directeurs de cette compagnie, adoptée par une assemblée du bureau tenue ce jour, autorisant l'exécution d'un acte de renonciation, en faveur du gouvernement de la province, à la subvention de 10,000 acres de terre par mille, sur 45 milles de l'embranchement à " La Tuque ", sur la rivière Saint-Maurice. Adopté.

Vrai extrait des minutes.

(Signé) J. G. SCOTT, secrétaire.

Vraie copie,

(Signé) E. MOREAU,
 Directeur des chemins de fer.

CECI est la copie de l'une des résolutions auxquelles il est référé dans un acte de renonciation fait et consenti par la compagnie du chemin de fer de Québec et lac Saint-Jean à certaines subventions y mentionnées, exécuté ce jour devant Cy. Tessier, notaire, à Québec, et annexée à l'original de l'acte.

(Signé) FRANK ROSS,
 " J. G. SCOTT,
 " CY. TESSIER, N. P.

Vraie copie,

(Signé) CY. TESSIER, N. P.

DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS

BUREAU DES CHEMINS DE FER,

Québec, 28 août 1893.

L'honorable G. A. NANTRE,

Commissaire des travaux publics,

Québec

Monsieur le Ministre,

Suivant vos instructions, j'ai préparé, en conformité des paragraphes 2, 3 et dernier de la lettre que vous avez adressée le 7 juillet dernier à M. J. G. Scott, le secrétaire et gérant de la compagnie de chemin de fer de Québec et lac Saint-Jean, un état comparatif, ci-annexé, des montants dépensés pour travaux exécutés sur l'extension de Chicoutimi, sur une distance de 51 milles à partir de la rivière Métabetchouan, et ce, à venir au 1^{er} août courant, et des dépenses que la compagnie a faites depuis et devra faire pour compléter cette extension aux termes de mon dernier rapport, en date du 4 août courant, en prenant pour base les estimés originaux et les estimés en dernier lieu faits et produits par l'ingénieur de la compagnie, et vous constaterez que, d'après cet état comparatif, l'excédent des dépenses que la compagnie a faites et devra faire dans et pour la construction de cette extension, sur les calculs et estimés faits dès l'origine relativement au coût total des travaux exécutés et à faire pour terminer cette extension, s'élève au chiffre de \$114,361 00, comme étant la somme définitivement fixée pour cet excédent.

Humblement soumis,

(Signé) LOUIS-A. VALLÉE,
Ingénieur-Inspecteur.

ETAT comparatif des montants dépensés pour travaux exécutés sur l'embranchement de Chicoutimi, distance de 51 milles, à venir au premier août 1893, et à dépenser pour compléter cette extension aux termes de mon dernier rapport, en date du 4 août courant, d'après les estimés originaux et les estimés en dernier lieu faits et produits.

Description des travaux	Valeur d'après les estimés originaux	Valeur d'après les estimés en dernier lieu faits et produits	Différence en plus sur les estimés originaux	Différence en moins sur les estimés originaux
Droit de passage.....	\$25,000 00	\$43,000 00	\$18,000 00	
Dégagement de la voie et abattage.....	22,270 00	23,788 00	1,518 00	
Terrassement.....	224,100 00	212,000 00		12,100 00
Clôtures.....	29,952 00	33,152 00	5,200 00	
Télégraphe.....	2,322 00	2,350 00	28 00	
Bois pour ponceaux.....	24,750 00	33,431 00	8,681 00	
Maçonnerie des ".....	5,740 00	7,546 00	1,806 00	
Dormants.....	33,050 00	35,153 00	2,103 00	
Traverses aux chemins publics.....	5,500 00	1,914 00		3,586 00
Poss. des rails.....	10,449 00	10,912 00	463 00	
Ballastage.....	55,800 00	56,532 00	732 00	
Stations, réservoirs, plaques tournantes, usines, remises aux locomotives, etc.....	17,700 00	20,000 00	2,300 00	
Excavations pour fondations.....		2,971 00	2,971 00	
Excavation pour décharges.....		1,050 00	1,050 00	
Roc solide.....	29,542 00	38,505 00	8,763 00	
" perdu (<i>loose</i>).....		6,708 00	6,708 00	
Tuyaux en grès.....	1,000 00	1,184 00	184 00	
" en fer.....		3,000 00	3,000 00	
Quai de protection.....	10,200 00	1,000 00		9,200 00
Protection (<i>rip rap</i>).....		3,228 00	3,228 00	
Rails et attaches, aiguilles, etc.....	142,624 00	144,729 00	2,105 00	
Ponts à chevalets.....	17,880 00	26,281 00	8,401 00	
Ponts, maçonnerie et superstructure.....	241,852 00	252,646 00	10,794 00	
Travaux du génie.....		23,000 00	23,000 00	
Contingents et dépenses additionnelles (*).....		20,000 00	20,000 00	
De Chambord à Métabetchouan.....	80,000 00	90,203 00	10,203 00	
Total.....	\$979,731 00	\$1,094,092 00	\$130,247 00	\$24,886 00
			24,886 00	
Différence en plus du coût sur les estimés originaux.....			\$114,361 00	

(*) Pour bois, ponts à chevalets temporaires à travers les ravins avant le ballastage, et coût du transport du bois d'Ottawa pour les ponts permanents.

N. B.—Au premier août courant il restait des travaux à compléter pour une somme de \$33,000.

Québec, 28 août 1893.

(Signé) LOUIS-A. VALLÉE,
Ingénieur.

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 1er septembre, 1893 approuvé par le lieutenant-gouverneur le 2 septembre 1893.

No 416

*Concernant la compagnie du chemin de fer de Québec et du
Lac Saint-Jean*

L'honorable commissaire des travaux publics, dans un rapport, en date du vingt-neuf août dernier (1893), expose :

Qu'en conformité des conditions imposées à la compagnie du chemin de fer de Québec et du lac Saint-Jean, dans sa lettre à l'adresse de M. J.-G. Scott, le secrétaire et gérant de cette compagnie, à la date du 7 juillet dernier, (et dont copie est annexée audit rapport), les directeurs et les actionnaires de ladite compagnie ont passé, successivement, le même jour, le 21 août dernier, deux résolutions (dont copies également annexées au rapport susdit) à l'effet d'autoriser le président et le secrétaire de cette compagnie à faire et signer un acte de renonciation de tous les droits et privilèges qu'elle avait et pouvait avoir à la subvention en terre, convertie en argent, qui lui a été accordée par la Législature de Québec, par l'acte 54 Victoria, chapitre 88, clause 1, paragraphe 1, pour aider à la construction de l'extension de cette ligne jusqu'à La Tuque, sur la rivière Saint-Maurice, sur une distance de 45 milles, et à l'effet de transporter sur l'extension de Chicoutimi telle proportion de cette subvention convertie en argent, au taux de 35 cents l'acre, qui pourrait et serait déterminée par l'ingénieur du gouvernement comme étant le surplus des dépenses encourues et à faire par ladite compagnie pour compléter cette extension à Chicoutimi, ainsi que mentionné dans ladite lettre de l'honorable commissaire à M. Scott, lesdits actionnaires ayant par leurdite résolution confirmé et ratifié la première résolution ainsi adoptée dans ce sens par les directeurs de ladite compagnie ; et qu'à la suite de l'adoption de ces deux résolutions un acte de renonciation, en bonne et due forme, a été fait et signé par ladite compagnie, par acte devant maître Cy. Tessier, le 25 août dernier, en faveur du gouvernement de Québec, du montant de la susdite subvention en terre, convertie en argent, en conformité des conditions prescrites dans ladite lettre de l'honorable commissaire et dans lesdites résolutions.

Qu'aux termes du paragraphe 2 de la lettre de l'honorable commissaire à M. Scott, M. L.-A. Vallée, l'ingénieur du gouvernement, a préparé un rapport qu'il a soumis le 28 août dernier, avec un tableau comparatif, y attaché, dans lequel il établit les montants dépensés pour les travaux exécutés sur

l'embranchement de Chicoutimi, sur une distance de 51 milles à partir de la rivière Métabetchouan, à venir au 1er août dernier, et les montants que la compagnie devra déboursier pour compléter cette extension, aux termes du rapport dudit ingénieur, en date du 4 de ce mois-là, et ce, d'après les estimés originaux et estimés en dernier lieu faits et produits dans le département des Travaux publics par l'ingénieur de ladite compagnie, de manière à constater l'excédent des dépenses faites et à faire par ladite compagnie dans la construction de cette extension sur les premiers calculs faits dès l'origine, relativement au coût des travaux exécutés et à compléter sur cette extension, ainsi que mentionné en ladite lettre à M. Scott.

Qu'il appert du rapport dudit ingénieur, et par le tableau y attaché, en date du 28 août dernier, que l'excédent des dépenses ainsi faites et de celles que devra faire ladite compagnie pour compléter ladite extension, s'élève, comme différence en plus sur le coût des estimés originaux produits par ladite compagnie, à un total de \$114,361.00, dans lequel dernier chiffre doivent entrer les \$33,000.00 de travaux qui restaient à compléter sur cette extension, d'après le dernier rapport dudit ingénieur, en date du 4 août dernier.

Considérant que ladite compagnie s'est ainsi conformée aux diverses conditions prescrites dans ladite lettre à M. Scott, l'honorable commissaire recommande que lesdites résolutions, ainsi que l'acte de renonciation en question, de même que le rapport et l'état comparatif ainsi soumis par l'ingénieur du gouvernement, soient maintenant approuvés et ratifiés pour toutes fins requises, et qu'en conséquence il soit déclaré que le gouvernement s'engage à présenter à la Législature de Québec, à la prochaine session, une mesure à l'effet de se faire autoriser à accorder le montant de la subvention demandée par ladite compagnie dans la lettre à l'honorable commissaire, de M. Scott, son secrétaire, en date du 24 juin dernier, dans le but de transporter et affecter une somme, ne dépassant pas celle de \$100,000.00, pour aider au complet achèvement des travaux faits et restant à faire pour compléter ladite extension de Chicoutimi sur la distance ci-dessus mentionnée, et pour mettre cette extension en parfait ordre d'exploitation régulière, avec le matériel roulant requis; laquelle somme de \$100,000.00, dans tous les cas, ne pourra être payée à ladite compagnie, ou à ses ayants droit, que lorsque les travaux nécessaires auront été tout à fait complétés sur ladite extension, sur le rapport favorable de l'ingénieur du gouvernement.

(Certifié,)

(Signé)

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif.

58 VICTORIA, CHAPITRE 2

Loi concernant les subsides aux chemins de fer

[Sanctionnée le 12 janvier, 1895]

ATTENDU que, dans les circonstances actuelles, il est Préambule.
impossible au gouvernement de cette province d'accorder de nouvelles subventions aux chemins de fer, mais qu'il est de l'intérêt général que certaines lignes soient terminées dans le plus court délai, sans quoi les deniers qui y ont été employés ne produiront aucun résultat appréciable ;

Attendu que les subsides non encore périmés seraient plus avantageusement employés sur certains chemins de fer qui sont d'une importance générale, tels que les chemins de fer d'Ottawa et de la Gatineau, de la rive Sud et du Grand-Nord (relativement à Parry Sound) que sur d'autres, dont la construction pourrait être différée ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de Ratification
confirmer et de ratifier les conventions qui pourront être de conven-
faites, relativement à la disposition des subsides non périmés tions rela-
appartenant à certaines compagnies, en la manière ci-après tives à la
indiquée : disposition
de certains
subsides.

1. Si la compagnie du chemin de fer de Québec, Montmo- Subsides au
rency & Charlevoix renonce à la balance de son subside en chemin de
terres et en argent, s'élevant à la somme de trois cent deux fer Québec,
mille quatre cents piastres, il lui sera alloué, par le gouver- Montmo-
nement, une somme n'excédant pas cent mille piastres, pour rency et
mettre sa ligne en parfait état d'exploitation sur trente Charlevoix.
milles de longueur à partir de son terminus dans la cité de
Québec, pourvu qu'elle y érige une gare spacieuse et jugée
convenable sous tous rapports, suivant plans approuvés par
le lieutenant-gouverneur en conseil,—ladite somme devant
être employée uniquement pour le parachèvement de ladite
ligne et pour la construction de ladite gare et devant être
payée, suivant la valeur des travaux exécutés, sur le rapport
de l'ingénieur des chemins de fer du gouvernement.

2. La renonciation à ce subside sera faite par le bureau de
direction de ladite compagnie, ratifiée par les actionnaires et
signifiée par acte notarié au commissaire des travaux publics.

3. Si la compagnie du chemin de fer de Jonction de Pon- Chemin de
tiac au Pacifique renonce à la balance de son subside de cent fer de Jone-
soixante-douze mille neuf cent vingt piastres, il pourra lui tion de
être alloué par le gouvernement la somme de cent dix mille Pontiac au
Pacifique.
piastres, dont l'emploi sera réglé comme suit :

(a) Soixante mille piastres pour acheter l'embranchement du Pacifique Canadien de Hull à Aylmer, aux termes et conditions fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra donner mainlevée générale et finale de toutes hypothèques, prétentions ou réclamations que la province peut avoir contre la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique sur ledit embranchement, de Hull à Aylmer ;

(b) Trente mille piastres pour continuer la ligne jusqu'à Hull-Est, où une gare, commune à ce chemin de fer et à celui d'Ottawa et de la Gatineau, doit être bâtie ;

(c) Vingt mille piastres pour compléter la dernière section, du soixantième au soixante-dixième mille, jusqu'à Waltham, près de Black River, dans le comté de Pontiac.

Ledit subside pourra être payé de temps à autre, sur le rapport de l'ingénieur des chemins de fer du gouvernement, pour ce qui concerne l'exécution des travaux à faire sur la dite ligne, tant pour la gare de Hull-Est que pour le reste du chemin, le tout à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil.

Ladite renonciation devra être faite en observant les mêmes formalités que celles ci-dessus mentionnées relativement au subside de la compagnie Québec, Montmorency & Charlevoix.

Chemin de
fer d'Ottawa
et de la
Gatineau.

2. A même la balance de deux cent soixante-cinq mille trois cent vingt piastres des deux subsides mentionnés ci-dessus, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder une somme de cent quinze mille trois cent vingt piastres à la compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la Gatineau, pour lui permettre de terminer sa ligne depuis Hull jusqu'au village de Notre-Dame du Désert, laquelle somme avec le subside non périmé de quarante et un mille huit cent vingt-deux piastres qui reste encore à la compagnie, forme un subside total de cent cinquante-sept mille cent quarante-deux piastres.

2. Sur cette somme de cent cinquante-sept mille cent quarante-deux piastres un montant de trente-cinq mille piastres pourra être payé pour cette portion du chemin de fer entre le cinquante-quatrième mille et la rive nord de la rivière Pickanock, y compris le pont sur ladite rivière et ses approches, d'après les estimés mensuels de l'ingénieur de la compagnie, approuvés par l'ingénieur du gouvernement ; et le reste de ce subside sera réparti par l'ingénieur du gouvernement, d'après le coût de chaque mille, et sera payable suivant la loi des chemins de fer ; mais dix pour cent seront retenus sur chaque paiement de ce subside afférant à une section terminée de dix milles ou plus de ce chemin et sur le coût du pont, lesquels ne seront payés que sur le rapport final de l'ingénieur du gouvernement, constatant que les travaux sur toute la

ligne sont terminés, ainsi que ceux projetés à Hull, et que toute la ligne est en parfait état d'exploitation et munie d'un matériel roulant suffisant pour un service efficace et régulier entre Notre-Dame du Désert et Hull-Est, sur la rivière Ottawa, où une gare et ses dépendances, de la valeur d'au moins cinq mille piastres, communes à ce chemin de fer et à celui de Jonction de Pontiac au Pacifique, devront être bâties.

3. Le gouvernement pourra, cependant, à même la retenue de dix pour cent ci-dessus mentionnée, sur rapport de son ingénieur et du commissaire des travaux publics, payer la proportion qu'il jugera convenable du coût des travaux et de ladite gare et de ses dépendances projetés à Hull, d'après les estimés mensuels de son ingénieur, mais toujours de manière à assurer l'achèvement de toute la ligne et des travaux du terminus à Hull avant le paiement entier de cette retenue.

3. Les plans des travaux et de la gare centrale et de ses dépendances, projetés à Hull, tant pour le chemin de fer d'Ottawa et de la Gatineau que pour celui de Jonction de Pontiac au Pacifique, ainsi que de ceux projetés à Québec pour le chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix, devront être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil avant que ces travaux soient commencés.

Approbation
de certains
plans, néces-
saire.

2. Les travaux sur le chemin de fer d'Ottawa et de la Gatineau devront être commencés sans retard et terminés le ou avant le premier janvier 1897, et la gare centrale et ses dépendances projetées à Hull-Est seront immédiatement commencées, continuées sans interruption et complétées le ou avant le premier janvier 1896.

Epoque de
l'exécution
sur le ch. de
fer d'Ottawa
et de la
Gatineau.

3. Les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique et sur celui de Québec, Montmorency et Charlevoix, devront être terminés le ou avant le premier juillet 1896.

Idem. sur le
ch. de fer de
Jonction de
Pontiac au
Pacifique et
Q. M. & C.

4. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder la somme de cent mille piastres à même la balance restant des deux subsides ci-dessus mentionnés, à la compagnie du chemin de fer du Grand Nord, pour l'aider à souder son tronçon de l'est, ou Basses-Laurentides, au tronçon de l'ouest, à ou près de la ville de Joliette.

Chemin de
fer du Grand-
Nord.

2. Ce subside sera réparti suivant la loi, d'après le coût de chaque mille, entre le canton de Caxton, dans le comté de Saint-Maurice, et Joliette, et sera payable aux conditions énoncées dans la section 3 du chapitre 3 de la loi 56 Victoria.

3. La compagnie du Grand-Nord, agissant pour elle-même ou pour la compagnie des Basses-Laurentides, est, nonobstant les dispositions contraires de la loi 54 Victoria, chapitre

88, section 1, paragraphe k, et de la loi 56 Victoria, chapitre 3, section 2, autorisée par les présentes à construire un pont sur le Saint-Maurice, à l'endroit dit la Grand'Mère, et à faire raccordement avec le chemin des Basses-Laurentides à ou près de Saint-Tite, le tout suivant plans approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Chemin de
fer de la rive
Sud.

5. Une somme de cinquante mille piastres, prise sur la balance des deux subsides ci-dessus, pourra être accordée par le lieutenant-gouverneur en conseil à la compagnie du chemin de fer de la rive Sud ou à ses représentants, pour aider à la construction du pont sur la rivière Richelieu, dans les limites de la cité de Sorel, et cette somme sera payée sur estimés mensuels de l'ingénieur de la compagnie approuvés par l'ingénieur du gouvernement.

2. Les travaux de construction dudit pont seront commencés dans les six mois qui suivront la fin de la présente session, poursuivis sans interruption et complétés le ou avant le premier janvier 1897.

3. A défaut par ladite compagnie de se conformer à cette condition, ledit subside pourra être transféré à toute autre compagnie qui démontrera au lieutenant-gouverneur en conseil qu'elle est en état de construire ledit pont, ainsi qu'une ligne de chemin de fer entre Sorel et Lévis, à travers les comtés d'Yamaska, Nicolet, Lotbinière et Lévis jusqu'aux Chaudières, pour faire raccordement à Saint-Joseph de Sorel avec le chemin de fer de Montréal et Sorel, de manière à procurer à la rive sud du Saint-Laurent un service de chemin de fer direct depuis Saint-Lambert jusqu'à Lévis, vis-à-vis de Québec.

NOTE.—*Cette section est amendée par la loi 59 V., c. 3, s. 1.*

Extension
des délais
pour com-
pléter cer-
tains che-
mins.

6. Le temps fixé pour terminer certains chemins de fer sera prolongé d'un an pour les compagnies suivantes, vu la preuve qu'elles ont fournie de leurs ressources au lieutenant-gouverneur en conseil :

1. La compagnie de chemin de fer de Colonisation du lac Témiscamingue ;

2. La compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic ;

3. Les compagnies de chemin de fer du Grand-Nord et des Basses-Laurentides ;

4. La compagnie de chemin de fer de la Baie des Chaleurs ;

5. La compagnie de chemin de fer du Québec Central ;

6. La compagnie de chemin de fer de la Montagne d'Orford ;

7. La compagnie de chemin de fer des Comtés-Unis ;

8. La compagnie de chemin de fer de la Vallée-Est du Richelieu.

7. Attendu qu'en vertu d'un transport par la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, d'une partie des subsides votés par la Législature pour ce chemin, dûment notifié au gouvernement, la Banque d'Ontario a fait à ladite compagnie des avances afin de lui procurer les moyens d'exécuter ses travaux, et que, nonobstant ladite notification, la balance des subsides a été payée par le gouvernement d'alors à d'autres personnes, à l'exclusion de la réclamation de ladite banque, tel que relaté dans l'ordre en conseil numéro 80, du 11 février 1894,—il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer à ladite banque, à l'acquit de sa créance contre le gouvernement et pour le compte de la compagnie du chemin de fer de la Baie de Chaleurs, une somme n'excédant pas vingt-huit mille cinq cent quarante-six piastres, avec intérêt à quatre pour cent du 30 novembre 1889 ; pourvu que cette somme et les intérêts sur icelle soient chargés à ladite compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et que le recours du gouvernement contre ladite compagnie pour le recouvrement de la dite somme avec les intérêts soit spécialement réservé.

8. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Paiement à la Banque d'Ontario pour la Cie de chemin de fer de la Baie des Chaleurs.
Entrée en vigueur.

59 VICTORIA, CHAPITRE 3

Loi amendant la loi 58 Victoria, chapitre 2, concernant les subsides aux chemins de fer

[Sanctionnée le 21 décembre, 1895]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le paragraphe 2 de la section 5 de la loi 58 Victoria, 58 V., c.2, s.5, chapitre 2, est amendé en remplaçant le mot " six ", dans la § 2, amendé. deuxième ligne, par le mot " douze ".

2. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

60 VICTORIA, CHAPITRE 4

Loi concernant les subsides aux chemins de fer

[Sanctionnée le 9 janvier, 1897]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

NOTE. — Voir 61 V., c. 3.

Octroi au village de Stanstead Plain.

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer la somme de cinq mille piastres à la municipalité du village de Stanstead Plain, pour l'aider à construire une ligne d'embranchement de chemin de fer de deux milles et trois quarts de longueur, pour relier ledit village au terminus du chemin de fer de la Vallée de Massawippi.

Quand l'octroi sera payable.

Cette somme sera payable quand ladite ligne d'embranchement, ainsi que les gares, voies d'évitement et dépenses, sera complétée à la satisfaction de l'ingénieur de la branche des chemins de fer du département des Travaux publics, mais pas plus tard que le 30 juin 1897, et elle sera prise sur la balance non dépensée de la subvention de la compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford.

Délai pour la construction de certains chemins de fer, prolongé.

2. Attendu que le gouvernement a aidé largement à la construction de certains chemins de fer, qu'il est de l'intérêt général que les travaux entrepris soient complétés et qu'un autre délai soit donné pour cet objet — le délai prescrit pour compléter les travaux de certains chemins de fer, savoir : le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, le chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, le chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, le chemin de fer de la Montagne d'Orford, le chemin de fer de la Vallée-Est du Richelieu et le chemin de fer de Québec et Lac St-Jean pour sa ligne depuis Chicoutimi à St-Alphonse, sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1898.

Octroi au chemin de fer de colonisation de Montfort.

3. Attendu que la colonisation et l'agriculture bénéficieraient dans une large mesure de l'achèvement des douze derniers milles du chemin de fer de colonisation de Montfort, jusqu'à Arundel, comté d'Argenteuil, — le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder à la compagnie du chemin de fer de colonisation de Montfort une somme de cinq mille piastres par an, pendant douze ans, à partir du premier juillet 1897.

Comment l'octroi sera payé.

La moitié de cette allocation devra être prise sur la somme votée pour la colonisation et l'autre moitié sur la somme

votée pour l'agriculture ; mais aucune partie de cette subvention ne devra être payée à la compagnie avant que lesdits douze milles de ce chemin de fer aient été complètement terminés, et reçus par l'ingénieur du gouvernement.

4. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer à la compagnie du chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique la somme de vingt mille piastres pour les travaux exécutés sur sa voie, tel qu'exposé dans les rapports de l'ingénieur du gouvernement en date du 30 janvier et du 24 mars 1895, au lieu de la subvention de vingt mille piastres pour compléter la dernière section du 60e au 70e mille jusqu'à Waltham, près de la rivière Noire, dans le comté de Pontiac, accordée par la loi 58 Victoria, chapitre 2, section 1, paragraphe 3.

Paiement de certaines sommes au chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique, autorisé.

5. Le délai dans lequel les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique doivent être complétés est prolongé jusqu'au 1er juillet 1898.

Délai pour le parachèvement du chemin, prolongé.

6. A la place de la subvention de soixante mille piastres accordée à la compagnie du chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique, pour la partie de l'embranchement du Pacifique Canadien s'étendant de Hull à Aylmer, en vertu de la loi 58 Victoria, chapitre 2, section 1, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder la somme de soixante mille piastres à ladite compagnie, pour la construction de cette partie de son chemin s'étendant d'Aylmer à Hull, payable au prorata des estimations mensuelles de l'ingénieur du gouvernement, ou pour l'achat d'une ligne déjà construite entre ces deux points.

Octroi au chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique à la place de la subvention en vertu de 58 V., c. 2, s. 1.

7. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser la compagnie du chemin de fer du Grand Nord à appliquer la moitié de la subvention à elle accordée en vertu des dispositions de la section 4 de la loi 58 Victoria, chapitre 2, à la construction de deux ponts, savoir : vingt-cinq mille piastres à la construction d'un pont sur la rivière Shawinigan, et vingt-cinq mille piastres à la construction d'un pont sur la rivière L'Assomption.

Emploi de l'octroi au chemin de fer du Grand Nord, en vertu de 58 V., c. 2, s. 4.

8. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer, à la compagnie du chemin de fer du Grand Nord, la balance de la subvention à elle transportée par la compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, par transport en date du 20 septembre 1893, savoir : la somme de quatre-vingt-sept mille sept cent cinquante piastres, lorsque dix milles additionnels de chemin (au lieu de treize milles) auront été construits à partir du 10e au 20e mille, inclusivement, à

Paiement au chemin de fer du Grand Nord de certaines sommes, autorisé.

Pouest de la jonction de Saint-Tite, vu les dépenses considérables qu'il y a à encourir pour la construction de cinq grands viaducs sur ce parcours de dix milles, le tout sujet aux restrictions et conditions de la section 3 de la loi 56 Victoria, chapitre 3.

Autres sommes qui peuvent être payées au chemin de fer du Grand Nord, etc.

9. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer, conformément aux sections 2 et 3 de la loi 56 Victoria, chapitre 3, la somme de cinquante-sept mille sept cent cinquante piastres, à la compagnie de chemin de fer du Grand Nord, ladite somme étant l'équivalent des premiers trente-cinq centins par acre sur la conversion de la subvention de cinq mille acres de terre par mille, pour trente-trois milles, accordée au chemin de fer des Basses-Laurentides en vertu du paragraphe 4 de la section 1 de la loi 54 Victoria, chapitre 88, et dûment transportée par cette dernière compagnie à ladite compagnie de chemin de fer du Grand Nord, par acte en date du 20 septembre 1893,—la balance due sur la conversion devant être payée conformément aux dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 7, ou à celles de la section 12 de la présente loi, au choix de ladite compagnie de chemin de fer du Grand Nord.

Délai pour le parachèvement des travaux.

10. Le délai dans lequel les travaux sur les chemins de fer des Basses-Laurentides et du Grand Nord, actuellement le chemin de fer du Grand Nord, devront être complétés, sera prolongé jusqu'au 1er juillet 1898.

Paiement à George Ball, autorisé.

11. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer à George Ball, à même le fonds consolidé des chemins de fer, la somme de deux mille quatre cent vingt-quatre piastres et vingt-sept centins, pour une réclamation privilégiée contre la compagnie du chemin de fer Grand Oriental, ladite somme étant la balance de la somme de vingt-six mille six cents soixante-six piastres et soixante-six centins mentionnée dans la loi 59 Victoria, chapitre 4, comme partie de la subvention accordée audit chemin de fer pour son embranchement du village d'Yamaska à Doucet's Landing, après déduction des paiements effectués en vertu de ladite loi 59 Victoria, chapitre 4, des ordres en conseil du 11 mai 1895 et du 13 décembre 1895, annexés à ladite loi, moins la somme de sept cent quarante et une piastres et soixante-treize centins pour frais, aussi payée en vertu de la dite loi.

Règlement concernant la dernière moitié du montant accepté à la

12. En règlement des réclamations de certaines compagnies de chemin de fer qui ont déclaré accepter soixante-dix centins par acre au lieu des subsides en terres à elles accordés, de laquelle somme trente-cinq centins devaient être payés à l'époque où le subside devenait dû et la balance quand les

terrains assignés à ces compagnies auraient été vendus et payés, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder, à la place des derniers trente-cinq centins une somme qui pourra être déterminée entre lesdites compagnies et le commissaire des travaux publics, mais qui ne devra pas excéder la moitié de cette somme de trente-cinq centins par acre, aux compagnies qui ont déjà déclaré leur intention d'accepter un règlement à un taux réduit et à celles qui le déclareront dans les trente jours qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi, le tout sujet aux dispositions de la loi en ce qui regarde l'achèvement et l'équipement de ces chemins de fer et à toutes autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut juger à propos d'imposer.

Dans le but d'arriver à un tel règlement, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à émettre des bons, obligations ou rentes inscrites portant un intérêt annuel n'excédant pas quatre pour cent, payable annuellement ou semi-annuellement, et d'en disposer aux conditions qu'il jugera les plus favorables, lesquels bons, obligations ou rentes inscrites devront être de la valeur, en francs, en livres sterling ou en piastres et centins, porter les dates et être payables aux époques et endroits, et rachetables en la manière que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer.

13. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

61 VICTORIA, CHAPITRE 3

Loi amendant la loi 60 Victoria, chapitre 4, relativement au délai prescrit pour compléter les travaux sur certains chemins de fer

[Sanctionnée le 15 janvier, 1898]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le délai prescrit pour compléter les travaux sur les chemins de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, de la Baie des Chaleurs, de la Montagne d'Orford, et du Grand-Nord sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1899.

Délai pour
le parachève-
ment de cer-
tains chemins
de fer.

2. Le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1898.

Idem.

3. Cette loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.

60 VICTORIA, CHAPITRE 5

Loi concernant les subventions de la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs

[Sanctionnée le 9 janvier, 1897]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Paie-
ments
ratifiés.

1. Les paiements des réclamations faites contre la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs et contre la compagnie du chemin de fer Atlantique au lac Supérieur, sur le chemin connu comme chemin de fer de la Baie des Chaleurs, pour gages de personnes employées et matériaux fournis pour l'exploitation de la ligne, effectués en vertu de l'ordre en conseil du 20 juin 1896, sur la somme de \$7,942 05 retenue conformément aux dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 85, section 11, sur les subsides payables à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, sont, en tant qu'il peut être nécessaire, déclarés valides et légaux, et comportent libération pleine et entière du gouvernement envers la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs ainsi que libération des deux compagnies, envers lesdits réclamants, pour lesdites sommes ainsi payées.

Entrée en
vigueur.

2. Cette loi entrera en vigueur le jour de la sanction.

62 VICTORIA, CHAPITRE 4

Loi relative au délai accordé pour compléter les travaux sur certains chemins de fer, ainsi qu'à certaines subventions aux chemins de fer

[Sanctionnée le 10 mars, 1899]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Délai pour
parachève-
ment du
Pontiac et
Pacifique.
Délai pour
parachève-
ment du
Grand-Nord.

1. Le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique est prolongé jusqu'au 31 décembre 1899.

2. Le délai accordé pour l'exécution complète des travaux sur le chemin de fer du Grand-Nord est prolongé jusqu'au 31 décembre 1900.

3. Attendu, que d'après les dispositions de la loi 60 ^{Paiement au} Victoria, chapitre 4, section 8, le lieutenant-gouverneur en ^{Grand-Nord} conseil a été autorisé à payer à la compagnie du chemin ^{d'une balance} de fer du Grand-Nord la balance de la subvention à elle ^{de subside,} transférée par la compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, par transport du 20 septembre 1893, et qu'il a été déclaré que cette balance était de \$87,750 pour 13 milles de chemin, soit \$65,000 pour la balance de la subvention en argent, et \$22,750 pour celle de la subvention en terre, en estimant la concession en terre de 5,000 acres par mille à 35 centins l'acre, laissant hors de compte la somme dont le paiement a été autorisé en vertu des dispositions de la section 12 de ladite loi pour le second versement de la subvention en terre fixé à 17½ centins l'acre, soit la somme de \$11,375; et attendu que la compagnie a depuis reçu la somme de \$8,750, à compte dudit second versement de la subvention en terre,—ce qui laisse la somme de \$2,625 payable à la compagnie,—le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à payer à ladite compagnie du chemin de fer du Grand-Nord, ladite somme de \$2,625, balance due sur le second et dernier versement de la subvention en terre pour les 13 milles.

4. Le délai accordé pour l'exécution complète des travaux ^{Délai pour} sur le chemin de fer de la montagne d'Oxford est prolongé ^{parachève-} jusqu'au 31 décembre 1902; les subventions accordées jus- ^{ment du che-} qu'ici et faites payables à la compagnie devront, durant ^{min de fer de} cette prolongation de délai, si elles sont gagnées par la com- ^{la montagne} pagnie, être payées à celle-ci, et ces subventions s'applique- ^{d'Oxford, et} ront à toute extension ou à tout embranchement construit ^{application} par ledit chemin de fer conformément à sa charte, sujet à ^{du subside.} l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, pourvu que l'ensemble des obligations de la province envers la compagnie ne soit augmenté d'aucune façon.

NOTE.—Voir 4 *Ed. VII*, c. 2, s. 9.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanc- ^{Entrée en} tion. ^{vigueur.}

63 VICTORIA, CHAPITRE 2

Loi concernant un octroi à la compagnie du pont de Québec
et des subsides à des compagnies de chemin de fer

[Sanctionnée le 23 mars, 1900]

S A MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la
Législature de Québec, décrète ce qui suit :

Octroi à la
compagnie
du pont de
Québec.

1. Pour aider à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent à ou près de Québec, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à la compagnie du pont de Québec une subvention n'excédant pas 20% de la valeur, d'après les estimations mensuelles approuvées par l'ingénieur du gouvernement, des travaux exécutés par la compagnie,—cette subvention ne devant pas excéder \$30,000 dans une même année, ni le montant total dépasser \$250,000 ; pourvu que si le pont est terminé avant que le montant entier de la subvention soit payé, la balance en devienne immédiatement exigible ;—le tout à condition (a) que le pont soit construit pour les piétons et les voitures aussi bien que pour les convois de chemin de fer ; (b) qu'il soit construit conformément aux conditions qui pourront être arrêtées entre le gouvernement et la compagnie ; et (c) que la cité de Québec accorde un octroi au moins équivalent à celui qui est ci-dessus autorisé.

Octroi à la
compagnie
du chemin de
fer de la Rive
Sud.

2. Attendu que l'agriculture en cette province bénéficierait dans une large mesure de la construction de ponts sur les rivières Saint-François et Yamaska,—il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à la compagnie du chemin de fer de la Rive Sud la somme de \$8,900 par année, pendant dix ans à partir du premier juillet 1901, à condition que ces ponts soient construits de manière à permettre aux municipalités intéressées de les utiliser pour y établir et maintenir un passage gratuit pour les piétons, voitures et animaux ; le tout aux conditions qui seront arrêtées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Comment
l'octroi sera
payé.

Cette subvention sera prise sur les sommes votées pour l'agriculture ; mais aucune partie n'en sera payée à la compagnie avant que les ponts soient terminés, et reçus par l'ingénieur du gouvernement.

Octroi pour
la construc-
tion d'un
chemin de
fer depuis
Labelle au
lac Nomi-
ningue.

3. Attendu que la colonisation en cette province bénéficierait largement de la construction d'un chemin de fer, depuis Labelle au lac Nomingue,—il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à une compagnie qui se chargera de la construction de cette ligne une subvention de \$5000 par année, pendant douze ans, à partir du premier juillet 1901.

Cette subvention sera prise sur les sommes votées pour la colonisation, mais elle ne sera pas payée à moins que des travaux de construction et des matériaux pour une valeur équivalente n'aient été faits et fournis d'après le rapport de l'ingénieur du gouvernement, et qu'une preuve satisfaisante n'ait été donnée au lieutenant-gouverneur en conseil par la compagnie qu'elle est en mesure de compléter les ouvrages requis pour achever ce chemin.

4. Le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, maintenant le chemin de fer d'Ottawa et de la Gatineau, sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1901; pourvu que, sur la balance des subventions accordées à ce chemin de fer, il soit payé, quand elles seront gagnées, sur la partie de son chemin de fer entre la rive nord de la rivière Pickanock et Notre-Dame du Désert, \$116,392, et, pour la partie depuis sa jonction actuelle avec le chemin de fer Canadien du Pacifique à Hull, jusqu'à Hull Est, \$25,000.

5. Le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1901; pourvu que la balance de la subvention accordée à ce chemin de fer soit payée, quand elle sera gagnée, pour les parties de sa ligne entre Alymer et Hull, et entre Hull et Hull-Est.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2 EDOUARD VII, CHAPITRE 2

Loi concernant certains subsides

[Sanctionnée le 26 mars, 1902]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de la Vallée de l'Ottawa et de la Gatineau, maintenant le chemin de fer Ottawa, Northern and Western, est prolongé jusqu'au 31 décembre 1903, à condition que la balance de \$118,892.00 des subventions votées en faveur de ce chemin de fer soit payée, quand elle sera gagnée, de la manière suivante, savoir : \$31,340.33 sur les travaux qui seront exécutés suivant la loi depuis la rive nord de la rivière Pickanock jusqu'au soixante-deuxième mille de la ligne : \$39,182.55 sur les travaux qui seront exécutés depuis

le soixante-deuxième mille jusqu'au soixante-douzième mille de la ligne; \$15,867.12 sur les travaux exécutés depuis le soixante-douzième mille jusqu'au village de Notre-Dame du Désert, et \$2,500.00 retenues sur le coût de la station de Hull-Est, lorsque l'ingénieur du gouvernement aura constaté, dans un rapport officiel, que les travaux sur tout le chemin sont terminés et que la ligne entière est en parfait état d'exploitation et munie d'un matériel roulant suffisant.

Délai pour compléter le chemin de fer de la montagne d'Orford.
Conditions.
Octroi pour la construction d'un chemin de fer entre Labelle et le lac Nomingue.

2. Le délai accordé pour l'exécution complète des travaux sur le chemin de fer de la montagne d'Orford est prolongé jusqu'au 31 décembre 1903, sujet aux conditions contenues dans la loi 62 Victoria, chapitre 4, section 4.

3. La subvention de \$5,000.00 par an, pendant douze ans, accordée par la loi 63 Victoria, chapitre 2, section 3, pour aider à la construction d'un chemin de fer entre Labelle et le lac Nomingue, sera portée à \$8,000.00 par an, pendant douze ans, à compter du premier juillet 1902, et sera payée de la manière indiquée dans ladite loi à la compagnie du chemin de fer de la Colonisation du Nord.

Octroi pour la construction d'un pont à Portage du Fort, sur l'Ottawa.

4. Pour aider à payer le coût de la construction d'un pont sur la rivière Ottawa, à Portage du Fort, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder une subvention n'excédant pas \$5,000.00, à condition que le gouvernement d'Ontario contribue pour une pareille somme à cet objet, et que le gouvernement du Canada paye l'excédent des dépenses que cette construction pourra occasionner, et que le coût total de ce pont s'élève à une somme d'au moins \$20,000.

Entrée en vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3 EDOUARD VII, CHAPITRE 3

Loi pour donner effet au transport d'un certain subside accordé à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs (maintenant chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur)

[Sanctionnée le 25 avril, 1903]

Préambule

ATTENDU que la Banque Nationale a avancé à la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, afin de lui procurer les moyens de compléter ses travaux, la somme de cinquante mille piastres, en vertu d'un transport, que lui avait fait cette compagnie, d'une partie des subsides

octroyés par la loi 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe (b) ;

Attendu que ce transport a été notifié au gouvernement de cette province le 24 novembre 1897, et a été accepté par l'arrêté en conseil No 884, du 26 novembre 1897, à condition que le paiement de ladite somme ne fût fait qu'après que les travaux auraient été dûment complétés jusqu'au centième mille ;

Attendu que, depuis, ces travaux ont été complétés, et acceptés par l'ingénieur du gouvernement ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer, en argent, à la Banque Nationale, une somme de cinquante mille piastres à même les subsides accordés par la loi 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe (b), à l'acquit de la compagnie de chemin de fer de la Baie des Chaleurs et de la compagnie de chemin de fer Atlantique et Lac Supérieur.

Paiement à la Banque Nationale, autorisé.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en vigueur.

4 EDOUARD VII, CHAPITRE 2

Loi concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer

[Sanctionnée le 2 juin, 1904]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes pour aider à la construction des chemins de fer ci-après énumérés :

Subventions aux chemins de fer :

- (a) A la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, pour l'aider à construire 50 milles de son chemin, à partir d'un point à ou près du Bassin de Gaspé allant dans la direction de Causapscal, sur le chemin de fer Intercolonial, en passant à travers l'intérieur de la péninsule de Gaspé, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;

Atlantique, Québec et Occidental ;

- Id. : A la même compagnie, pour l'aider à construire 100 milles de chemin, allant de Paspébiac à Gaspé, en suivant d'aussi près que possible le littoral, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, à condition que 10 milles soient construits dans le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi ;
- Matane et Gaspé ; (b) A la compagnie du chemin de fer de Matane, et Gaspé, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 30 milles de son chemin, depuis un point à ou près de Saint-Octave de Métis, sur le chemin de fer Intercolonial jusqu'à Matane ;
- Québec et lac St-Jean ; (c) A la compagnie de chemin de fer Québec et lac St-Jean, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 38 milles de chemin de fer à partir d'un point sur le chemin de fer Québec et lac St-Jean, près de la rivière Jeannotte, jusqu'à La Tuque, sur la rivière Saint-Maurice ;
- Rivière-des-Sauvages ; (d) A la compagnie du chemin de fer de la Rivière-des-Sauvages, pour une voie ferrée de 19 milles, allant d'un point situé à ou près de l'extrémité nord du lac Mégantic et vers le sud, le long dudit lac, jusqu'à un point sur la frontière internationale, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;
- Québec Central ; (e) A la compagnie du chemin de fer Québec Central, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, sur un parcours de 9 milles, pour l'extension de son chemin depuis Saint-François jusqu'à Saint-Georges de Beauce ;
- Joliette & Lake Manuan Colonization. (f) A la compagnie dite : *The Joliette and Lake Manuan Colonization Railway Company*, pour l'aider à construire 60 milles de son chemin depuis Joliette, allant dans la direction du lac Manan ou Manuan, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;
- Interprovincial et Baie James ; (g) A la compagnie du chemin de fer Interprovincial et de la baie James, pour une ligne de chemin de fer de 50 milles, allant du lac Témiscamingue au terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, dans la direction du nord, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;
- Station Waltham à Ferguson's Point ; (h) A une compagnie de chemin de fer qui construira une voie ferrée de 20 milles de chemin de la station de Waltham jusqu'à Ferguson's Point, dans le comté de

- Pontiac, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;
- (i) A la compagnie de chemin de fer Québec et lac St-Jean, pour l'aider à construire un mille de voie ferrée, allant de Roberval jusqu'au quai du gouvernement, au lac Saint-Jean, une subvention de 4,000 acres de terre, non convertibles en argent ;
 - (j) A une compagnie de chemin de fer pour l'aider à construire 10 milles de chemin de fer à partir d'un point dans le village de Hébertville, comté du Lac Saint-Jean, dans la direction de Saint-Joseph d'Alma, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;
 - (k) A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer de Roberval allant à l'ouest dans la direction de la baie James, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;
 - (l) A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 29 milles de chemin de fer allant de Jonquières dans la direction de la baie des Ha! Ha! une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;
 - (m) A la compagnie de chemin de fer de la Montagne d'Orford, pour l'aider à construire et compléter 12 milles de son chemin de fer, depuis Eastman jusqu'à la ligne de séparation entre le canton de Bolton, partie est, et le canton de Pottton, une subvention de 1,500 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;
 - (n) A la compagnie du chemin de fer du Grand Nord du Canada, une somme de \$6,000 en argent, pour être remboursée à la municipalité de la paroisse de Sainte-Sophie et à la municipalité du village de New-Glasgow, étant le montant des obligations souscrites par ces deux municipalités pour aider à la construction du dit chemin de fer depuis Saint-Jérôme jusqu'à New-Glasgow.

NOTE.— Cette section est modifiée par les lois 6 Ed. VII, c. 4, et 8 Ed. VII, c. 5.

2. Les mines et minerais, tels que définis dans la loi des mines de Québec, et comprenant le charbon et le pétrole, qui pourront se trouver dans les terres octroyées en vertu de la présente loi, sont réservés en faveur de la couronne.

3. Les subventions en terre visées par la section 1 de cette loi seront exigibles comme suit :

- (a) Lors de l'achèvement de la partie du chemin pour laquelle la subvention a été accordée, si telle partie a une longueur de moins de 10 milles ;

Québec et
lac St-Jean ;

Hébertville
vers St-
Joseph
d'Alma ;

Roberval
vers baie
James ;

Jonquières
vers la baie
des Ha! Ha! ;

Montagne
d'Orford ;

Grand Nord
du Canada.

Mines, etc.,
réservées à
la couronne.

Exigibilité
des subven-
tions en
terre.

- (b) Lors de l'achèvement de chaque section de 10 milles, proportionnellement à la valeur de la section ainsi achevée comparée à celle de l'ensemble de la partie subventionnée du chemin.

Par qui
seront choi-
sies les terres
et où elles
seront
localisées.

4. Le choix des terres à être ainsi données comme subventions sera laissé entièrement au lieutenant-gouverneur en conseil ; les terres choisies ne devront pas être comprises dans des limites à bois sous licences lors de l'octroi, et, autant que possible, elles devront être localisées le long ou dans le voisinage de chaque chemin de fer pour lequel elles seront accordées.

Conditions
de l'octroi
des subven-
tions.

5. La concession des subventions en terre en vertu de cette loi et l'acceptation d'icelles par chaque compagnie, seront subordonnées aux conditions suivantes :

- (a) Les frais d'inspection et d'arpentage des terres octroyées devront être payés par la compagnie à laquelle elles seront accordées ;
- (b) La compagnie sera tenue de vendre, dans le délai qui sera de temps à autre fixé par le ministre de la colonisation et des travaux publics, aux colons de bonne foi qui en feront la demande, des lots à même les terres accordées comme subventions, à un prix n'excédant pas \$2.50 l'acre ;
- (c) Le ministre de la colonisation et des travaux publics pourra, pour l'avancement de la colonisation et la commodité des colons, désigner les endroits où la compagnie sera tenue d'ériger des gares sur sa ligne, et ces gares devront être érigées en conséquence ;
- (d) Le lieutenant-gouverneur en conseil aura en tout temps le contrôle absolu des tarifs de péages à prélever et imposer par la compagnie sur son chemin ;
- (e) La compagnie devra construire sa voie avec des rails fabriqués et achetés au Canada et devra équiper sa ligne avec des matériaux qui y auront été également fabriqués et achetés, à moins que ces rails et matériaux ne puissent être achetés au Canada à un prix aussi bas et à des conditions aussi faciles qu'à l'étranger, et que telle compagnie ne soit, dans ce cas, préalablement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à se procurer ses rails et matériaux hors du Canada ;
- (f) Le chemin sera construit suivant les tracés, plans, profils, livres de renvois, devis, estimés et conditions qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

6. Les travaux de construction des chemins de fer pour lesquels des subventions en terre seront accordées en vertu de cette loi, devront être commencés—à moins qu'ils ne le soient déjà—dans les deux ans qui suivront le 1er juillet 1904, et parachevés dans un délai raisonnable à être déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ne devant pas dépasser quatre ans à compter de ladite date, sauf quant aux 10 milles mentionnés dans le dernier alinéa du paragraphe (a) de la section 1 de cette loi; et, à défaut du commencement et du parachevement des travaux dans les délais prescrits, la subvention deviendra caduque pour la partie du chemin qui restera alors inachevée.

7. Avant le commencement ou la reprise de ses travaux, la compagnie à laquelle des subventions seront accordées devra passer, avec le département de la Colonisation et des travaux publics, un contrat écrit, déterminant les conditions et la nature des travaux à être exécutés sur le chemin et la partie de subventions qui sera attribuée à chaque section de 10 milles d'un chemin continu et non interrompu, en proportion des frais de construction, tels qu'évalués par l'ingénieur des chemins de fer du département; et toute telle compagnie, avant de réclamer aucune partie des subventions visées par la section 1 de cette loi, devra établir à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle a des moyens suffisants pour compléter son chemin et pour le maintenir en bon état d'exploitation.

8. La compagnie à laquelle une subvention sera accordée en vertu de cette loi, devra donner un avis au ministre de la colonisation et des travaux publics, chaque fois qu'une section de son chemin sera en état d'être inspectée par l'ingénieur des chemins de fer du département et qu'elle requerra en conséquence cette inspection et le rapport de l'ingénieur.

9. Le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de la Montagne d'Oxford est prolongé jusqu'au 31 décembre 1906, sujet aux conditions contenues dans la loi 62 Victoria, chapitre 4, section 4.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

6 EDOUARD VII, CHAPITRE 4

Loi concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer

[Sanctionnée le 9 mars, 1906]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, de Québec, décrète ce qui suit :

Subventions
à certaines
compagnies
de chemin
de fer ;
Atlantique,
Québec et
Occidental ;

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes pour aider à la construction des chemins de fer ci-après énumérés :

Id ;

a. A la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, pour l'aider à construire 50 milles de son chemin à partir d'un point à ou près du bassin de Gaspé, allant dans la direction de Causapscal, sur le chemin de fer Intercolonial, en passant à travers l'intérieur de la péninsule de Gaspé, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (a) ;

Matane et
Gaspé ;

A la même compagnie, pour l'aider à construire 100 milles de chemin, allant de Paspébiac à Gaspé en suivant d'aussi près que possible le littoral, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (a) ;

Québec et
lac St-Jean ;

b. A la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 30 milles de son chemin, depuis un point à ou près de Saint-Octave de Métis, sur le chemin de fer Intercolonial, jusqu'à Matane, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (b) ;

Id. ;

c. A la compagnie de chemin de fer Québec et lac Saint-Jean, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 2 milles de chemin de fer sur l'embranchement de La Tuque, à partir du 38e mille jusqu'à La Tuque sur la rivière Saint-Maurice ;

d. A la même compagnie, pour l'aider à construire un mille de voie ferrée, allant de Roberval jusqu'au quai du gouvernement, au lac Saint-Jean, une subvention de 4,000 acres de terre, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (i) ;

- e. A la même compagnie, pour l'aider à compléter 3.8 Id. ; milles de sa ligne de Valcartier à Sainte-Catherine, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;
- f. A la même compagnie, une subvention de 3,000 acres Id. ; de terre par mille non convertibles en argent, pour l'aider à construire $4\frac{1}{2}$ milles d'une ligne d'embranchement de chemin de fer, depuis la station Valcartier, allant dans la direction du canton de Gosford. Cette subvention et celle mentionnée dans le paragraphe e seront accordées à condition que la compagnie établisse un passage gratuit de sept pieds et six pouces de largeur de chaque côté du pont du chemin de fer sur la rivière Jacques-Cartier, et des chemins à chaque extrémité du pont, pour les piétons, voitures et animaux, suivant des plans qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil ;
- g. A la même compagnie, une subvention de 3,000 acres Id. ; de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider dans la construction de 12 milles de voie ferrée, pour le prolongement de l'embranchement de Valcartier mentionné au paragraphe f, jusqu'au canton de Gosford, y compris un embranchement de $3\frac{1}{2}$ milles à un point sur la rivière aux Pins, dans la paroisse de Saint-Gabriel ouest ;
- h. A la compagnie du chemin de fer Québec Central, une Québec Central subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, sur un parcours de 9 milles, pour l'extension de son chemin depuis Saint-François jusqu'à Saint-George de Beauce, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe e, et à condition que le chemin soit construit et complété dans le délai de deux ans, à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi ;
- i. A la compagnie dite : *The Joliette and Lake Manuan Colonization Railway Company*, pour l'aider à construire 60 Joliette & Lake Manuan Colonization ; milles de son chemin depuis Joliette allant dans la direction du lac Manuan, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (f) ;
- j. A la compagnie du chemin de fer Interprovincial et de la baie James, pour une ligne de chemin de fer de 50 Interprovincial et baie James ; milles, à partir du terminus actuel de la ligne de chemin de fer Canadien du Pacifique, à Gordon Creek, jusqu'à Ville-Marie, une subvention de 4,000 acres de terre par mille non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (g) ;

- Pontiac et Interprovincial ;
- Colonization du Nord ;
- St. Maurice Valley ;
- Le Grand Nord du Canada ;
- Lotbinière et Mégantic ;
- Hébertville vers St-Joseph d'Alma ;
- k. A la compagnie du chemin de fer Pontiac et Interprovincial, pour l'aider à construire une voie ferrée de 20 milles de la station de Waltham, jusqu'à Ferguson's Point, dans le comté de Pontiac, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Édouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (h) ;
- l. A la compagnie du chemin de fer de Colonisation du Nord, pour l'aider à prolonger la construction de 32 milles de chemin de fer, depuis Nominigue jusqu'au Rapide de l'Original, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;
- m. A la compagnie dite : *The Saint Maurice Valley Railway Company*, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer, partant d'un endroit dans la cité des Trois-Rivières et allant dans une direction nord-ouest, sur la rive ouest de la rivière Saint-Maurice, jusqu'à un endroit situé entre Grey's Falls et la Pointe Chevalier ; de là passant à la rive est de la rivière Saint-Maurice et allant dans une direction septentrionale jusqu'à un endroit où, traversant la rivière Saint-Maurice, la ligne pénètre dans la ville de Shawinigan Falls ; de là traversant la ville de Shawinigan Falls et suivant la vallée de la rivière Saint-Maurice, dans la direction du nord et du nord-est, jusqu'à un endroit situé en ou près de la ville de Grand'Mère, et, de là, dans une direction nord et nord-ouest jusqu'à un point de jonction sur le National Transcontinental ;
- n. A la compagnie du chemin le Grand Nord du Canada, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 85 milles de chemin de fer, depuis un point à ou près de la cité de Québec jusqu'à un point de jonction sur le chemin de fer le Grand Nord à ou près de la jonction Garneau ou de Grand'Mère ;
- o. A la compagnie du chemin de fer Lotbinière et Mégantic, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 60 milles de chemin de fer depuis la station de Lyster, dans le canton Nelson, comté de Mégantic, allant dans la direction de Lime Ridge, comté de Wolfe ;
- p. A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 10 milles de chemin de fer à partir d'un point dans le village de Hébertville, comté du Lac Saint-Jean, dans la direction de Saint-Joseph d'Alma, une subvention de 5,000 acres de terre par mille, non con-

- vertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (j) ;
- q. A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer, de Roberval allant à l'ouest dans la direction de la baie James, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (k) ;
- r. A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 20 milles de chemin de fer allant de Jonquières, dans la direction de la baie des Ha! Ha!, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (l) ;
- s. A la compagnie du chemin de fer le Grand Nord du Canada, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider dans la construction de 18 milles de chemin de fer, depuis Saint-Sauveur jusqu'à Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne ;
- t. A la compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider dans la construction de 5 milles de voie ferrée, depuis Eastman, dans le canton de Stukely, comté de Shefford, jusqu'au lac Bonallie, dans le canton d'Orford, comté de Sherbrooke ;
- u. A la compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford, comme aide à la construction de 10.84 milles de sa ligne, depuis Kingsbury, allant dans la direction de Windsor Mills, une subvention de \$4,000 par mille, mais n'excédant pas en totalité \$43,375.50. Cette subvention devant lui tenir lieu de la balance non périmée de celles qui lui ont été accordées par les lois 52 Victoria, chapitre 86, section 3 ; 54 Victoria, chapitre 88, section 1, paragraphe (cc) ; 62 Victoria, chapitre 4, section 4 ; 2 Edouard VII, chapitre 2, section 2, et 4 Edouard VII, chapitre 2, section 9. Paiement sera fait à la compagnie de cette subvention par section de 10 milles de chemin de fer complétés à la satisfaction de l'ingénieur des chemins de fer du département des Travaux publics et du travail.

NOTE.—*Cette section est modifiée par la loi 8 Ed. VII, c. 5, s. 1.*

Mines et minerais réservés en faveur de la couronne.

Exigibilité des subventions en terre.

Par qui seront choisies les terres et où elles seront localisées.

Conditions de l'octroi des subventions.

2. Les mines et minerais, tels que définis dans la loi des mines de Québec, et comprenant le charbon et le pétrole, qui pourront se trouver dans les terres octroyées en vertu de la présente loi, sont réservés en faveur de la couronne.

3. Les subventions en terre visées par la section 1 de cette loi seront exigibles comme suit :

- a. Lors de l'achèvement de la partie du chemin pour laquelle la subvention a été accordée, si telle partie a une longueur de moins de 10 milles ;
- b. Lors de l'achèvement de chaque section de 10 milles, proportionnellement à la valeur de la section ainsi achevée comparée à celle de l'ensemble de la partie subventionnée du chemin.

4. Le choix des terres à être ainsi données comme subventions est laissé entièrement au lieutenant-gouverneur en conseil ; les terres choisies ne devront pas être comprises dans des limites à bois sous licence lors de l'octroi, et, autant que possible, elles devront être localisées le long ou dans le voisinage de chaque chemin de fer pour lequel elles sont accordées.

5. La concession des subventions en terre en vertu de cette loi et l'acceptation d'icelles par chaque compagnie, seront subordonnées aux conditions suivantes :

- a. Les frais d'inspection et d'arpentage des terres octroyées devront être payés par la compagnie à laquelle elles seront accordées ;
- b. La compagnie sera tenue de vendre, dans le délai qui sera de temps à autre fixé par le ministre des travaux publics et du travail, aux colons de bonne foi qui en feront la demande, des lots à même les terres accordées comme subventions, à un prix n'excédant pas \$2.50 l'acre ;
- c. Le ministre des travaux publics et du travail pourra, pour l'avancement de la colonisation et la commodité des colons, désigner les endroits où la compagnie sera tenue d'ériger des gares sur sa ligne, et ces gares devront être érigées en conséquence ;
- d. Le lieutenant-gouverneur en conseil aura en tout temps le contrôle absolu des tarifs de péages à prélever et à imposer par la compagnie sur son chemin ;
- e. La compagnie devra construire sa voie avec des rails fabriqués et achetés au Canada et devra équiper sa ligne avec des matériaux qui y auront été également fabriqués et achetés, à moins que ces rails et matériaux ne puissent être achetés au Canada à un prix aussi bas et à des conditions aussi faciles qu'à l'étranger, et que telle compagnie ne soit, dans ce cas, préalable-

- ment autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à se procurer ses rails et matériaux hors du Canada ;
- f. Le chemin sera construit suivant les tracés, plans, profils, livres de renvoi, devis, estimés et conditions qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur rapport du ministre des travaux publics et du travail.

6. Les travaux de construction des chemins de fer pour lesquels des subventions en terre seront accordées en vertu de cette loi, devront être commencés—à moins qu'ils ne le soient déjà—dans les deux ans qui suivront le 1er juillet 1906, et parachevés dans un délai raisonnable à être déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ne devant pas dépasser quatre ans à compter de la dite date, sauf quant aux neuf milles mentionnés dans le paragraphe *h* de la section 1 de cette loi ; et, à défaut du commencement et du parachevement des travaux dans les délais prescrits, la subvention deviendra caduque pour la partie du chemin qui restera alors inachevée.

7. Avant le commencement ou la reprise de ses travaux la compagnie à laquelle des subventions en terre seront accordées devra passer, avec le département des Travaux publics et du travail, un contrat écrit, déterminant les conditions et la nature des travaux à être exécutés sur le chemin et la partie de subvention qui sera attribuée à chaque section de dix milles d'un chemin continu et non interrompu, en proportion des frais de construction de toute l'entreprise ou de la partie qui sera subventionnée, tels qu'évalués par l'ingénieur des chemins de fer du département ; et toute telle compagnie, avant de réclamer aucune partie des subventions visées par la section 1 de cette loi, devra établir, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle a des moyens suffisants pour compléter son chemin et pour le maintenir en bon état d'exploitation.

8. La compagnie à laquelle une subvention sera accordée en vertu de cette loi, devra donner avis au ministre des travaux publics et du travail, chaque fois qu'une section de son chemin sera en état d'être inspectée par l'ingénieur des chemins de fer du département et qu'elle requerra en conséquence cette inspection et le rapport de l'ingénieur.

9. Le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de la Montagne d'Orford pour la partie mentionnée dans le paragraphe *u* de la section 1 de cette loi, est prolongé jusqu'au 31 décembre 1907.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Commence-
ment et pa-
rachevement
des travaux.

Contrats
entre les
compagnies
subvention-
nées et le
département
des
Travaux
publics et
du travail.

Avis au mi-
nistre des
travaux
publics et du
travail que
le chemin de
fer est en
état d'être
inspecté.

Délai prolongé pour compléter le chemin de fer de la Montagne d'Orford.
Entrée en vigueur.

S EDOUARD VII, CHAPITRE 5

Loi concernant des subventions à certaines compagnies de chemin de fer

[Sanctionnée le 25 avril, 1908]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Subventions
à certaines
compagnies
de chemin
de fer :
Québec Cen-
tral ;

1. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions ci-après mentionnées, pour aider à la construction des chemins de fer ci-après énumérés :

Montagne
d'Orford ;

a. A la compagnie du chemin de fer Québec Central, pour l'aider à construire 30 milles de son chemin de fer à partir de Saint-George de Beauce, allant dans la direction de Cabano, sur le chemin de fer Témiscouata, en suivant la rivière Famine jusqu'à sa source, près du village de Langeville, et de là, suivant les eaux de la rivière Saint-Jean, à travers les comtés de Beauce, Dorchester, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska et Témiscouata, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertible en argent ;

b. A la compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire :

1. 3.12 milles de chemin de fer de Mansonville à la ligne frontière ;
2. 7.54 milles de la ligne de Bolton à Mansonville ;
3. 8.00 milles de Windsor Mills à Brompton Falls ;
4. 3.50 milles de la traverse du chemin de Melbourne au village de Melbourne ;
5. 5.05 milles d'un point sur la ligne principale jusqu'au lac Bouallie, (côté sud), au lieu de la subvention accordée par la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe 1 ;

Québec et
lac St-Jean ;

c. A la compagnie du chemin de fer Québec et lac Saint-Jean, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire un embranchement partant de la ligne principale, à Charlesbourg, jusqu'à " L'Etang " sur la rivière Montmorency, pour une distance de 6 milles ;

- d. A la compagnie du chemin de fer Quebec, Montreal & Quebec, Southern, une subvention en terre de 2,000 acres, par mille, non convertible en argent, pour une ligne de 107 milles allant de Yamaska dans la direction de Lévis ; Montreal & Southern.
- e. A la même compagnie une subvention en terre de 2,000 Id. ; acres par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire un embranchement depuis la ligne principale, à Bécancour, jusqu'au fleuve Saint-Laurent, pour une distance n'excédant pas 4 milles ;
- f. A la compagnie du chemin de fer Indian River, une Indian River: subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour une voie ferrée de 19 milles, allant d'un point situé à ou près de l'extrémité nord du lac Mégantic, et vers le sud, le long dudit lac, jusqu'à un point sur la frontière internationale, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe d ;
- g. A la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé Matane et Gaspé ; une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire 37 milles de son chemin depuis un point à ou près de Sainte-Flavie, sur le chemin de fer Intercolonial jusqu'à Matane.
- Cette subvention devant lui tenir lieu de celle qui lui a été accordée par loi 6 Edouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe b, pour 30 milles de chemin depuis Saint-Octave de Métis jusqu'à Matane ; St-Octave de Métis à Matane ;
- h. A une compagnie de chemin de fer une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire 20 milles de chemin de fer allant à Jonquières, dans la direction de la baie des Ha ! Ha ! au lieu de la subvention accordée par la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe r ; Jonquières vers la baie des Ha ! Ha ! ;
- i. A la compagnie dite: *The Canadian Northern Quebec Railway Company*, pour l'aider à construire une voie ferrée dans le comté de Montcalm, depuis Saint-Jacques jusqu'au village de Rawdon, et de là dans une direction nord vers le lac Archambault, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, sur une distance de 20 milles ; The Canadian Northern Quebec Ry. Co. ;
- j. A la même compagnie, pour l'aider à construire 65 milles de son chemin, depuis Montréal jusqu'à Grenville, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent ; Montréal à Grenville ;

- Québec et
lac St-Jean ;
- Id. ;
- Id. ;
- The Joliette
and Lake
Manouan
Colonization
Railway Co. ;*
- The Little
Nation River
Railway Co. ;*
- k. A la compagnie de chemin de fer Québec et lac Saint-Jean, pour l'aider à compléter 3.8 milles de sa ligne de Valcartier à Sainte-Catherine, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe e ;
- l. A la même compagnie, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire $4\frac{1}{2}$ milles d'une ligne d'embranchement de chemin de fer, depuis la station de Valcartier, allant dans la direction du canton de Gosford. Cette subvention et celle mentionnée dans le paragraphe k seront accordées à la condition que la compagnie établisse un passage gratuit par la construction et l'entretien d'un pont et d'approches à chaque extrémité sur la rivière Jacques-Cartier, pour les piétons, voitures, animaux, à ou près de l'ancien pont du chemin de fer sur ladite rivière, suivant les plans qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, au lieu de la subvention accordée par la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe f ;
- m. A la même compagnie, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider dans la construction de 12 milles de voie ferrée, pour le prolongement de l'embranchement de Valcartier mentionnée au paragraphe l, jusqu'au canton de Gosford, y compris un embranchement de $3\frac{1}{2}$ milles à un point sur la rivière aux Pins, dans la paroisse de Saint-Gabriel-Ouest, au lieu de la subdivision accordée par la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe g ;
- n. A la compagnie dite : *The Joliette and Lake Manouan Colonization Railway Company*, pour l'aider à construire 60 milles de son chemin, depuis Joliette allant dans la direction du lac Manouan, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe i ;
- o. A la compagnie dite : *The Little Nation River Railway Company*, pour l'aider à construire une voie ferrée à partir d'un point entre Thurso et Montebello, sur la rive gauche de la rivière Ottawa, et de là jusqu'au village de Chêneville, et au delà vers le nord jusqu'à un point sur le lac Nominigue, près de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, sur une longueur de 30 milles ;

- p. A la compagnie du chemin de fer Interprovincial et de la baie James, pour une ligne de chemin de fer de 50 milles, à partir du terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, à Gordon Creek, jusqu'à Ville-Marie, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe j ; Interprovincial et baie James ;
- q. A la compagnie de chemin de fer Pontiac et Interprovincial, pour l'aider à construire une voie ferrée de 20 milles, de la station de Waltham jusqu'à Ferguson's Point, dans le comté de Pontiac, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe k ; Pontiac et Interprovincial ;
- r. A une compagnie de chemin de fer pour l'aider à construire 10 milles de chemin de fer, à partir d'un point dans le village de Hébertville, comté du Lac Saint-Jean, dans la direction de Saint-Joseph d'Alma, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe p ; Hébertville vers St-Joseph d'Alma ;
- s. A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer de Roberval allant à l'ouest dans la direction de la baie James, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe q ; Roberval vers la baie James
- t. A la compagnie de chemin de fer Lotbinière et Mégantic, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire 60 milles de chemin de fer depuis la station Lyster, dans le canton Nelson, comté de Mégantic, allant dans la direction de Lime Ridge, comté de Wolfe, au lieu de la subvention accordée par la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe o ; Lotbinière et Mégantic ;
- u. A la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, pour l'aider à construire 50 milles de son chemin à partir d'un point à ou près du bassin de Gaspé, allant dans la direction de Causapscau, sur le chemin de fer intercolonial, en passant à travers la péninsule de Gaspé, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe a ; Atlantique, Québec et Occidental

- Id. ; A la même compagnie pour l'aider à continuer la construction de 100 milles de chemin allant de Paspébiac à Gaspé, 20 milles ayant été construits entre Paspébiac et Port Daniel, en suivant d'aussi près que possible le littoral, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour une distance n'excédant pas 80 milles, au lieu de la subvention accordée par la loi 6 Edouard VII, chapitre 4, section 1, paragraphe a ;
- Compagnie de Métabetchouan. v. A la compagnie de Métabetchouan, une subvention de 1,000 acres de terre par mille, non convertible en argent, pour l'aider à construire 13 milles de son chemin à partir du lac Bouchette, jusqu'à Saint-André, sur la rivière Métabetchouan.
- Mines et minerais réservés en faveur de la couronne. **2.** Les mines et minerais, tels que définis dans la loi des mines de Québec, et comprenant le charbon et le pétrole qui pourront se trouver dans les terres octroyées en vertu de cette loi sont réservés en faveur de la couronne.
- Exigibilité de la subvention en terre. **3.** Les subventions en terre visées par cette loi seront exigibles comme suit :
- a. Lors de l'achèvement de la partie du chemin pour laquelle la subvention a été accordée, si telle partie a une longueur de moins de 10 milles ;
 - b. Lors de l'achèvement de chaque section de 10 milles, proportionnellement à la valeur de la section ainsi achevée, comparée à celle de l'ensemble de la partie subventionnée du chemin.
- Par qui seront choisies les terres, et où elles seront localisées. **4.** Le choix des terres à être données comme subventions est laissé entièrement au lieutenant-gouverneur en conseil ; les terres choisies ne devront pas être comprises dans les limites à bois sous licence lors de l'octroi, et, autant que possible, elle devront être localisées le long ou dans le voisinage de chaque chemin de fer pour lequel elles sont accordées.
- Conditions de l'octroi des subventions. **5.** La concession des subventions en terre, en vertu de cette loi, et l'acceptation d'icelles par chaque compagnie, seront subordonnées aux conditions suivantes :
- a. Les frais d'inspection et d'arpentage des terres octroyées devront être payés par la compagnie à laquelle elles seront accordées ;
 - b. La compagnie sera tenue de vendre, dans le délai qui sera de temps à autre fixé par le ministre des travaux publics et du travail, aux colons de bonne foi, qui en

feront la demande, des lots à même les terres accordées comme subventions, à un prix n'excédant pas \$2.50 l'acre ;

- c. Le ministre des travaux publics et du travail pourra, pour l'avancement de la colonisation et la commodité des colons, désigner les endroits où la compagnie sera tenue d'ériger des gares sur la ligne, et ces gares devront être érigées en conséquence ;
- d. Le lieutenant-gouverneur en conseil aura en tout temps le contrôle absolu des tarifs de péages à prélever et à imposer par la compagnie sur son chemin ;
- e. La compagnie devra construire sa voie avec des rails fabriqués et achetés au Canada et devra équiper sa ligne avec des matériaux qui y auront été également fabriqués et achetés, à moins que ces rails et matériaux ne puissent être achetés au Canada à un prix aussi bas et à des conditions aussi faciles qu'à l'étranger, et que telle compagnie ne soit, dans ce cas, préalablement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, à se procurer ses rails et matériaux hors du Canada ;
- (f) Le chemin sera construit suivant les tracés, plans, profils, livres de renvoi, devis, estimés et conditions qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur rapport du ministre des travaux publics et du travail.

6. Les travaux de construction des chemins de fer pour lesquels des subventions en terre seront accordées en vertu de cette loi devront être commencés, à moins qu'ils ne le soient déjà, dans les deux ans qui suivront le premier juillet 1908, et parachevés dans un délai raisonnable à être déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ne devant pas dépasser quatre ans à compter de ladite date ; et, à défaut du commencement et du paracheèvement des travaux dans les délais prescrits, la subvention deviendra caduque pour la partie du chemin qui restera alors inachevée.

7. Avant le commencement ou la reprise des travaux, la compagnie à laquelle des subventions en terre seront accordées devra passer, avec le département des Travaux publics et du travail, un contrat écrit, déterminant les conditions et la nature des travaux à être exécutés sur le chemin et la partie de subvention qui sera attribuée à chaque section de dix milles d'un chemin continu et non interrompu, en proportion des frais de construction de toute l'entreprise ou de la partie qui sera subventionnée, tels qu'évalués par l'ingé-

Commence-
ment et pa-
racheèvement
des travaux.

Contrats
entre les
compagnies
subvention-
nées et le
département
des Travaux
publics et du
travail.

gnieur des chemins de fer du département ; et toute telle compagnie, avant de réclamer aucune partie des subventions visées par cette loi, devra établir, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, qu'elle a des moyens suffisants pour compléter son chemin et pour le maintenir en bon état d'exploitation.

Avis au ministre que le chemin est en état d'être inspecté.

8. La compagnie à laquelle une subvention sera accordée en vertu de cette loi devra, chaque fois qu'une section de son chemin sera en état d'être inspectée par l'ingénieur des chemins de fer du département, en donner avis au ministre des travaux publics et du travail, et requérir en conséquence cette inspection et le rapport de l'ingénieur.

Entrée en vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.
